

II. INDEX DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, ANTÉRIEURES À 1971, REPRODUITES À LA SUITE DES TEXTES PUBLIÉS DANS LA SÉRIE LÉGISLATIVE DE 1971

CANADA

14 déc. 1966 Loi modifiant le Code canadien du travail (normes). 14-15
Eliz. II, chap. 59. ("Statuts du Canada", 1966-1967,
p. 557) Can. 3_B

HONGRIE

20 nov. 1970 Décret n° 14 du ministre du Travail sur les contrats
collectifs. ("Magyar Közlöny", 20 nov. 1970) Hong. 1_B

SUEDE

14 mai 1969 Arrêté (n° 100) tendant à modifier l'arrêté (n° 368)
du 3 juin 1966 sur le marché de l'emploi. ("Svensk
författningssamling", 14 mai 1969) Suè. 1_D

5 déc. 1969 Arrêté (n° 660) tendant à modifier l'arrêté (n° 368) de
1966 sur le marché de l'emploi. (Ibid., 17 déc. 1969)
Suè. 1_C

27 mai 1970 Arrêté (n° 182) tendant à modifier l'arrêté (n° 368) de
1966 sur le marché de l'emploi. (Ibid., 9 juin 1970)
Suè. 1_B

ZAMBIE

27 sept. 1966 Règlement concernant les syndicats (retenue des
cotisations à la source). Instrument statutaire n° 351.
("Government Gazette", 30 sept. 1966) Zam. 1_B

III. ERRATA

Série législative, 1960

It. 1, p. 1 : A l'art. 1er, al. 3, 3e ligne, au lieu de "concedant", lire "concessionnaire". A l'art. 1er, al. 3, 5e ligne, pour "concessionnaire", lire "concedant".

Série législative, 1970

E.-U.A. 1, p. 2 : Au sous-alinéa 7°, au lieu de "l'incapacité fonctionnelle", lire "la capacité fonctionnelle".

Série législative, 1971

Bel. 2, p. 1 : A l'art. 3, § 1er, première ligne, au lieu de "chapitre II", lire "chapitre III".

Grè. 1 A, p. 3 : A la dernière ligne du chap. II, lire "...visés sous a), c) et d)".

Grè. 1 A, p. 6 : A l'avant-dernière ligne de l'alinéa c), remplacer le mot "gouvernemental" par le mot "constitutionnel".

It. 1, p. 8 : A l'art. 21, au lieu de "...une cotisation prélevée sur la rémunération de tous les travailleurs", lire "...une cotisation calculée d'après la rémunération de tous les travailleurs".

IV. RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

Contenu

Ce répertoire donne le titre des lois, décrets, etc., promulgués en 1971 relativement au travail et aux domaines connexes tels que la sécurité sociale et la coopération. Il renferme:

- a) les dispositions législatives et réglementaires publiées dans la "Série législative" pour 1971, le sigle du fascicule étant souligné à droite de la page;
- b) les dispositions législatives et réglementaires non publiées dans la "Série législative" pour 1971, qui modifient la législation antérieurement publiée dans la "Série législative", et une note indiquant dans chaque cas les articles modifiés et la nature de la modification;
- c) toutes les autres dispositions relevées, à l'exception de celles qui n'ont qu'une durée de validité ou un champ d'application limités (arrêtés de fixation des salaires, listes de professions, modifications de caractère administratif peu importantes).

Présentation

Les titres sont disposés par ordre chronologique sous les noms des pays, eux-mêmes rangés par ordre alphabétique; les provinces, territoires autonomes et territoires d'outre-mer sont placés à la suite du pays ou de la métropole. Les accords internationaux sont groupés à la fin du répertoire d'après les mêmes principes.

Pour chaque titre, le répertoire indique la date et renvoie, sauf si le texte a été publié à part, au journal officiel ou, à défaut, à une autre source. Les dates se rapportent, sauf indication contraire, à l'année 1971.

Si le titre n'est pas suffisamment explicite, le contenu de la disposition est précisé par une note brève.

Les textes antérieurement publiés dans la "Série législative" sont indiqués dans les cas appropriés. Lorsque plusieurs de ces textes se rapportent à un même sujet, seuls le premier et le dernier sont mentionnés: "SL 1944 - Bel. 2 ... 1961 - Bel. 4". (Dans cet exemple, les références aux modifications publiées entre 1944 et 1961 se trouvent dans les textes mêmes, chacun d'eux renvoyant à la disposition précédente.)

ALBANIE

27 mai

Arrêté gouvernemental n° 2 tendant à compléter l'arrêté gouvernemental n° 1, en date du 14 avril 1970, concernant la formation des jeunes travailleurs et le perfectionnement des travailleurs ainsi que du personnel de surveillance et des catégories supérieures qui sont liés par un contrat de travail [facilités pour les travailleurs et les membres des coopératives agricoles qui suivent des cours en vue d'améliorer leurs capacités en tant que membres de groupes artistiques et sportifs amateurs]. ("Gazeta Zyrtare", 9 juin)

ALBANIE (suite)

- 27 mai Décision n° 83 du Conseil des ministres tendant à approuver le règlement sur l'utilisation, le stockage et le transport des substances radioactives et des sources de radiations ionisantes. (Ibid., 8 juillet)

- 12 juillet Décision n° 116 du Conseil des ministres approuvant le statut type des supercoopératives agricoles. (Ibid., 5 août)

- 13 juillet Décision n° 123 du Conseil des ministres concernant l'organisation d'un travail productif pour les élèves des écoles secondaires et les étudiants [abroge le chap. V de la décision n° 40 du Conseil des ministres, du 20 fév. 1970. Remaniement complet du système précédent établissant un lien étroit entre ce type de travail productif à accomplir par les étudiants et la profession en vue de laquelle ils sont formés]. (Ibid.)

- 15 juillet Décret n° 4864 instituant des supercoopératives agricoles. (Ibid.)

- 17 sept. Arrêté gouvernemental n° 5 concernant les explosifs et les substances très toxiques (manipulation, entreposage, transport, etc.) [abroge l'arrêté gouvernemental n° 5 du 3 juillet 1967 aux mêmes fins]. (Ibid., 4 oct.)

- 12 oct. Arrêté du Comité central du Parti populaire albanais et du Conseil des ministres tendant à instituer un régime de pensions en faveur des membres des coopératives agricoles [fonds à établir par les coopératives agricoles, lequel sera subventionné par l'Etat. Assurance en cas d'incapacité temporaire, congé de maternité et autres formes d'assistance qui seront prévues par les coopératives agricoles sur la base de critères uniformes devant être établis par le Conseil des ministres]. (Ibid., 31 déc.)

ALGERIE

- 4 janv. Arrêté organisant le régime d'assurance-vieillesse des non-salariés du secteur non agricole [abroge l'arrêté du 8 mars 1963 portant unification des caisses d'assurance-vieillesse des professions industrielles et commerciales]. ("Journal officiel", 2 mars)

- 5 avril Ordonnance n° 71-14 relative à l'organisation d'un nouveau régime d'assurances sociales agricoles. (Ibid., 9 avril)
Alg. 1

- 5 avril Décret n° 71-70 relatif aux modalités d'application des assurances-maladie et invalidité dans le secteur agricole. (Ibid.)

- 5 avril Décret n° 71-71 relatif aux modalités d'application de l'assurance-décès dans le secteur agricole. (Ibid.)

- 5 avril Décret n° 71-72 relatif aux modalités d'application de l'assurance-maternité dans le secteur agricole. (Ibid.)

- 5 avril Décret n° 71-73 relatif aux modalités d'application de l'assurance-vieillesse dans le secteur agricole. (Ibid.)

- 5 avril Décret n° 71-74 relatif aux modalités d'application de l'allocation aux vieux travailleurs dans le secteur agricole. (Ibid.)

ALGERIE (suite)

- 5 avril Décret n° 71-76 relatif au financement des charges des assurances sociales agricoles [ce financement est assuré par une cotisation égale à 6 pour cent des rémunérations versées (4 pour cent à la charge des entreprises ou exploitations et 2 pour cent à la charge des travailleurs) et par une cotisation complémentaire sur ces rémunérations, applicable aux travailleurs et dont les modalités de fixation seront précisées par arrêté du ministre de l'Agriculture et de la Réforme agraire]. (Ibid.)
- 5 avril Décret n° 71-77 portant organisation d'un régime de prestations familiales en agriculture [le financement en est assuré par une cotisation, à la charge exclusive de l'employeur, égale à 7,5 pour cent des avances et salaires versés, et une subvention d'équilibre de l'Etat]. (Ibid.)
- 22 avril Décret n° 71-106 relatif au régime des pensions de la Caisse générale des retraites et du Fonds spécial des ouvriers de l'Etat (Ibid., 27 avril)
- 14 mai Arrêté relatif au maintien des prestations familiales en agriculture sans contrepartie de travail effectif. (Ibid., 8 juin)
- 14 mai Arrêté relatif à la participation de la Caisse mutuelle agricole de retraite pour la prise en charge des prestations maladie et au financement de cette participation [au-delà du sixième mois de soins, 100 pour cent du coût réel des soins pour les maladies de longue durée et 80 pour cent du tarif de responsabilité en vigueur pour les autres maladies; 80 pour cent du tarif de responsabilité pour les frais d'orthopédie, cure, etc. Couverture assurée par une cotisation de 2 pour cent des rémunérations versées (1 pour cent à la charge de l'employeur et 1 pour cent à celle du travailleur)]. (Ibid.)
- 17 juin Ordonnance n° 71-37 relative à la suspension du contrat de travail pendant le service national [abroge les art. 25 à 28 du livre Ier du Code du travail]. (Ibid., 25 juin)
- 30 juin Décret n° 71-179 fixant les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement de l'entreprise publique communale [placée sous tutelle de l'assemblée populaire communale et gérée par un directeur sous l'autorité d'un conseil de surveillance et de contrôle où sont représentés les travailleurs; l'entreprise publique communale est une unité de production de biens ou de services appelée à participer au développement économique et social de la commune]. (Ibid., 9 juillet)
- 1er juillet Arrêté relatif à la classification des maladies professionnelles [classification en trois groupes ("manifestations morbides d'intoxications aiguës ou chroniques", "infections microbiennes", "ambiance et attitudes de travail") des maladies professionnelles figurant aux tableaux annexés à l'arrêté du 22 mars 1968]. (Ibid., 22 oct.)
- 23 juillet Arrêté interministériel fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Direction de l'agriculture et de la réforme agraire de wilaya. (Ibid., 29 oct.)
- 5 août Ordonnance n° 71-60 relative aux conditions d'emploi des étrangers [abroge le décret n° 67-201 du 27 sept. 1967 relatif à la protection de la main-d'oeuvre nationale]. (Ibid., 17 août)

ALGERIE (suite)

- 19 août Arrêté interministériel fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Direction du tourisme et de l'artisanat. (Ibid., 2 nov.)
- 8 nov. Ordonnance n° 71-73 portant Révolution agraire [traite de la constitution du Fonds national de la révolution agraire (partie I) et de l'attribution des terres rassemblées par ce fonds (partie II), ainsi que de la mise en oeuvre pratique de la révolution agraire (parties III et IV)]. (Ibid., 30 nov.)
- 16 nov. Ordonnance n° 71-74 relative à la gestion socialiste des entreprises. (Ibid., 13 déc.) Alg. 2
- 16 nov. Ordonnance n° 71-75 relative aux rapports collectifs de travail dans le secteur privé. (Ibid.) Alg. 3

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

- 15 janv. Première ordonnance tendant à modifier l'ordonnance n° 522/1 sur la protection du travail et la protection contre les incendies (installations frigorifiques) [modifie les §§ 3(8) et 4(1)]. ("Gesetzblatt", partie II, 26 fév.)
- 22 janv. Deuxième ordonnance sur la protection du travail (vêtements et dispositifs de protection). (Ibid., 8 fév.)
- 14 mai Arrêté n° 8 sur la sécurité du travail et la protection contre les incendies. Dispositions générales concernant les lieux de travail sur lesquels des travailleurs sont occupés seuls hors de portée de tout signal optique ou acoustique. (Ibid. 9 juin)
- 7 juillet Troisième règlement d'application de l'arrêté sur la déclaration et la réparation des maladies professionnelles [abroge le premier règlement d'application, en date du 19 oct. 1959, aux mêmes fins]. (Ibid., 28 juillet)
- 2 août Instruction n° 1 tendant à modifier l'instruction n° 105/3 sur la protection du travail et la protection contre les incendies - récolte, transport, préparation et stockage des produits agricoles inflammables [modifie les §§ 40 et 49(7) et (8)]. (Ibid., 18 août)
- 3 nov. Ordonnance tendant à modifier l'ordonnance sur la réglementation de la durée du travail en rapport avec les jours fériés légaux [modifie les §§ 3 et 4]. (Ibid., 3 déc.)
- 10 nov. Directives du Conseil des ministres de la République démocratique allemande et du Bureau fédéral de la Confédération des syndicats allemands libres sur l'élaboration annuelle des conventions collectives d'entreprise jusqu'en 1975. (Ibid.) All. (R.D.) 1 A
- 10 nov. Arrêté édicté en application des directives du Conseil des ministres de la République démocratique allemande et du Bureau fédéral de la Confédération des syndicats allemands libres sur l'élaboration annuelle des conventions collectives d'entreprise jusqu'en 1975. (Ibid.) All. (R.D.) 1 B
- 22 déc. Ordonnance tendant à encourager l'activité des novateurs et des spécialistes de la rationalisation dans le mouvement des novateurs. Ordonnance sur les novateurs [abroge notamment l'ordonnance du 31 juillet 1963 (SL 1963 - All.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE (suite)

(R.D.) 2) tendant à encourager et diriger le mouvement des novateurs; l'ordonnance du 7 juin 1967 tendant à modifier et compléter l'ordonnance susvisée; les premier, troisième et neuvième règlements d'application de l'ordonnance susvisée; l'instruction du 15 nov. 1965 tendant à encourager et diriger le mouvement des novateurs dans les entreprises privées, ainsi que l'instruction du 31 juillet 1963 sur la compétence et la composition des organismes de conciliation]. (Ibid.)

22 déc. Premier règlement d'application de l'ordonnance sur les novateurs - Indemnités octroyées aux novateurs et aux inventeurs pour leurs réalisations. (Ibid., 14 janv. 1972)

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

20 janv. Loi tendant à modifier la loi sur les caisses minières du Reich [SL 1926 - All. 5 ... 1942 - All. 2 B et F] ainsi que la loi portant nouvelle réglementation de l'assurance-rentes des mineurs [ajoute une phrase au § 2(1) (mines expérimentales), de la loi sur les caisses minières du Reich et modifie et complète l'art. 2 § 1, b) de la loi portant nouvelle réglementation de l'assurance-rentes des mineurs]. ("Bundesgesetzblatt", partie I, 26 janv.)

25 janv. Loi tendant à modifier certaines dispositions légales dans les domaines de la sécurité sociale et de la fonction publique, concernant les prestations en faveur des enfants mariés [modifie, notamment, 1° la loi du 14 avril 1964 (SL 1964 - All. (R.F.) 1) sur les allocations familiales (§ 2(2)); 2° le code des assurances du Reich (SL 1924 - All. 10 ... 1963 - All. (R.F.) 2) (§ 583(3)); 3° la loi du 28 mai 1924 (SL 1924 - All. 6 ... 1957 - All. (R.F.) 1 B) sur l'assurance des employés (§ 39(3) et § 44); 4° la loi du 1er juillet 1926 (1926 - All. 5) sur les caisses minières (§§ 60(3) et 67); 5° la loi-cadre du 22 oct. 1965 sur la fonction publique (§§ 88(1) et (2), 89(2) et 90(2)); 6° la loi du 22 oct. 1965 sur les fonctionnaires fédéraux (§§ 164(1) et (2), 165(2) et 167(2))]. (Ibid. 27 janv.)

2 mars Arrêté concernant les permis de travail des travailleurs étrangers non ressortissants allemands. Arrêté sur les permis de travail. (Ibid., 6 mars)

28 mai Notification de la nouvelle teneur de l'arrêté édicté en application du § 47 de la loi [du 30 juin 1961: SL 1961 - All. (R.F.) 5] sur l'aide sociale. Arrêté sur l'assistance aux invalides aux fins de réintégration. (Ibid.)

28 mai Deuxième arrêté tendant à modifier l'arrêté édicté en application du § 47 de la loi [du 30 juin 1961: SL 1961 - All. (R.F.) 5] sur l'aide sociale. Arrêté sur l'assistance aux invalides aux fins de réintégration. (Ibid., 4 juin)

17 juillet Nouvelle teneur de la loi-cadre portant statut des fonctionnaires publics. (Ibid., 24 juillet)

17 juillet Notification de la nouvelle teneur de la loi sur les fonctionnaires fédéraux [abroge, notamment, la loi du 30 juin 1950 sur les fonctionnaires allemands]. (Ibid., 4 août)

10 août Quatorzième loi sur l'adaptation des rentes servies par les régimes d'assurance-rentes légaux et sur l'adaptation des prestations en espèces servies par l'assurance-accidents légale. Quatorzième loi sur l'adaptation des rentes. (Ibid., 13 août)

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (suite)

- 26 août Loi fédérale tendant à promouvoir la formation sur le plan individuel. Loi fédérale sur la promotion de la formation [abroge la première loi, du 19 sept. 1969, aux mêmes fins]. (Ibid., 31 août)
- 17 sept. Ordonnance sur les matières dangereuses pour les travailleurs [abroge plusieurs ordonnances sur l'emploi de substances dangereuses]. (Ibid., 28 sept.)
- 19 oct. Ordonnance tendant à modifier et compléter l'ordonnance d'application de la loi [dans sa teneur du 12 mai 1969] sur les primes accordées aux mineurs [modifie les §§ 1er, 6, 10 à 12, 17 et 18 et supprime les §§ 3 à 5 et 20]. (Ibid.)
- 19 oct. Ordonnance d'application de la loi [dans sa teneur du 19 oct. 1971] sur les primes accordées aux mineurs. (Ibid., 23 oct.)
- 11 nov. Arrêté sur l'établissement d'un conseil de la promotion de la formation. (Ibid., 19 nov.)
- 22 déc. Loi tendant à modifier la loi sur les caisses minières [SL 1926 - All. 5 ... 1942 - All. 1 B et F] ainsi que d'autres lois [modifie notamment: 1° loi sur les caisses minières: modifie et complète les §§ 48(2), 50(4), 54, 56, 58(1) troisième phrase, 98a et 131; 2° Code des assurances du Reich [SL 1924 - All. 10 ... 1963 - All. (R.F.) 2]: modifie les §§ 1255(7), deuxième phrase, et 1258(1); 3° loi sur l'assurance des employés [SL 1924 - All. 6 ... 1957 - All. (R.F.) 1 B]: modifie et complète les §§ 32(7), deuxième phrase, et 35(1); 4° loi portant réglementation de l'assurance-rentes des mineurs: modifie et complète les art. 2, § 10 et § 20b, première phrase]. (Ibid., 24 déc.)

REPUBLIQUE ARABE UNIE

- Décision n° 66 du ministère du Logement et des Services publics tendant à modifier le tableau figurant à l'annexe à la loi n° 453 de 1954 [26 août] concernant les établissements industriels et commerciaux présentant des conditions nocives, insalubres ou dangereuses [modifie treize points de la liste des établissements présentant des conditions nocives, insalubres ou dangereuses]. ("Al-jarida al-rasmiya", 8 avril)
- Arrêté n° 101 du ministère du Travail tendant à modifier certaines dispositions de l'arrêté n° 183 du [1er déc.] 1964 [pris en application de la loi n° 63 du 21 mars 1964 [SL 1964 - RAU 3] portant promulgation du Code de la sécurité sociale] en ce qui concerne les procédures à appliquer pour l'obtention de pensions, d'indemnités et de prestations d'assurance supplémentaires. (Ibid., 25 sept.)
- Décret présidentiel édicté pour l'exécution de la loi n° 58 de 1971 portant règlement sur la fonction publique. ("Al-ouagaëou al-massriya", 30 sept.)
- Décret présidentiel édicté pour l'exécution de la loi n° 63 du [21 mars] 1964 [SL 1964 - RAU 3] portant promulgation du Code de sécurité sociale [modifie les art. 75(1) et (2), 79, 80, 82, 4e §, 85, 1er §, 87 et 91: cotisations mensuelles des employeurs: 15 pour cent du salaire; cotisation des travailleurs: 9 pour cent; prévoit la retraite anticipée entre quarante-six et cinquante-huit ans à un taux inférieur; dispositions relatives aux pensions d'invalidité et de survivants]. (Ibid.)

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

--- Décret présidentiel édicté pour l'exécution de la loi n° 64 de 1971 portant règles relatives à la perception simultanée de soins et d'une pension ou de deux pensions, ou au cumul des droits à ceux-ci, par les ayants droit ou un pensionné. (Ibid.)

ARGENTINE

21 juillet Décret n° 2511 portant dispositions concernant les travailleurs ruraux bénéficiaires de l'assurance-vie [risques de décès et d'incapacité de travail]. ("Boletín Oficial", 2 août)

7 sept. Loi n° 19217 tendant à modifier la loi n° 19017 sur les caisses d'allocations familiales [SL 1968 - Arg. 1] [ajoute des art. 10 bis et 11 bis; modifie l'art. 13]. (Ibid., 9 sept.)

18 oct. Décret n° 4714 portant réglementation de la loi n° 18610 [du 23 fév. 1970] tendant à édicter les normes auxquelles devront se conformer les services d'assistance sociale [abroge le décret n° 1967 du 4 mai 1970]. (Ibid., 28 oct.)

22 oct. Loi n° 19316 tendant à créer l'Institut des services sociaux pour les activités rurales et connexes [protection de la santé de la population rurale]. (Ibid., 2 nov.)

AUSTRALIE

7 avril Loi n° 16 modifiant la loi de 1947-1970 [SL 1947 - Aust. 3 ... 1951 - Aust. 2], dans sa teneur modifiée par les lois nos 2 et 59 de 1970, sur les services sociaux [modifie les art. 28 et 50 (prestations en cas d'invalidité), 63 et 80 (prestations de survivants)].

25 mai Loi n° 46 concernant les retraites [nombreuses modifications à la loi de 1922-1969 sur les retraites]. Loi de 1971 sur les retraites.

25 mai Loi n° 48 prévoyant un régime de réparation en faveur de certains salariés au service du Commonwealth et de certaines autres personnes en cas d'accident, de maladie ou de perte ou de destruction de certains biens ou de dommages causés à ceux-ci dans des circonstances liées à leur emploi [abroge les lois spécifiées dans la première annexe: lois de 1930 à 1970 (SL 1930 - Aust. 5, 1944 - Aust. 1) sur la réparation des accidents du travail des salariés du Commonwealth]. Loi de 1971 concernant la réparation octroyée aux salariés au service du Commonwealth.

19 août Règlement d'application de la loi de 1971 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (salariés du Commonwealth) [abroge le règlement sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (rémunération et indemnités)]. Règlement sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (salariés du Commonwealth). ("Statutory Rules", n° 112).

29 sept. Loi n° 67 modifiant la loi de 1947-1970 [SL 1947 - Aust. 3 ... 1951 - Aust. 2] sur les services sociaux, dans sa teneur modifiée par la loi de 1971 sur les services sociaux [modifie les art. 28, 28A, 33, 50, 63, 63A, 80, 95, 112, 112A et 114]. Deuxième loi de 1971 sur les services sociaux.

AUSTRALIE (suite)

20 oct. Loi n° 85 concernant les prestations pour soins en clinique, frais de pharmacie et soins médicaux. Loi de 1971 sur la santé publique.

Australie méridionale

15 avril Loi n° 23 tendant à modifier la loi de 1967 sur la fonction publique, dans sa teneur modifiée. Loi modificatrice de 1971 sur la fonction publique. ("Acts of Parliament of South Australia", 1971, p. 152)

22 avril Loi n° 36 prévoyant l'octroi d'une indemnité aux travailleurs et aux personnes à leur charge à l'égard des lésions dont sont atteints les travailleurs au cours ou à l'occasion de leur emploi, et tendant à des fins incidentes [abroge la loi de 1932-1969 sur la réparation des accidents du travail (SL 1932 - Aust. 11, 1938 - Aust. 6)]. Loi de 1971 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

1er juillet Règlement d'application de la loi sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles [abroge le règlement d'application de la loi de 1932-1960 (SL 1932 - Aust. 11, 1938 - Aust. 6) aux mêmes fins]. ("Government Gazette", 1er juillet)

26 août Loi n° 46 tendant à modifier la loi de 1960 sur les ascenseurs. Loi modificatrice de 1971 sur les ascenseurs. ("Acts of Parliament of South Australia", 1971, p. 386)

9 sept. Loi n° 52 tendant à imposer les employeurs au titre de certains salaires; fixant l'assiette et déterminant le recouvrement de l'impôt, et tendant à des fins connexes. Loi de 1971 concernant l'impôt sur les salaires.

3 déc. Loi n° 94 tendant à modifier la loi de 1950-1971 sur les apprentis [nombreuses modifications]. Loi modificatrice de 1971 sur les apprentis.

Loi n° 114 tendant à modifier la loi de 1971 sur la réparation des accidents du travail [remplace les art. 5 et 6 et insère des art. 35 et 69]. Loi modificatrice de 1971 sur la réparation des accidents du travail.

Australie occidentale

14 mai Règlement sur les fabriques (matériaux en plomb) en application de la loi de 1963-1970 sur les fabriques et les magasins. ("Government Gazette of Western Australia", 26 mai)

14 mai Règlement sur la peinture au jet en application de la loi de 1963-1970 sur les fabriques et les magasins [abroge et remplace le règlement de 1963 aux mêmes fins]. (Ibid.)

13 juillet Nouvelle édition du règlement d'application de la loi sur les mines [publié le 4 avril 1969, dans sa teneur modifiée au 23 avril 1971] [inspection du travail, sécurité et hygiène du travail]. (Ibid., 21 juillet)

Nouvelle-Galles du Sud

12 mai Loi n° 6 portant dispositions relatives à la prolongation de congés supplémentaires pour certaines personnes; à la

AUSTRALIE (suite)

Nouvelle-Galles du Sud (suite)

suppression de certains droits concernant la prolongation de congés à l'égard de certaines personnes pour mauvaise conduite grave et volontaire; modifiant à ces fins la loi modificatrice de 1919 sur la fonction publique, la loi de 1970 sur le corps enseignant, la loi de 1912 sur l'irrigation, la loi de 1924 sur les routes principales, la loi de 1912 sur les chemins de fer de l'Etat, la loi de 1930 sur les transports et la loi de 1899 portant règlement de la police, et tendant à des fins connexes. Loi modificatrice de 1971 sur la prolongation des congés dans la fonction publique et d'autres services réglementaires.

- 13 mai Loi n° 7 tendant à majorer le montant dû au titre des pensions en vertu de la loi de 1916 sur les retraites, ramenant à trois ans les intervalles auxquels les enquêtes sur l'état et la limite adéquate des ressources de la Caisse doivent être effectuées aux termes de ladite loi, modifiant celle-ci à ces fins et à d'autres fins, et tendant à des fins connexes. Loi modificatrice de 1971 sur les retraites.
- 25 mai Loi n° 17 portant nouvelles dispositions relatives au droit à pensions des mineurs et d'autres personnes et concernant la constitution, les pouvoirs, le mandat, les tâches et fonctions du Tribunal des pensions; tendant à modifier, à cette fin et à d'autres fins, la loi de 1941 sur les pensions des travailleurs des mines de charbon et de schiste; à valider certaines questions, et tendant à des fins connexes [modifie les titres I à IV et ajoute une annexe après le titre V]. Loi modificatrice de 1971 sur les pensions des travailleurs des mines de charbon et de schiste.
- 2 nov. Loi n° 39 portant dispositions relatives à des votes au scrutin secret par les membres de syndicats sur certaines questions; tendant à modifier à cette fin la loi de 1940 sur l'arbitrage industriel, et à des fins connexes [insère un nouveau titre XA: votes au scrutin secret sur des questions industrielles]. Loi modificatrice de 1971 sur l'arbitrage industriel.
- 14 déc. Loi n° 60 portant nouvelles dispositions relatives aux heures d'ouverture des magasins; à cette fin, tendant à modifier la loi de 1962 [SL 1962 - Aust. 1] sur les fabriques, magasins et établissements, et tendant à des fins connexes [modifie les art. 79 à 81 et 84 à 86 (infractions)]. Loi modificatrice de 1971 sur les fabriques, magasins et établissements.
- 21 déc. Loi n° 67 portant dispositions relatives à l'annulation de l'enregistrement des syndicats de salariés dans certaines circonstances; tendant à augmenter les sanctions en cas de lock-out ou de grèves illégales; à ces fins et à d'autres fins tendant à modifier la loi de 1940 sur l'arbitrage industriel et tendant à des fins connexes [modifie les art. 8 (enregistrement du syndicat des salariés), 30B, 98, 100 et 101]. Nouvelle loi modificatrice de 1971 sur l'arbitrage industriel.
- 21 déc. Loi n° 77 tendant à majorer les taux de réparation des accidents du travail et à modifier, sous d'autres rapports, la législation relative à la réparation des accidents du travail; à modifier à ces fins la loi de 1926 [SL 1926 - Aust. 5 ... 1938 - Aust. 5] sur la réparation des accidents du travail, la loi de 1942 sur la réparation des maladies

AUSTRALIE (suite)

Nouvelle-Galles du Sud (suite)

professionnelles (maladies engendrées par les poussières) et la loi de 1920 [SL 1929 - Aust. 9 ... 1934 - Aust. 12] sur la réparation des accidents du travail (Broken Hill), et à des fins connexes [modifie notamment les art. 10, 16 (réparation de certains accidents) et 60 de la loi de 1926, l'art. 8 de la loi de 1942 et l'annexe à la loi de 1920]. Loi modificatrice de 1971 sur la réparation des accidents du travail.

Queensland

27 avril Loi n° 31 portant dispositions relatives à la sécurité et au bien-être des personnes travaillant dans la construction et exerçant des activités connexes, ainsi que du public, eu égard au danger que présente ledit travail et tendant à d'autres fins [abroge, notamment, la loi de 1951 sur l'inspection des échafaudages, dans sa teneur modifiée]. Loi de 1971 sur la sécurité dans la construction.

6 mai Règlement pris pour l'application de la loi de 1941-1970 sur les pensions des travailleurs des mines de charbon et de schiste bitumineux. Règlement de 1971 sur les pensions des travailleurs des mines de charbon et de schiste bitumineux. ("Queensland Government Gazette", 8 mai)

30 sept. Loi n° 37 imposant les employeurs à l'égard de certains salaires; portant dispositions relatives à l'évaluation et au recouvrement de cet impôt, et tendant à des fins connexes. Loi de 1971 sur l'impôt sur les salaires.

15 nov. Loi n° 54 tendant à modifier, à certains égards, la loi de 1964 sur l'apprentissage et mettant fin à l'application, au Queensland, de certaines lois de la Nouvelle-Galles du Sud. Loi modificatrice de 1971 sur l'apprentissage. ("Statutes of Queensland", p. 694)

22 déc. Loi n° 77 tendant à modifier certaines dispositions de la loi de 1951 à 1966 sur l'inspection des machines [nombreuses modifications]. Loi modificatrice de 1971 sur l'inspection des machines.

Tasmanie

11 janv. Loi n° 74 de 1970 tendant à modifier la loi de 1927 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles [modifie les première et deuxième annexe, les art. 5 et 8 (responsabilité de l'employeur), 11 (notification d'accident), 13 (liquidation des demandes) et 16C (jugement prononcé contre l'assureur visé); abroge l'art. 5A (travailleurs riverains transférés d'un port à un autre)]. Loi de 1970 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

AUSTRALIE (suite)

Tasmanie (suite)

- 11 janv. Loi n° 76 de 1970 prévoyant l'octroi de certaines prestations lors de la retraite aux personnes employées par l'Etat ou par des autorités publiques, accordant une assistance aux membres des familles des personnes susvisées dans certains cas, et tendant à des fins incidentes. Loi de 1970 sur les prestations accordées lors de la retraite. ("Acts of Parliament of Tasmania", 1970, p. 251)
- 18 mai Règlement d'application de la loi de 1960 sur l'inspection des machines. Règlement de 1971 sur l'inspection des machines (grues). ("Statutory Rules", n° 106)
- 18 mai Règlement d'application de la loi de 1965 sur les fabriques, les magasins et les bureaux [nombreuses modifications concernant la sécurité et l'hygiène du travail (bien-être des travailleurs)]. Règlement modificateur de 1971 sur les fabriques, les magasins et les bureaux. ("Statutory Rules", n° 107).
- 17 nov. Loi n° 62 modifiant la loi de 1968 sur l'inspection des mines et certaines autres lois [modifie, notamment, l'art. 22 (âge minimum d'emploi dans les mines: seize ans), l'art. 4 de la loi de 1960 sur les échafaudages, et l'art. 3 de la loi de 1968 sur les fabriques, magasins et bureaux]. Loi de 1971 sur l'inspection des mines. ("Acts of Parliament of Tasmania", 1971, p. 261).

Victoria

- 4 mai Loi n° 8146 portant dispositions relatives à la construction et à l'utilisation d'échafaudages, et tendant à d'autres fins. Loi de 1971 sur les échafaudages [modifie la loi de 1958 du gouvernement local].
- 3 nov. Loi n° 8165 concernant les salaires, allocations et émoluments de certains fonctionnaires d'Etat et tendant à d'autres fins [modifications concernant diverses lois, notamment la loi de 1958 sur le travail et l'industrie, la loi de 1958 sur la fonction publique, la loi de 1958 sur l'enseignement et la loi de 1958 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles]. Loi de 1971 sur les salaires prévus par la loi.

Papouasie et Nouvelle-Guinée

- 24 juin Ordonnance n° 32 tendant à modifier l'ordonnance de 1962-1970 sur les relations professionnelles en instituant une commission du salaire minimum, et tendant à des fins connexes [nombreuses modifications]. Ordonnance de 1971 sur les relations professionnelles (Commission du salaire minimum).
- 30 juin Ordonnance n° 56 tendant à modifier l'ordonnance de 1951-1970 sur les pensions de retraite (Papouasie et Nouvelle-Guinée) de manière à prévoir des unités de pension non contributives, et à d'autres fins. Ordonnance de 1971 sur les pensions de retraite (unités non contributives).
- 11 nov. Ordonnance n° 84 tendant à modifier l'ordonnance de 1958-1970 sur la réparation des accidents du travail afin de déterminer les pouvoirs et fonctions du commissaire, de prévoir une majoration des prestations aux travailleurs, d'augmenter la responsabilité aux fins de l'assurance

AUSTRALIE (suite)

Papouasie et Nouvelle-Guinée (suite)

obligatoire, et tendant à d'autres fins. Ordonnance modificatrice de 1971 sur la réparation des accidents du travail.

- 30 déc. Ordonnance n° 99 prévoyant et encourageant l'amélioration des possibilités de formation et d'emploi en Papouasie et en Nouvelle-Guinée à l'intention des personnes autres que les immigrants; à cette fin, autorisant le contrôle de l'emploi des futurs immigrants, et tendant à des fins connexes [contrôle de l'emploi des travailleurs étrangers, y compris l'inspection du travail]. Ordonnance de 1971 sur l'emploi (formation et réglementation).

Territoire du Nord

- 24 mars Ordonnance n° 3 tendant à modifier l'ordonnance de 1948-1962 sur les apprentis [modifie notamment l'art. 16 en insérant un art. 16A (1) et (2) et des art. 19 et 20 (demande d'apprentissage)]. Ordonnance de 1948-1971 sur les apprentis.

AUTRICHE

- 17 fév. Loi fédérale tendant à modifier la loi fédérale sur la concurrence déloyale [n° 531 de 1923, modifiée en dernier lieu par la loi n° 11 de 1969]. ("Bundesgesetzblatt", texte n° 74)
- 17 fév. Loi fédérale portant règlement de la navigation (loi sur la police de la navigation). (Ibid., texte n° 91)
- 17 mars Loi fédérale tendant à modifier la loi de 1967 [SL 1967 - Aut. 2] sur la compensation des charges de famille [modifie les §§ 1er, 2, 3, 5, 24, 26 (allocations familiales), 39, 41 (financement) et 51 (exécution de la loi). Ajoute une section 1a (allocation de transport scolaire)]. (Ibid., texte n° 116)
- 6 mai Ordonnance du ministre fédéral du Commerce, de l'Artisanat et de l'Industrie tendant à édicter des prescriptions pour la formation des apprentis dans un certain nombre de professions. (Ibid., texte n° 190)
- 10 mai Ordonnance du ministre fédéral des Transports portant réglementation du trafic sur les voies navigables [navigation sur le Danube]. (Ibid., texte n° 259)
- 10 mai Ordonnance du ministre fédéral des Transports concernant le transport des marchandises dangereuses et la circulation sur les voies navigables (règlement concernant la navigation intérieure) [navigation sur le Danube]. (Ibid., texte n° 260)
- 16 juin Loi fédérale tendant à modifier la loi [n° 461 du 11 déc. 1969 - SL 1969 - Aut. 4 A] sur la durée du travail [modifie les §§ 9, 10 (heures supplémentaires: majoration de 50 pour cent) et 29]. (Ibid., texte n° 238)
- 16 juin Loi fédérale tendant à modifier la loi sur le travail agricole. Première loi modificatrice de 1971 sur le travail agricole.
Incorporé dans: Aut. 1 A

AUTRICHE (suite)

- 16 juin Loi fédérale sur les normes autrichiennes (Normen) [abroge la loi n° 64 de 1954 aux mêmes fins]. (Ibid., texte n° 240)
- 30 juin Loi fédérale portant nouvelle modification de la loi n° 292 du 11 mai 1921 [SL 1921 - Aut. 1] sur le contrat de travail des employés privés (loi sur les employés) dans sa teneur modifiée par les lois nos 229 de 1937, 174 de 1946, 159 de 1947, 108 de 1956 et 253 de 1959 [modifie le § 23(7) et ajoute un § 23 a)]. (Ibid., texte n° 292)
- 12 juillet Notification du ministre fédéral des Transports tendant à modifier l'ordonnance sur les pensions des chemins de fer fédéraux (3e loi modificatrice de l'ordonnance de 1966). (Ibid., texte n° 266)
- 13 juillet Ordonnance du gouvernement fédéral concernant l'octroi de congés dans les foyers [fonctionnaires en poste hors d'Europe]. (Ibid., texte n° 265)
- 13 juillet Loi fédérale sur l'assurance-maladie des travailleurs indépendants occupés dans l'industrie. Loi sur l'assurance-maladie des travailleurs indépendants [abroge la loi du 14 juillet 1966, dans sa teneur modifiée, aux mêmes fins]. (Ibid., texte n° 287)
- 13 juillet Loi fédérale modifiant de nouveau la loi [du 18 déc. 1957] sur l'assurance-pension des travailleurs indépendants. Vingtième loi modificatrice sur l'assurance-pension des travailleurs indépendants [nombreuses modifications]. (Ibid., texte n° 288)
- 13 juillet Loi fédérale tendant à modifier certaines dispositions relatives aux congés [modifie notamment la loi de 1959 sur les congés des travailleurs; la loi de 1957 relative aux congés des ouvriers du bâtiment (SL 1961 - Aut. 1, 1968 - Aut. 1); la loi de 1960 sur le travail à domicile; la loi de 1962 sur les auxiliaires domestiques et employés de maison (SL 1962 - Aut. 2); la loi de 1921 sur les employés (SL 1921 - Aut. 1); la loi de 1970 sur les concierges; la loi de 1928 sur les conducteurs d'automobiles privées]. (Ibid., texte n° 317)
- 13 juillet Loi fédérale portant nouvelle modification de la loi sur le travail agricole. Deuxième loi modificatrice de 1971 sur le travail agricole. (Ibid., texte n° 318) Aut. 1 A
- 13 juillet Loi fédérale tendant à modifier la loi sur les conseils d'entreprise. (Ibid., texte n° 319) Aut. 2
- 16 juillet Loi fédérale modifiant de nouveau la loi sur le travail agricole. Troisième loi modificatrice de 1971 sur le travail agricole. (Ibid., texte n° 333) Aut. 1 B
- 1er sept. Ordonnance du ministère de l'Administration sociale modifiant de nouveau le règlement [du 24 juillet 1947] régissant l'élection des conseils d'entreprise [modifie les §§ 26, 27 et 33]. (Ibid., texte n° 361)
- 1er sept. Ordonnance du ministère de l'Administration sociale modifiant de nouveau les statuts des conseils d'entreprise [nombreuses modifications]. (Ibid., texte n° 362)
- 23 sept. Loi fédérale tendant à modifier la loi générale [n° 189 de 1955, modifiée en dernier lieu par la loi n° 385 de 1970] sur l'assurance sociale [SL 1955 - Aut. 3 ... 1961 - Aut. 2]. Vingt-sixième loi modificatrice sur l'assurance sociale [modifie le § 94]. (Ibid., texte n° 373)

AUTRICHE (suite)

- 15 déc. Loi fédérale portant modification de la loi fédérale [n° 146 de 1948: SL 1948 - Aut. 3 ... 1962 - Aut. 1] concernant le travail des enfants et des adolescents [modifie l'art. II(1) de la loi modificatrice n° 103 de 1969]. (Ibid., texte n° 470)
- 15 déc. Loi fédérale portant modification de la loi [n° 235 de 1962: SL 1962 - Aut. 2] sur les auxiliaires domestiques et les employés de maison [modifie l'art. II(1) de la loi modificatrice n° 94 de 1969]. (Ibid., texte n° 471)
- 30 déc. Loi fédérale tendant à modifier la loi générale [n° 189 de 1955, modifiée en dernier lieu par la loi n° 373 de 1971] sur l'assurance sociale [SL 1955 - Aut. 3 ... 1961 - Aut. 2]. Vingt-septième loi modificatrice sur l'assurance sociale [modifie les §§ 72(2) et (8) et 98(4) et l'art. II de la loi modificatrice n° 373 de 1971]. (Ibid., texte n° 473)

BANGLADESH (En ce qui concerne la législation antérieure, voir sous Pakistan oriental)

- 31 déc. Arrêté du Bangladesh portant réglementation du paiement de la rémunération des employés privés. Arrêté n° 5 de 1971 du Président intérimaire. ("Bangladesh Gazette", 31 déc.)

BARBADE

- 20 avril Arrêté n° 61 sur les travailleurs de l'industrie sucrière (emploi garanti) [salaire minimum et emploi garanti]. ("Official Gazette", 6 mai)
- 7 août Loi n° 24 prévoyant le paiement par les employeurs d'une indemnité de licenciement aux travailleurs dont la relation de travail prend fin dans des conditions équivalant à une réduction du personnel, et tendant à des fins incidentes ou connexes. Loi de 1971 sur les indemnités de licenciement. (Ibid., 30 août)
- 6 déc. Loi n° 36 modifiant la loi de 1966 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale. Deuxième loi modificatrice de 1971 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale [action intentée par l'assuré ou les personnes à sa charge contre d'autres personnes que l'employeur]. (Ibid., 6 déc.)

BELGIQUE

- 13 janv. Arrêté royal portant adaptation de certaines dispositions légales aux dispositions de la loi du 21 décembre 1970 portant création d'un institut national d'assurances sociales pour les travailleurs indépendants [modifie: 1° l'arrêté n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (art. 11(2), 20(3) et 30); 2° l'arrêté royal n° 72 du 10 nov. 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (art. 33, 2°, 34, 36 (1) et (2), 38, 39, 41, 42 et 43)]. ("Moniteur belge", 25 mars)
- 29 janv. Arrêté royal insérant un article 58bis dans le règlement général pour la protection du travail et modifiant les articles 36, 50 et 83 du même règlement. (Ibid., 9 fév.)

BELGIQUE (suite)

- 17 fév. Loi modifiant la loi du 20 sept. 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. (Ibid., 23 fév.) Bel. 1
- 1er mars Arrêté royal mettant le texte de certaines dispositions légales en concordance avec les dispositions de la loi du 5 déc. 1968 [SL 1968 - Bel. 1] sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires [nombreuses modifications]. (Ibid., 11 mars)
- 10 mars Arrêté royal modifiant le titre V, chapitre II, section III, du règlement général pour la protection du travail [remplace le titre V, chap. II, section III (mission du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, obligations de l'employeur et fonctionnement du comité susvisé)]. (Ibid., 23 mars)
- 16 mars Loi sur le travail. (Ibid., 30 mars) Bel. 2
- 10 avril Loi sur les accidents du travail. (Ibid., 24 avril) Bel. 3
- 7 mai Arrêté royal modifiant l'article 52 du règlement général pour la protection du travail. (Ibid., 21 juillet)
- 10 mai Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants [nombreuses modifications; abroge l'art. 27^{ter} (2) et (3) et les chap. IV et V]. (Ibid., 12 mai)
- 4 juin Arrêté royal modifiant des arrêtés royaux en matière de pensions pour marins de la marine marchande, ouvriers, employés et travailleurs salariés [modifie: 1° l'arrêté royal du 24 oct. 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (art. 35bis (1) à (3): conditions d'octroi des prestations et suspension de celles-ci; art. 42 (droits de l'épouse séparée de corps)); 2° l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers (art. 4, 7: cotisations, 30: épouse séparée de corps ou de fait); 3° arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés (art. 4: cotisations, 33: épouse séparée de corps ou de fait); 4° arrêté royal du 21 déc. 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (art. 64)]. (Ibid., 10 août)
- 17 juin Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rente de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres [remplace l'art. 33 (séparation de fait des conjoints) et abroge l'art. 19, § 3]. (Ibid., 23 sept.)
- 24 juin Arrêté royal relatif aux allocations de chômage accordées aux travailleurs handicapés occupés en atelier protégé. (Ibid., 1er juillet)
- 25 juin Arrêté ministériel relatif au chômage des travailleurs handicapés occupés en atelier protégé. (Ibid.)

BELGIQUE (suite)

- 28 juin Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés [modifie l'art. 20 (personnes assimilées aux ayants droit) et remplace l'art. 43 (allocation spéciale)]. (Ibid., 10 juillet)
- 28 juin Arrêté royal modifiant les arrêtés royaux des 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers, 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés et 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve [complète l'art. 44, § 1er, de l'arrêté royal du 24 oct. 1936, l'art. 13, § 1er, de l'arrêté royal du 17 juin 1955, l'art. 14, § 1er, de l'arrêté royal du 30 juillet 1957 et l'art. 19, § 2, de l'arrêté royal du 28 mai 1958]. (Ibid. 15 sept.)
- 28 juin Arrêté royal adaptant et coordonnant les dispositions légales relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. (Ibid., 30 sept.) Bel. 4
- 29 juin Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1967 déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés [remplace les art. 8, 10, 12, al. 3, et 17 et complète l'art. 16, § 1er, al. 3]. (Ibid., 29 sept.)
- 29 juin Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1967 déterminant en matière de vacances annuelles des ouvriers mineurs et assimilés les jours d'inactivité assimilés à des jours de travail effectif et les conditions dans lesquelles ils peuvent être pris en considération [remplace les art. 2, 4 et 6]. (Ibid.)
- 30 juin Loi relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales [modifie: 1° la loi du 10 oct. 1967 contenant le Code judiciaire (nombreuses modifications: saisine du tribunal du travail); 2° l'art. 11 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises; 3° l'art. 10, 1°, de la loi du 20 juillet 1968 relative à l'octroi d'indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises et insère un art. 38bis dans la loi sur le travail du 16 mars 1971 (SL 1971 - Bel. 2)]. (Ibid., 13 juillet; rectific.: ibid., 18 nov.)
- 5 juillet Loi relative aux législations concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés et le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité [modifie: 1° l'art. 2 de l'arrêté-loi du 10 janv. 1945 (SL 1945 - Bel. 3A, 1951 - Bel. 2A et B) concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés; 2° les art. 3 et 4 de l'arrêté-loi du 7 fév. 1945 (SL 1945 - Bel. 10, 1951 - Bel. 2A) concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande; 3° les art. 13, al. 2, 15, al. 1er et 17 de la loi du 27 juin 1969 (SL 1969 - Bel. 1) révisant l'arrêté-loi du 28 déc. 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs; 4° les art. 17, § 2, 25, § 6, 33, 40, 2°, 45, § 1er, 3°, 46, 50, al. 1er, remplace l'intitulé de la s.3 du chap. 3 du titre IV, rétablit l'art. 53, abrogé par la loi du 27 juin 1969, complète les art. 57, § 2, 70, § 2,

BELGIQUE (suite)

- al. 1er, 75, 78, remplace les art. 70, al. 8, 89, al. 6, (b) et 121, 5^o de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité]. (Ibid., 7 juillet)
- 16 juillet Arrêté royal relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par certains organismes d'intérêt public relevant du ministère de l'Emploi et du Travail [congé de cinq jours par an en vue de suivre des cours]. (Ibid., 8 sept.)
- 20 juillet Arrêté royal instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants. (Ibid., 7 août)
- 20 juillet Loi instituant des prestations familiales garanties. (Ibid.) Bel. 5
- 27 juillet Loi modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour ouvriers, employés, ouvriers mineurs, marins naviguant sous pavillon belge, travailleurs salariés, de revenu garanti aux personnes âgées et d'allocations complémentaires aux handicapés [1^o loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers: remplace l'art. 4 (1) à (4): conditions d'octroi des pensions de retraite et de survie; complète l'art. 6 (1): assimilation de périodes d'études à des périodes d'occupation; 2^o loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés: remplace l'art. 5 (1) à (4): conditions d'octroi des pensions de retraite et de survie; modifie l'art. 8 (assimilation de périodes d'études à des périodes d'occupation); 3^o loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés: remplace l'art. 2, § 2 (1), 1^o et 2^o et l'art. 7, § 2 (1), 1^o et 2^o; 4^o loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres: à l'art. 21 remplace le § 1er (définition des termes "prestations" et "organisme payeur"), complète le § 3 (récupération de l'indu sur les sommes échues), remplace le § 5 (extinction de l'action en répétition de prestations payées indûment), ajoute un § 8 (contestations); 5^o arrêté royal n° 50 du 24 oct. 1967 (SL 1967 - Bel. 4) relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés: remplace l'art. 12 (pension supplémentaire), complète l'art. 15 (base de calcul de la pension): remplace l'art. 25 (conditions d'octroi des pensions de retraite et de survie); modifie l'art. 31; 6^o loi du 13 avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées: complète l'art. 21, § 2 (1) et (2); 7^o loi du 24 juin 1969 majorant les pensions des travailleurs salariés: remplace les art. 1er, § 1er et 2; 8^o loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés: modifie l'art. 27]. (Ibid., 11 août)
- 28 juillet Loi portant révision de la législation concernant la fermeture d'entreprises [modifie notamment: 1^o la loi du 28 juin 1966 (SL 1966 - Bel. 1) relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises; remplace l'art. 1er, al. 1er; modifie et complète l'art. 2; insère un art. 2bis; remplace l'art. 4; modifie l'art. 6; complète l'art. 9, al. 2; modifie l'art. 13; remplace les art. 14 et 16; abroge l'art. 19 et modifie l'art. 20; 2^o la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas

BELGIQUE (suite)

de fermeture d'entreprises; remplace l'art. 2; complète l'art. 4; modifie l'art. 8; remplace l'art. 10; abroge l'art. 11; 3° la loi du 20 juillet 1968 relative à l'octroi d'indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises; remplace l'art. 2, al. 1er; complète l'art. 3 et insère un art. 3bis]. (Ibid., 21 août)

2 août Loi organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants [abroge l'art. 16 de la loi du 27 juin 1969 (SL 1969 - Bel. 1) révisant l'arrêté-loi du 28 déc. 1944 (SL 1944 - Bel. 2 ... 1961 - Bel. 4). Création d'un indice pivot]. (Ibid. 20 août)

5 août Arrêté royal adaptant les dispositions contenues dans la réglementation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés à l'arrêté royal du 28 juin 1971 adaptant et coordonnant les dispositions légales relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés [modifie: 1° les art. 1er, § 1er, al. 1er, 4, § 1er, 15, § 2, 16, 4°, al. 2, 19, § 1er, b), 2°, 25, al. 1er, 33, al. 3, 41, 4°, 50, al. 1er et 73 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés; 2° les art. 1er, al. 1er, 21, 3° et 23 de l'arrêté royal du 28 juin 1967 déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés; 3° les art. 1er et 2 de l'arrêté royal du 15 janv. 1971 déterminant les modalités spéciales d'application aux employeurs et aux travailleurs manuels de l'industrie et du commerce du diamant de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés]. (Ibid., 1er oct.)

24 août Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1965 [nombreuses modifications]. (Ibid., 15 déc.)

3 sept. Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité [nombreuses modifications. Abroge, notamment: 1° les art. 165, § 1er, 4, dernier et avant-dernier al., 165, § 2, 169, al. 8, 173, al. 3, 214, § 1er, 1°, c, 216, § 1er, 1°, c et g, et 7° et 219, § 3, de l'arrêté royal du 4 nov. 1963 susvisé; 2° l'arrêté royal du 22 mars 1965 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire au personnel du secteur public; 3° l'arrêté royal du 28 juin 1969 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux travailleurs domestiques]. (Ibid., 17 sept.)

13 sept. Arrêté royal modifiant la loi du 27 juin 1969 [SL 1969 - Bel. 1] révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 [SL 1944 - Bel. 2 ... 1961 - Bel. 4] concernant la sécurité sociale des travailleurs [remplace la 2e phrase de l'art. 15, al. 1er (limites à concurrence desquelles la rémunération est

BELGIQUE (suite)

prise en considération), rétablit, en le modifiant, l'art. 16 abrogé par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, et modifie l'art. 17 (modification des limites de rémunération)]. (Ibid., 21 sept.)

- 16 sept. Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite en exécution de l'article 32 de la loi du 22 février 1971 modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer. (Ibid., 11 déc.)
- 20 sept. Règlement modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1963 portant règlement des indemnités en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité [nombreuses modifications]. (Ibid., 8 déc.)
- 18 oct. Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage [remplace l'art. 48, al. 2; insère un chap. VIII^{bis} (notions d'interruption, de travailleur-chef de ménage et de rémunération journalière moyenne) et un art. 101^{bis} et complète l'art. 96]. (Ibid., 21 oct.)
- 25 oct. Arrêté royal modifiant le titre II, chapitre III, section III, du règlement général pour la protection du travail [nombreuses modifications]. (Ibid., 8 mars 1972)
- 5 nov. Arrêté royal relatif aux médecins du travail attachés aux services médicaux du travail, modifiant les articles 112 et 116 du règlement général pour la protection du travail [remplace les deux derniers al. de l'art. 112 ainsi que l'art. 116 du règlement général pour la protection du travail]. (Ibid., 23 nov.)
- 26 nov. Arrêté royal adaptant certaines dispositions légales et réglementaires en matière de statut social des travailleurs indépendants aux dispositions de la loi du 2 août 1971 [modifie, notamment: 1° l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (art. 11, § 3, ainsi que les alinéas 2, 3 et 4 de l'art. 14, § 1er); 2° les art. 14, 16, 19, 28, 29 et 32 de l'arrêté du 19 déc. 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 susvisé; 3° les art. 9, 11, 42, § 1er, 1° et 43 de l'arrêté royal n° 72 du 10 nov. 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants; 4° les art. 18, 19, 41, 115, 116, 117, 250 et 251 de l'arrêté royal du 22 déc. 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants; 5° l'art. 1er de l'arrêté royal n° 71 du 10 nov. 1967 modifiant la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et non-salariés; 6° l'art. 92 de l'arrêté royal organique du 22 déc. 1938 prévu par la loi susvisée du 10 juin 1937 et abroge notamment l'art. 23 de l'arrêté royal du 12 janv. 1968 modifiant l'arrêté royal organique susvisé du 22 déc. 1938]. (Ibid., 4 déc.)

BELGIQUE (suite)

- 20 déc. Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité [remplace l'art. 9ter, al. 1er, modifie l'art. 9ter, 2e al. et remplace l'art. 9septies]. (Ibid., 31 déc.)
- 21 déc. Arrêté royal portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 [SL 1971 - Bel. 3] sur les accidents du travail. (Ibid., 28 déc.)
- 21 déc. Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne les médecins du travail attachés aux services médicaux de travail, l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines [remplace les art. 40 et 44]. (Ibid., 29 déc.)
- 21 déc. Arrêté royal concernant les allocations et l'assistance sociale accordée par le Fonds des accidents du travail [abroge: 1° l'arrêté du Régent du 19 oct. 1944 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, à l'exception de l'art. 10bis; 2° l'arrêté du Régent du 12 juillet 1947 complétant et modifiant les arrêtés du Régent des 19 oct. 1944 et 16 oct. 1945 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail; 3° l'arrêté royal du 10 avril 1954 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer; 4° l'arrêté ministériel du 18 août 1947 concernant les allocations spéciales aux victimes d'accidents du travail et 5° l'arrêté ministériel du 4 fév. 1963 déterminant les bases d'évaluation de l'état de besoin en matière d'allocations spéciales et supplémentaires aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit]. (Ibid., 31 déc.)
- 28 déc. Arrêté royal mettant le texte de certaines dispositions légales et réglementaires en concordance avec les dispositions de la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants [modifie, notamment: 1° la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité: remplace l'art. 59 et modifie l'art. 121, 10°; 2° l'arrêté royal du 4 nov. 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 susvisée: modifie les art. 227 et 237; 3° l'arrêté royal du 28 juin 1969 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux personnes non encore protégées: modifie l'art. 5bis; 4° l'arrêté royal du 20 juillet 1970 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux handicapés: modifie l'art. 10; 5° l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants: modifie les art. 9, al. 1er, 10, al. 1er et remplace l'art. 13; 6° l'arrêté royal du 24 oct. 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge: modifie l'art. 95]. (Ibid., 8 janv. 1972)

BELGIQUE (suite)

- 28 déc. Arrêté royal fixant les règles spéciales d'application aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 [SL 1971 - Bel. 3] sur les accidents du travail [abroge 1° l'arrêté royal du 10 avril 1954 fixant les cotisations dues par les armateurs à la Caisse commune de la marine marchande; 2° l'arrêté royal du 15 sept. 1954 réglant les modalités de paiement des cotisations de sécurité sociale dues par les victimes d'accidents du travail bénéficiaires de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux gens de mer (pêcheurs); 3° l'arrêté royal du 21 sept. 1954 relatif à la répartition du produit des cotisations de sécurité sociale dues par les victimes d'accidents du travail bénéficiaires de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux gens de mer (pêcheurs); 4° l'arrêté royal du 21 déc. 1956 fixant les cotisations dues par les armateurs à la Caisse commune de la pêche maritime; 5° l'arrêté royal du 16 juillet 1963 réglant les modalités de paiement et la répartition du produit des cotisations de sécurité sociale dues par les marins de la marine marchande victimes d'un accident du travail bénéficiaires de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux gens de mer; 6° l'arrêté royal du 6 avril 1970 fixant le salaire annuel moyen des marins de la marine marchande pour l'application de la loi du 30 déc. 1929 (SL 1929 - Bel. 10) sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer; 7° l'arrêté royal du 12 mai 1971 fixant les salaires annuels moyens ou gains mensuels des pêcheurs pour l'application de la loi du 30 déc. 1929 susvisée]. (Ibid., 31 déc.)
- 30 déc. Arrêté royal fixant le tarif des soins médicaux applicable en matière d'accidents du travail [abroge l'arrêté royal du 28 oct. 1970, aux mêmes fins]. (Ibid., 7 janv. 1972)

BRESIL

- 25 mai Loi complémentaire n° 11 tendant à instituer le programme d'assistance au travailleur rural et à d'autres fins [abroge le titre IX de la loi n° 4214 du 2 mars 1963 (SL 1963 - Bré. 1), les décrets-lois nos 276, 564 et 704 (des 28/II/1967, 1/V/1969 et 24/VII/1969) et l'art. 29 du décret-loi n° 3200 du 19/IV/1941 (SL 1943 - Bré. 2 B)]. ("Diário Oficial", 25 nov.)
- 4 juin Loi n° 5657 tendant à modifier l'article 662, 1°, de la codification des lois du travail, approuvée par le décret-loi n° 5452 du 1er mai 1943 [SL 1943 - Bré. 1 ... 1970 - Bré. 1] [désignation des membres des commissions de conciliation et d'arbitrage]. (Ibid., 8 juin)
- 23 août Loi n° 5694 tendant à modifier l'alinéa I du § 4 de l'article 64 de la loi organique de la prévoyance sociale [n° 3807 du 26/VIII/1960: SL 1960 - Bré. 1 A ... 1966 - Bré. 2]. (Ibid., 24 août)
- 21 sept. Arrêté n° 3307 MTPS tendant à instituer des cours à l'intention des dirigeants syndicaux. (Ibid., 22 sept.)
- 22 nov. Loi n° 5737 modifiant l'article 5, § 1°, de la loi n° 4923, du 23 décembre 1965, instituant le registre permanent des engagements et des départs de travailleurs, établissant des mesures contre le chômage, prévoyant l'assistance aux chômeurs, et tendant à des fins connexes [allocation de chômage en espèces]. (Ibid., 23 nov.)

BRESIL (suite)

- 21 déc. Loi n° 5772 instituant le Code de la propriété industrielle et tendant à d'autres fins [art. 40 - 43: inventions du travailleur pendant la période de validité du contrat de travail]. (Ibid., 31 déc.)

BURUNDI

- 30 avril Ordonnance ministérielle n° 110/59 portant protection des représentants du personnel contre le licenciement. ("Bulletin officiel", 1er juillet)
- 21 oct. Décret-loi n° 1/145 portant institution d'un régime d'allocations familiales au profit des travailleurs et apprentis. (Ibid., 1er déc.)
- 10 nov. Décret-loi n° 1/161 portant modification des dispositions du Code du travail relatives aux congés payés [modifie notamment le chap. VIII (art. 123 à 126 auxquels sont ajoutés les art. 126 bis et 126 ter) du titre VI de la loi n° 001/31 du 2 juin 1966, ainsi que les art. 4, 16 et 313]. (Ibid., 1er janv. 1972)
- 18 nov. Ordonnance ministérielle n° 110/170 fixant les modalités d'exécution du décret-loi n° 1/145 du 21 octobre 1971 portant institution d'un régime d'allocations familiales au profit des travailleurs et des apprentis. (Ibid.)
- 18 nov. Ordonnance ministérielle n° 110/172 fixant la durée du congé annuel payé et les congés de circonstance [1 2/3 jour ouvrable par mois complet d'ancienneté de service, soit 20 jours ouvrables pour douze mois civils, plus 1 jour ouvrable par tranche de cinq années de service; énumération des congés de circonstance: mariage, décès, etc.]. (Ibid.)
- 23 nov. Ordonnance ministérielle n° 110/171 fixant les conditions d'attribution de la prime d'ancienneté [prime fixée à 2 pour cent de la rémunération effective du travailleur par année d'ancienneté de service]. (Ibid.)

CAMEROUN

- 8 mars Décret n° 71-DF-107 portant réorganisation du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale [abroge le décret n° 67-DF-369 du 24 août 1967 aux mêmes fins (modifié par les décrets nos 68-DF-418 du 15 oct. 1968 et 69-DF-29 du 29 janv. 1969)]. ("Journal officiel", 15 juin)
- 2 avril Décret n° 71-DF-152 portant réorganisation du ministère de la fonction publique [abroge le décret n° 69-DF-45 du 5 fév. 1969 et le décret n° 69-DF-511 du 26 nov. 1969 portant organisation des services placés sous l'autorité du ministre adjoint, délégué à la Fonction publique fédérale]. (Ibid., 15 juillet)
- 2 avril Décret n° 71-DF-153 modifiant et complétant les dispositions du décret n° 69-DF-15 du 17 janvier 1969 portant création d'une commission nationale paritaire des conventions collectives et des salaires [SL 1969 - Cam. 1] [modifie les art. 3 (rôle de la commission) et 6 (exécution des décisions prises)]. (Ibid.)

CANADA

- 12 janv. DORS/71-30: décret C.P. 1971/29: règlement concernant les appareils de levage utilisés dans les ouvrages, entreprises et affaires relevant de l'autorité fédérale. Règlement du Canada sur les appareils de levage. ("Gazette du Canada", partie II, 27 janv.)
- 2 mars DORS/71-85: décret C.P. 1971-391: règlement sur la formation professionnelle des adultes [abroge le règlement C.P. 1967-1021 du 18 mai 1967, dans sa forme modifiée]. (Ibid., 24 mars)
- 30 mars Loi tendant à modifier la loi sur les pensions et la loi sur les pensions de guerre et allocations versées aux civils [ch. P-7 des S.R.C. 1970, dans sa teneur modifiée]. 19-20 Eliz. II, ch. 31 [nombreuses modifications. Inter alia, abroge les art. 7, 8, 14, 17, 30 (2) à (4), 32, 53, 58 et 63]. ("Lois du Parlement du Canada", 1970-71-72, p. 583)
- 18 mai DORS/71-225: décret C.P. 1971-949: modifications au décret prolongeant la durée du travail dans le transport des marchandises par véhicules automobiles, en vertu du Code canadien du travail (normes) [modifie l'art. 2 de l'annexe]. ("Gazette du Canada", partie II, 9 juin)
- 23 juin Loi concernant l'assurance-chômage au Canada. 19-20 Eliz. II, ch. 48. ("Lois du Parlement du Canada", 1970-71-72, p. 981) Can. 4
- 30 juin Loi modifiant le Code canadien du travail (normes). 19-20 Eliz. II, ch. 50. (Ibid., p. 1125) Can. 3
- 6 juillet DORS/71-324: décret C.P. 1971-1354: modifications aux règlements sur l'assurance-chômage [du 29 sept. 1955], dans leur teneur modifiée, en application de la loi sur l'assurance-chômage [SL 1956 - Can. 2 ... 1957 - Can. 4] [remplace notamment le titre V: prestations]. ("Gazette du Canada", partie II, 28 juillet)
- 14 sept. DORS/71-480: décret C.P. 1971/1930: règlement concernant les premiers soins dispensés dans les ouvrages, entreprises et affaires de compétence fédérale. Règlement du Canada sur les premiers soins. (Ibid., 13 oct.)
- 14 sept. DORS/71-481: décret C.P. 1971-1931: règlement concernant la protection des machines utilisées dans les ouvrages, entreprises et affaires de compétence fédérale. Règlement du Canada sur la protection des machines. (Ibid.)
- 14 oct. Loi ayant pour objet de soutenir l'emploi au Canada en atténuant les effets néfastes qu'entraînent pour l'industrie canadienne l'imposition de surtaxes étrangères à l'importation ou autres mesures dont les effets sont analogues. 19-20 Eliz. II, ch. 56. ("Lois du Parlement du Canada", 1970-71-72, p. 1237)
- 1er déc. DORS/71-634: décret C.P. 1971-2655: modifications aux règlements sur l'assurance-chômage [du 29 sept. 1955], dans leur forme modifiée, en application de la loi sur l'assurance-chômage [SL 1956 - Can. 2 ... 1971 - Can. 4] [allocations de chômage pour les pêcheurs, y compris le chômage résultant de conflits du travail]. ("Gazette du Canada", partie II, 22 déc.)

CANADA (suite)

- 17 déc. DORS/71-657: décret C.P. 1971-2795: modification aux règlements sur l'assurance-chômage [du 29 sept. 1955] dans leur forme modifiée, en application de la loi de 1971 sur l'assurance-chômage [SL 1956 - Can. 2 ... 1971 - Can. 4] [remplace la partie III: emplois assurables et emplois exclus]. (Ibid., 12 janv. 1972)
- 23 déc. Loi modifiant la loi sur le droit d'auteur [C-30 des S.R.C., 1970, dans sa teneur modifiée]. 19-20 Eliz. II, ch. 60 [remplace l'art. 4 (3)]. ("Lois du Parlement du Canada", 1970-71-72, p. 1289)

Alberta

- 27 avril Loi tendant à modifier la loi sur la fonction publique ["Revised Statutes", 1970, chap. 298], 1971, chap. 89 [diverses modifications; notamment insère un art. 19.1 (emploi après soixante-cinq ans) et ajoute des art. 46 et 47 (contrat de travail et emploi sur la base de la rémunération à la tâche)]. ("Statutes of the Province of Alberta", p. 485)

Colombie britannique

- 2 avril Loi tendant à modifier la loi sur les pensions de retraite dans la fonction publique [chap. 57 des "Revised Statutes", 1960], 1971, chap. 8 [nombreuses modifications]. ("Statutes of British Columbia", p. 35)
- 2 avril Loi tendant à modifier la loi sur la réglementation des mines (chap. 25 des "Revised Statutes", 1960), chap. 34 [modifie les art. 11, 13 et 23 (sécurité et hygiène, y compris inspection du travail à cet égard)]. (Ibid., p. 157)
- 2 avril Loi tendant à modifier la loi de 1961 sur les pensions des enseignants [chap. 62 des "Statutes" de 1961], 1971, chap. 63 [nombreuses modifications]. (Ibid., p. 295)

Manitoba

- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur l'assurance-santé. Chap. 33. ("Acts of the Legislature of Manitoba", p. 141)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur la protection des consommateurs. Chap. 36. (Ibid., p. 161)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Chap. 46. (Ibid., p. 227)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur l'assurance des fonctionnaires publics. Chap. 52. (Ibid., p. 247)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi (1) sur les relations professionnelles. Chap. 60. (Ibid., p. 273)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur l'égalité de rémunération. Chap. 62. (Ibid., p. 277)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur le versement des salaires. Chap. 63. (Ibid., p. 279)

CANADA (suite)

Manitoba (suite)

- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi sur les pensions de retraite dans le service civil. Chap. 65. (Ibid., p. 287)
- 27 juillet Loi tendant à modifier la loi (2) sur les relations professionnelles. Chap. 86. (Ibid., p. 473)

Nouveau-Brunswick

- 23 avril Loi tendant à modifier la loi [1964, chap. 5] sur la sécurité du travail [remplace les art. 2, 14, e) (iii), 15 et 16]. Chap. 40. ("Acts of the Legislature of New Brunswick", p. 237)
- 23 avril Loi tendant à modifier la loi sur les congés payés [1962, chap. 47, dans sa teneur modifiée]. 1971, chap. 75 [modifie les art. 1er et 3(1) et remplace les art. 3(2) à (4) et 9]. (Ibid., p. 333)
- 15 mai Loi sur les droits de l'homme. 1971, chap. 8. (Ibid., p. 25) Can. 1
- 15 mai Loi sur les relations professionnelles. 1971, chap. 9 [abroge la loi sur les relations de travail. 1952, chap. 124]. (Ibid., p. 34)
- 15 mai Loi tendant à modifier la loi de 1966 [1966, chap. 23] sur les retraites dans la fonction publique. 1971, chap. 58 [modifie les art. 2, 5, 10, 11 et 26]. (Ibid., p. 294)
- 15 mai Loi tendant à modifier la loi [de 1966, chap. 27] sur la prévoyance sociale. 1971, chap. 66 [insère des articles 2A, 8A, D et E et remplace l'art. 8 C]. (Ibid., p. 318)
- 15 mai Loi tendant à modifier la loi [de 1952, chap. 255 des "Revised Statutes"] sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. 1971, chap. 77 [modifie les art. 34A, 35 et 70]. (Ibid., p. 337)
- 21 juillet Règlement n° 71-80 pris pour l'application de la loi sur les relations professionnelles dans la fonction publique [1968, chap. 88] [remplace l'art. 14(2) et l'art. 41(1): présentation des revendications]. ("Royal Gazette", 21 juillet)
- 8 déc. Arrêté en conseil n° 71-848: Règlement n° 71-123 d'application de la loi sur les services de santé [abroge les art. 22 et 22A à 22D du règlement n° 66-55 d'application de la loi sur la prévoyance sociale]. (Ibid., 22 déc.)

Ontario

- 18 fév. Règlement n° 91/71 de l'Ontario édicté en application de la loi de 1968 [SL 1968 - Can. 3] sur les normes d'emploi [modifie les art. 4 à 6, 12, 18 et remplace l'art. 21 a et b du règlement n° 366/68 du 10 oct. 1968]. ("Ontario Gazette", 16 mars)

CANADA (suite)

Ontario (suite)

- 9 juillet Loi tendant à modifier la loi sur les pensions de retraite dans la fonction publique [chap. 332 des "Revised Statutes", 1960], dans sa teneur modifiée. Chap. 40, 1931 [diverses modifications]. Loi modificatrice de 1971 sur les pensions de retraite dans la fonction publique ("Statutes of the Province of Ontario", 1971, p. 155)
- 9 juillet Loi portant dispositions pour la protection des personnes dans les établissements industriels. Chap. 43, 1971. Loi de 1971 sur la sécurité du travail. (Ibid., p. 171) Can. 2
- 23 juillet Loi modificatrice de 1971 sur les droits civils [modifie, notamment, la loi de 1966 sur la discrimination fondée sur l'âge, dans sa teneur modifiée; la loi de 1964 sur l'apprentissage et les qualifications professionnelles des artisans; la loi de 1960 sur le Département du travail, dans sa teneur modifiée; la loi de 1967 sur les services sociaux et familiaux; la loi de 1960 sur les bureaux de placement; la loi de 1968 sur les normes d'emploi (SL 1968 - Can. 3); la loi modificatrice de 1970 sur les normes d'emploi (SL 1970 - Can. 1); la loi de 1966 sur les allocations familiales, dans sa teneur modifiée; la loi générale de 1960 sur l'assistance sociale, dans sa teneur modifiée; la loi de 1960 sur les normes de travail, dans sa teneur modifiée; la loi de 1962-63 sur la sécurité des bûcherons, dans sa teneur modifiée; la loi modificatrice de 1960 sur les mines, dans sa teneur modifiée; le code des droits de l'homme de l'Ontario de 1961-62, dans sa teneur modifiée; la loi de 1960 sur la silicose; la loi de 1966 sur les services de réadaptation professionnelle, dans sa teneur modifiée; la loi de 1970 sur l'égalité des chances en matière d'emploi pour les femmes; la loi de 1960 sur l'emploi des gardes forestiers]. Ch. 50, 1971. (Ibid., p. 243)

Prince-Edouard (Ile du)

- 7 avril Loi tendant à modifier la loi de 1967 sur la protection des consommateurs. Chap. 6. ("Acts of the General Assembly of Prince Edward Island", 1971, p. 18)
- 7 avril Loi tendant à modifier la loi sur les pensions de retraite des instituteurs. Chap. 43. (Ibid., p. 313)
- 28 juillet Règlement d'application de la loi sur les ascenseurs et monte-charge. 19 Eliz. II, chap. 20 [sécurité du travail]. ("Royal Gazette", 2 août)

Québec

- 17 avril Arrêté en conseil n° 1424 concernant le décret relatif à l'industrie de la construction dans la province. ("Gazette officielle du Québec", édition spéciale, 17 avril)
- 21 avril Arrêté en conseil n° 1431 concernant les règlements relatifs aux allocations familiales du Québec [loi de 1966/1967, ch. 58 et modifications]. (Ibid., 8 mai)
- 9 juin Arrêté en conseil n° 2095: règlement relatif à des normes de sécurité sur les chantiers de construction. (Ibid., 28 août)

CANADA (suite)

Québec (suite)

- 21 juillet Arrêté en conseil n° 2600 concernant l'adoption du règlement n° 45 (1971) de la Commission des accidents du travail de Québec, relatif à l'assujettissement de nouvelles industries. (Ibid., 31 juillet)
- 28 juillet Arrêté en conseil n° 2711 concernant le règlement relatif au contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction. (Ibid., 7 août)
- 20 oct. Arrêté en conseil n° 3603 concernant des corrections au décret relatif à l'industrie de la construction [remplace les art. 1er à 28 de l'annexe B: définitions des métiers]. (Ibid., 30 oct.)
- 20 oct. Arrêté en conseil n° 3606 concernant l'adoption des règlements nos 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre. (Ibid., 30 oct.; rectific.: ibid., 6 nov.)
- 3 nov. Arrêté en conseil n° 3791 concernant l'approbation du règlement n° 1 relatif au prélèvement de la Commission de l'industrie de la construction. (Ibid., 6 nov.)
- 22 nov. Arrêté en conseil n° 4389 concernant un nouveau règlement relatif à la salubrité et à la sécurité du travail dans les mines et carrières [abroge les règlements approuvés par l'arrêté en conseil n° 2701 du 28 juillet 1971]. (Ibid., édition spéciale, 31 déc.)

Saskatchewan

- 16 avril Loi modifiant la loi de 1969 sur les normes de travail [SL 1969 - Can. 1 (chap. 24 des "Revised Statutes")]. 1971, chap. 19 [modifie notamment les art. 17, 37, 40 (Salaires), 43 (discrimination) et abroge le titre IV et l'annexe à la loi]. ("Statutes of Saskatchewan", 1971, p. 175)
- 16 avril Loi tendant à modifier la loi sur la réparation des accidents du travail (caisse accidents) [chap. 284 des "Revised Statutes", 1965]. 1971, chap. 68 [nombreuses modifications, notamment art. 69 (majoration de la réparation), 124 (pouvoir d'ordonner l'installation de dispositifs de sécurité, etc.) et 125 (pouvoir d'ordonner la fermeture du lieu de travail)]. (Ibid., p. 386)
- 14 déc. Arrêté en conseil n° 1714/71: arrêté n° 3 de 1972 sur le Conseil des salaires minimums, pris pour l'application de la loi de 1969 sur les normes de travail [SL 1969 - Can. 1]. Règlement du Saskatchewan n° 296/71 [dispositions spéciales à l'égard du personnel hôtelier et du personnel hospitalier concernant, notamment, la durée du travail, le transport des travailleurs, l'âge minimum et le logement]. ("Saskatchewan Gazette", partie II, 17 déc.)

Terre-Neuve

- 30 mars Règlement pris pour l'application de la loi de 1969 sur le jour de repos hebdomadaire. Règlement de 1971 sur le jour de repos hebdomadaire. ("Newfoundland Gazette", 30 mars)
- Règlement n° 65/71 sur la loi relative à la formation technique et professionnelle [contrats de travail des instructeurs]. (Ibid., 11 mai)

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- 15 oct. Ordonnance n° 71/127 portant modification de certaines dispositions de l'ordonnance n° 69/040 du 4 juillet 1969 instituant un Conseil supérieur de la sécurité sociale [abroge et remplace les dispositions de la loi n° 64/04 du 6 mai 1964 relatives à l'organisation et au fonctionnement d'un comité de gestion au sein de l'Office centrafricain de sécurité sociale]. ("Journal officiel", 1er janv. 1972)
- 15 oct. Décret n° 71/431 portant organisation administrative, financière et comptable de l'Office centrafricain de sécurité sociale [abroge le décret n° 64/387 du 24 déc. 1964 aux mêmes fins]. (Ibid.)

CEYLAN

- 12 fév. Loi n° 8 tendant à modifier la loi n° 15 de 1958 sur le Fonds de prévoyance des salariés. Loi modificatrice de 1970 sur le Fonds de prévoyance des salariés [diverses modifications].
- 28 oct. Loi n° 45 tendant à édicter des dispositions spéciales relatives à la terminaison des services des travailleurs occupés à certains emplois par les employeurs. Loi sur la terminaison de l'emploi des travailleurs (dispositions spéciales). Cey. 1
- 3 nov. Loi n° 49 portant établissement de la Commission nationale de l'apprentissage et du Fonds de l'apprentissage, ainsi que dispositions relatives à des questions connexes ou incidentes. Loi sur l'apprentissage national.
- 13 déc. Loi n° 52 tendant à modifier et codifier la législation concernant la marine marchande en vigueur à Ceylan et portant dispositions relatives à des questions connexes ou incidentes. Loi de 1971 sur la marine marchande [titre IV: capitaines et matelots (art. 127: règlement relatif aux conditions de service, etc.); abroge la loi sur la marine marchande (chap. 367)].

CHILI

- 2 avril Loi n° 17423 tendant à modifier le Code du travail [SL 1931 - Chili 1 ... 1964 - Chili 1] [modifie l'art. 61 par l'insertion d'un nouvel al. aux termes duquel les personnes prêtant leurs services à l'Etat, aux municipalités, etc., auront qualité juridique d'ouvriers ou d'employés]. ("Diario Oficial", 13 avril)
- 2 avril Loi n° 17424 portant modification du Code du travail [SL 1931 - Chili 1 ... 1964 - Chili 1] [insère sous l'art. 638bis le chiffre 1° de l'art. 616 de la loi n° 17074 et, sous le chiffre 3°, le chiffre 2° de l'art. 5 de la loi 17074; ajoute plusieurs al. à l'art. 574 du Code]. (Ibid.)
- 3 déc. Loi n° 17574 tendant à modifier le Code du travail [SL 1931 - Chili 1 ... 1964 - Chili 1] et instituant des tribunaux du travail et les fonctions de juge du travail. (Ibid., 15 déc.)

CONGO (BRAZZAVILLE)

- 4 mai Ordonnance n° 10-71 portant institution d'un régime d'assurance-pension. ("Journal officiel", 15 mai; rectific.: ibid., 1er sept.) Congo. 1
- 26 août Décret n° 71-288 portant règlement de l'assurance volontaire [concerne l'assurance volontaire au régime de pensions des travailleurs salariés]. (Ibid., 1er sept.)
- 27 sept. Décret n° 71-327 portant réglementation du régime des pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès en faveur des travailleurs salariés. (Ibid., 1er oct.)

CONGO (KINSHASA) (En ce qui concerne la législation ultérieure, voir sous Zaïre)

- 15 mars Ordonnance-loi n° 71-017 complétant les dispositions du Code du travail [ordonnance-loi n° 67-310 du 9 août 1967 (SL 1967 - Congo (Kin.) 1)] en ce qui concerne le transport des travailleurs [ajoute un art. 43bis au chap. V (obligations de l'employeur) et un art. 293bis au titre XVII (pénalités)]. ("Moniteur congolais", 1er avril)
- 26 mars Ordonnance-loi n° 71/021 modifiant le décret-loi du 29 juin 1961 organique de la sécurité sociale [SL 1961 - Congo (Léo) 2] [modification des art. 4 à 11 constituant le chap. II: Organisation administrative]. (Ibid., 15 mai)
- 26 mars Ordonnance n° 71-055 portant organisation de la formation professionnelle. (Ibid.)
- 26 mars Ordonnance n° 71-056 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Institut national de sécurité sociale [abroge les ordonnances n° 74 du 23 mars 1964 aux mêmes fins et n° 254 du 24 juillet 1965 fixant le statut du directeur général et du directeur général adjoint de l'INSS]. (Ibid.)

COSTA RICA

- 8 mai Loi n° 4762 portant création de la Direction générale de l'adaptation sociale [exécution des mesures privatives de liberté; traitement des inadaptés sociaux]. ("La Gaceta", 1er juillet)
- 27 juillet Décret n° 4819 tendant à créer la Commission nationale de la femme [étude des problèmes concernant le travail féminin, le bien-être familial, etc.]. (Ibid., 6 août)
- 17 nov. Loi n° 4903 sur l'apprentissage. (Ibid., 2 déc.) C.R. 1

COTE-D'IVOIRE

- 25 mars Décret n° 71-173 portant réorganisation de l'Office de formation professionnelle [abroge le décret n° 66-616 du 23 déc. 1966 aux mêmes fins]. ("Journal officiel", 8 avril; additif: ibid., 3 juin)
- 10 déc. Arrêté interministériel n° 1302 TP.MM/MTAS portant application de l'article 92, dernier alinéa, du Code de la marine marchande [salaire et indemnités dus au marin en cas de vente, prise, naufrage ou innavigabilité du navire]. (Ibid., 30 déc.)

DANOMÉY

- 19 mars Ordonnance n° 71-10 CP modifiant l'ordonnance n° 70-17 D/MPPRAT du 25 mars 1970 portant institution d'un régime général de sécurité sociale [SL 1970 - Dah. 1] [modifie les art. 4, 5, 14, 15, 16 et 18 concernant l'organisation administrative]. ("Journal officiel", 15 avril)

DANEMARK

- 8 janv. Notification n° 24 relative à la cotisation d'assurance-chômage due par l'employeur [§ 1: Liste des travailleurs pour lesquels aucune cotisation n'est due. Abroge la notification (n° 329) du 18 déc. 1959 aux mêmes fins]. ("Lovtidende A", n° III)
- 17 mars Loi n° 94 tendant à modifier la loi [n° 155 du 15 avril 1970] sur la pension nationale [modifie le § 9: supplément de vieillesse à partir de quatre-vingts ans égal à 8,25 pour cent du montant de base]. (Ibid., n° X)
- 25 mars Loi n° 104 tendant à modifier la loi [n° 114 du 24 mars 1970] sur le placement et l'assurance-chômage [SL 1970 - Dan. 1] [mesures tendant à favoriser la mobilité, occupation des chômeurs, etc.]. (Ibid., n° XI)
- 26 mars Notification n° 106 relative à la contribution à verser pour le bien-être des marins [montant de la contribution: 40 øre par jour, dont 10 øre versés par le marin, 10 øre par l'armateur et 20 øre par le Trésor. Abroge la notification (n° 224) du 2 juillet 1964]. (Ibid.)
- 26 mars Notification n° 107 relative aux congés payés des marins. (Ibid.) Dan. 2 B
- 27 avril Notification n° 168 sur la formation des artisans d'art [abroge les notifications nos 265, 266, 267, 268 et 270 du 11 août 1961 et la notification n° 304 du 23 juin 1970 sur la formation dans un certain nombre de professions artisanales]. (Ibid., n° XVI)
- 28 avril Loi n° 178 tendant à modifier la loi [(n° 194) du 18 mai 1960, modifiée en dernier lieu par la loi (n° 113) du 24 mars 1970] sur la formation professionnelle des travailleurs non qualifiés [SL 1960 - Dan. 4 A] [modifie le titre et les §§ 1er, 2, 3, 4 (organisation), 7, 9 (conditions de fréquentation), 10, 12, 13 (financement: non publiés dans la SL). Abroge la loi (n° 195) du 18 mai 1960 sur l'emploi et la formation professionnelle des jeunes [SL 1960 - Dan. 5 A] et la loi (n° 49) du 20 fév. 1969 sur les allocations de rééducation]. (Ibid.)
- 29 avril Notification n° 190 concernant les conditions d'admission dans les établissements de rééducation professionnelle [recyclage des chômeurs. Abroge la notification (n° 481) du 7 oct. 1969, aux mêmes fins]. (Ibid., n° XVIII)
- 29 avril Notification n° 191 concernant les conditions d'admission des travailleurs non qualifiés, etc., dans les établissements de formation professionnelle [abroge la notification (n° 129) du 14 avril 1967 et la notification (n° 391) du 2 déc. 1968, tendant à la modifier, aux mêmes fins]. (Ibid.)

DANEMARK (suite)

- 19 mai Loi n° 216 tendant à modifier diverses dispositions législatives concernant la protection des travailleurs. (Durée de la période de repos dans les transports routiers internationaux, responsabilité, chaudières, inspection des machines) [modifie la loi (n° 297) du 4 juillet 1968 sur la protection des travailleurs en général (SL 1954 - Dan. 1, 1956 - Dan. 1)]. (Ibid., n° XXI)
- 19 mai Loi n° 224 tendant à modifier la loi relative aux rapports juridiques entre employeurs et employés. (Ibid., n° XXII)
Incorporé dans: Dan. 1
- 3 juin Notification n° 378 relative à l'éducation des adultes pendant les loisirs [abroge la notification (n° 217) du 29 mai 1969, aux mêmes fins]. (Ibid., n° XXXI)
- 9 juin Loi n° 260 tendant à modifier la loi sur les congés payés. (Ibid., n° XXIII) Dan. 2 A
- 9 juin Loi n° 288 tendant à modifier le Code pénal [cf. notification (n° 347) du 15 août 1967] [modifie le § 266b: peines d'amende ou de prison en cas de discrimination fondée sur la race, etc.]. (Ibid., n° XXIV)
- 9 juin Loi n° 289 tendant à interdire toute discrimination fondée sur la race, etc. [peines d'amende ou de prison en cas de discrimination dans les lieux publics]. (Ibid.)
- 9 juin Loi n° 292 tendant à modifier la loi [(n° 156) du 31 mai 1961: SL 1961 - Dan. 2] sur les salariés agricoles [modifie le § 11: prolongation du congé]. (Ibid.)
- 9 juin Loi n° 311 sur l'assurance publique contre la maladie. (Ibid., n° XXV) Dan. 3
- 29 juin Notification n° 325 tendant à prendre des mesures spéciales pour l'emploi des chômeurs [abroge la notification (n° 184) du 7 mai 1969 sur la réglementation des travaux destinés à occuper des chômeurs]. (Ibid., n° XXVII)
- 30 juin Notification n° 319 de certaines modifications apportées à la notification [n° 107 du 26 mars 1971: SL 1971 - Dan. 2], relative aux congés payés des marins [augmentation de la durée du congé et modifications de taux]. (Ibid., n° XXVI)
- 5 août Notification n° 369 de la loi [n° 233 du 6 juin 1968] sur l'éducation pendant les loisirs [abroge la loi sur les écoles de la jeunesse et les cours du soir (cf. notification n° 257 du 14 juin 1960)]. (Ibid., n° XXX)
- 24 août Notification n° 396 concernant les obligations de l'employeur aux termes des dispositions de la loi sur l'assurance-maladie (Section II) relatives aux indemnités journalières dues aux salariés [abroge la notification du 4 avril 1968, aux mêmes fins]. (Ibid., n° XXXII)
- 30 août Notification n° 413 de la loi relative aux rapports juridiques entre employeurs et employés. (Ibid., n° XXXIV) Dan. 1
- 3 sept. Notification n° 418 sur les activités de loisir pour les enfants et adolescents [abroge la notification (n° 300) du 14 mai 1969, aux mêmes fins]. (Ibid.)

DANEMARK (suite)

- 1er nov. Notification n° 478 sur le salaire de congé [abroge la notification (n° 78) du 9 mars 1971 aux mêmes fins. Périodes de congé, mode de rémunération du congé, etc.]. (Ibid., n° XLII)
- 21 déc. Notification n° 559 de la loi relative à la conciliation en matière de différends du travail [SL 1958 - Dan. 1, 1970 - Dan. 3]. (Ibid., n° LIII)
- 22 déc. Notification n° 564 sur les chaudières à vapeur installées à terre [abroge la notification (n° 648) du 15 déc. 1919 sur l'inspection des chaudières à vapeur et la notification (n° 360) du 17 oct. 1966 tendant à exempter totalement ou partiellement l'inspection des chaudières à vapeur installées à terre]. (Ibid.)
- 22 déc. Notification n° 565 concernant l'entretien des chaudières à vapeur. (Ibid.)
- 22 déc. Notification n° 566 concernant les récipients à pression, etc., installés à terre [abroge la notification (n° 364) du 30 août 1967 concernant l'installation et l'usage des récipients à air comprimé, hydrophores et autres récipients contenant des gaz sous pression]. (Ibid.)
- 27 déc. Notification n° 575 concernant le transport par mer de marchandises dangereuses [abroge la notification (n° 387) du 14 nov. 1952, aux mêmes fins]. (Ibid.)

EL SALVADOR

- 2 fév. Décret n° 7 portant règlement général sur la sécurité et l'hygiène dans les centres de travail. ("Diario Oficial", 9 fév.) Sal. 1
- 20 juillet Décret n° 37 tendant à approuver le règlement de sécurité dans les travaux d'excavation. (Ibid., 28 juillet)

EQUATEUR

- 4 fév. Code de la santé [chap. IX: "Des entreprises industrielles et autres"]. ("Registro Oficial", 8 fév.)
- 1er juin Code du travail. ("Corporación de estudios y publicaciones", 1971, n° 3) Equa. 1 A
- 15 juin Décret n° 855 portant précisions relatives aux personnes qui ne peuvent être considérées comme des travailleurs aux fins de l'application du décret n° 54, de 1970, c'est-à-dire aux fins de déterminer les personnes qui ne sont pas protégées par le régime du droit du travail. ("Registro Oficial", 21 juin) Equa. 1 B
- 29 sept. Décision de la Cour suprême de justice portant dérogation aux dispositions de l'article 554 du Code du travail [SL 1971 - Equa. 1 A]. (Ibid., 8 nov.)

ESPAGNE

- 6 fév. Ordonnance tendant à approuver le règlement sur la sécurité, l'hygiène et l'assistance sociale des dockers [reprenant les normes fixées par les instruments internationaux ratifiés par l'Espagne, notamment celles de l'OIT]. ("Boletín Oficial", 24 fév.)

ESPAGNE (suite)

- 17 fév. Loi n° 2 sur les syndicats. (Ibid., 19 fév.) Esp. 1
- 9 mars Arrêté portant approbation de l'ordonnance générale sur la sécurité et l'hygiène du travail. (Ibid., 16 et 17 mars; rectific.: ibid., 6 avril) Esp. 2 A
- 9 mars Arrêté portant approbation du plan d'hygiène et de sécurité du travail [prévoit les mesures suivantes: formation, consultations et avis, action à l'échelon de l'entreprise, collaboration, dispositions générales]. (Ibid., 11 mars)
- 11 mars Décret n° 432 tendant à réglementer la constitution, la composition et les attributions des comités de sécurité et d'hygiène du travail. (Ibid., 16 mars) Esp. 2 B
- 23 mars Arrêté portant dispositions aux termes desquelles, aux fins du régime général de la sécurité sociale, les périodes d'inactivité des travailleurs saisonniers sont assimilées à des périodes d'emploi. (Ibid., 2 avril; rectific.: ibid., 28 mai)
- 24 mars Décision de la Direction générale de la sécurité sociale portant règles relatives au versement d'allocations familiales, en vue de protéger les membres de leur famille, aux personnes retraitées ayant été employées à la pêche chalutière et rémunérées à la part, et à la pêche au carrelet, ainsi qu'aux pêcheurs indépendants percevant une retraite dans le cadre du régime spécial de sécurité sociale pour les marins [SL 1969 - Esp. 3]. (Ibid., 2 avril)
- 2 avril Arrêté portant extension aux entreprises qui occupent plus de cinquante travailleurs permanents de l'obligation de constituer des comités d'entreprise. (Ibid., 12 avril)
- 3 avril Décret n° 799 portant dispositions relatives à l'établissement et au fonctionnement des bureaux provinciaux du travail [il est institué un bureau par province pour représenter le ministère du Travail sur le plan régional. Abroge le décret du 21 déc. 1943 concernant les bureaux provinciaux du travail ainsi que divers articles du règlement relatif à l'organisation du ministère du Travail, approuvé par le décret n° 288 du 18 fév. 1960]. (Ibid., 24 avril)
- 9 juin Décret n° 1265 réglementant le statut syndical des étrangers travaillant en Espagne. (Ibid., 18 juin) Esp. 3
- 21 juillet Loi n° 33 sur l'émigration. (Ibid., 23 juillet) Esp. 7
- 22 juillet Décret-loi n° 13 tendant à modifier la loi de sécurité sociale (décret n° 907) du 21 avril 1966 [SL 1966 - Esp. 3A] en ce qui concerne l'organisation des services sanitaires [modifie l'art. 110(2); abroge les dispositions du chap. IV (assistance médicale) du titre II de la loi susvisée dans la mesure où elles sont contraires aux dispositions du présent décret-loi]. (Ibid., 24 juillet)
- 23 juillet Décret n° 1878 instituant un régime juridique de garanties applicable aux personnes qui exercent un mandat électif au nom d'un syndicat. (Ibid., 13 août) Esp. 4
- 23 juillet Décret n° 2121 tendant à approuver le règlement du corps national des inspecteurs du travail [abroge le décret du 13 juillet 1940 tendant à approuver le règlement de l'Inspection du travail]. (Ibid., 21 sept.)

ESPAGNE (suite)

- 23 juillet Décret n° 2122 portant approbation du règlement concernant l'Inspection du travail. (Ibid.; rectific.: ibid., 22 oct.) Esp._5
- 23 juillet Décret n° 2123 tendant à approuver le texte refondu des lois n° 38 du 31 mai 1966 et n° 41 du 22 décembre 1970 portant régime spécial agricole de la sécurité sociale. (Ibid., 21 sept.) Esp._6
- 30 juillet Arrêté tendant à approuver le règlement sur la formation professionnelle des travailleurs portuaires. (Ibid., 13 août)
- 13 août Décret n° 2305 sur l'organisation et la procédure des tribunaux d'appel syndicaux [organes syndicaux internes, à caractère essentiellement arbitral, saisis des recours contre les décisions des organismes syndicaux. Abroge le règlement sur les tribunaux d'appel du 12 janv. 1948]. (Ibid., 28 sept.)
- 13 août Décret n° 2396 tendant à approuver le règlement sur les coopératives [abroge le règlement du 11 nov. 1943, aux mêmes fins. (Ibid., 9 oct.)]
- 5 nov. Décret n° 2684 tendant à modifier la structure organique du ministère de l'Agriculture. (Ibid., 6 nov.)
- 6 déc. Ordonnance portant création de la Commission nationale du travail des femmes. (Ibid., 1er janv. 1972)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

- 13 janv. Loi prévoyant l'octroi d'une assistance financière fédérale destinée à aider les villes et les collectivités à se développer et à appliquer des programmes intensifs sur le plan local en vue d'éliminer les causes d'empoisonnement par la peinture au plomb, ainsi que des programmes locaux destinés à détecter et traiter les cas d'empoisonnement de ce genre, établissant un programme fédéral de démonstrations et de recherche en vue d'étudier l'étendue du problème de l'empoisonnement par la peinture au plomb, ainsi que les méthodes disponibles pour supprimer pareille peinture et tendant à interdire l'utilisation, à l'avenir, de la peinture au plomb dans les travaux de construction ou d'aménagement fédéraux ou bénéficiant d'une subvention fédérale. Public Law 91-695, 91st Congress, H.R. 19172.
- 14 janv. Texte de la partie 100 (amendes civiles en cas d'infraction à la loi fédérale de 1969 sur la sécurité et l'hygiène dans les mines de charbon) du titre 30 du Code des règlements fédéraux. ("Federal Register", 16 janv.)
- 18 fév. Modifications à la partie 220 (programmes de services aux familles et aux enfants) du chapitre II (service d'assistance sociale et de réadaptation (programmes d'aide) du Département de la santé, de l'éducation et du bien-être) du titre 45 du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 220.18 (services de soins aux enfants) et 220.35 (programme d'encouragement au travail)]. (Ibid., 25 mars)
- 19 fév. Texte révisé de la partie 70 (normes pour un système d'administration du personnel fondé sur le mérite) du sous-titre A (Département de la santé, de l'éducation et du bien-être: Administration générale) du titre 45 du Code des règlements fédéraux [notamment, 70.3 (système d'organisation fondé sur le mérite), 70.4 (chances égales d'accès à

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)

l'emploi), 70.5 (relations professionnelles), 70.9 (recrutement), 70.12 (avancement dans la carrière), 70.13 (licenciement et congédiement)]. (Ibid., 6 mars)

22 fév. Modification à la partie 20 (formation professionnelle des chômeurs) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie le § 20.21 (conditions régissant les accords relatifs à la formation en cours d'emploi)]. (Ibid., 26 fév.)

1er mars Modifications à la partie 1 (procédure relative à la détermination préalable des taux de salaires) et de la partie 5 (dispositions concernant les normes de travail applicables aux contrats couvrant la construction financée ou subventionnée sur le plan fédéral (ainsi que les dispositions relatives aux normes de travail applicables aux contrats ne concernant pas la construction soumis aux dispositions de la loi sur les normes contractuelles de la durée du travail)) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifications tendant à donner effet à la proclamation présidentielle (du 23 fév. 1971) suspendant l'application de la loi Davis-Bacon]. (Ibid., 3 mars)

8 mars Modification à la partie 778 (compensation des heures supplémentaires en vertu de la loi de 1938 [SL 1938 - E.-U.A. 1 ... 1966 - E.-U.A. 1] sur les normes équitables de travail) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie le § 778.117 (paiements à la commission: dispositions générales)]. (Ibid., 16 mars)

9 mars Diverses modifications au chapitre II (Conseil des retraites dans les chemins de fer, institué par la loi de 1937 [SL 1937 - E.-U.A. 3A] et la loi sur l'assurance-chômage dans les chemins de fer [SL 1938 - E.-U.A. 2]) du titre 20 (prestations aux salariés) du Code des règlements fédéraux [modifie les art. 239.1 (preuve de l'âge), 262.12 (représentants des demandeurs) et 395.5 (organisation et fonctions du Conseil, délégation de pouvoirs et ordre de remplacement dans les fonctions)]. (Ibid.)

30 mars Texte révisé de la partie 30 (égalité des chances en matière d'emploi dans l'apprentissage et la formation) du titre 29 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 8 avril)

E.-U.A. 1

5 avril Modifications au chapitre 5A (appel d'une décision d'un fonctionnaire chargé des contrats en vertu de la clause relative aux différends, délai et transmission des appels) du titre 41 (contrats publics et gestion des biens) du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 5A-1.3, 5A-60 et 5A-76]. (Ibid., 13 avril)

8 avril Texte de la partie 1901 (procédures d'accord avec les Etats) du chapitre XVII (administration de la sécurité et de l'hygiène du travail, Département du travail) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [règlement d'application de l'art. 18, h), de la loi Williams-Steiger de 1970 (SL 1970 - E.-U.A. 1) sur la sécurité et l'hygiène du travail]. (Ibid.)

12 avril Texte révisé du chapitre 18 (administration nationale de l'aéronautique et de la recherche spatiale) du titre 41 du Code des règlements fédéraux [modifie la partie 18-12: main-d'oeuvre (sous-parties 18-12.1: politique fondamentale de la main-d'oeuvre; 18-12.2: emploi de détenus; 18-12.3: loi sur les normes de travail sous contrat d'entreprise; 18-12.4: normes de travail des contrats dans la

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)

construction; 18-12.6: loi Walsh-Healey sur les contrats publics; 18-12.7: loi de 1938 sur les normes équitables de travail (SL 1938 - E.-U.A. 1 ... 1961 - E.-U.A. 1); 18-12.8: égalité d'accès à l'emploi; 18-12.9: discrimination fondée sur l'âge; 18-12.10: loi de 1965 sur les contrats de services)]. (Ibid.)

- 13 avril Texte de la partie 1518 (règlement de sécurité et d'hygiène dans la construction) en vertu de la loi [du 13 août 1962] sur les normes en matière de durée du travail et de sécurité pour les travaux effectués sous contrat, du titre 29 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 17 avril)
- 27 avril Texte de la partie 1910 (normes de sécurité et d'hygiène du travail) en vertu de la loi Williams-Steiger de 1970 [SL 1970 - E.-U.A. 1] sur la sécurité et l'hygiène du travail [une nouvelle partie 1910 est insérée dans le chap. XVII du titre 29 du Code des règlements fédéraux; elle contient des normes qui sont soit des normes approuvées à l'échelon national, soit des normes établies sur le plan fédéral sur tous les aspects de la sécurité et de l'hygiène du travail]. (Ibid., 29 mai)
- 10 mai Texte de la partie 1950 (subventions au titre du développement et de la planification dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [procédure administrative concernant les demandes de subventions en vertu du § 23 du Public Law 91-596 (loi Williams-Steiger de 1970): SL 1970 - E.-U.A. 1]. (Ibid., 14 mai)
- 17 mai Texte révisé de la partie 77 (normes de sécurité obligatoires, mines de charbon à ciel ouvert et zones de travail à ciel ouvert dans les mines de charbon souterraines) du titre 30 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 22 mai)
- 19 mai Diverses modifications à la partie 101 (déclarations relatives à la procédure), série 8, et à la partie 102 (règles et règlements), série 8, du conseil des rapports entre les facteurs du travail dans la nation, du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie notamment la sous-partie B de la partie 102 (procédure en vertu de l'art. 10 a) à i) de la loi sur les rapports entre les facteurs du travail dans la nation (SL 1935 - E.-U.A. 1 ... 1951 - E.-U.A. 2) en vue de prévenir les pratiques inéquitables en matière d'emploi)]. (Ibid., 20 mai)
- 20 mai Modification à la partie 4 (normes de travail aux fins des contrats de service) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 4.6 et 4.123 relatifs à la sécurité et à l'hygiène du travail]. (Ibid., 29 mai)
- 20 mai Modification à la partie 1516 (normes de sécurité et d'hygiène aux fins des contrats de service) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 1er et 2 de la partie 1516]. (Ibid.)
- 20 mai Modification à la partie 505 (normes de travail des projets ou productions bénéficiant de subventions de la Fondation nationale des arts) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie l'art. 505.6: normes de sécurité et d'hygiène, en vertu de l'art. 4, b) (2), de la loi de 1970 sur la sécurité et l'hygiène du travail (SL 1970 - E.-U.A. 1)]. (Ibid.)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)

- 20 mai Modification à la partie 50-204 (normes de sécurité et d'hygiène du travail aux fins des contrats fédéraux de fourniture de biens) du titre 41 du Code des règlements fédéraux [modifie l'art. 50-204.1, la et 2, en vertu de l'art. 4, b), (2), de la loi de 1970 sur la sécurité et l'hygiène du travail (SL 1970 - E.-U.A. 1)]. (Ibid.)
- 24 mai Modification à la partie 20 (formation professionnelle des chômeurs) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie les alinéas a) et g) de l'art. 20.12 et l'alinéa g) de l'art. 20.35 (admissibilité à l'emploi et paiements)]. (Ibid., 28 mai)
- 24 mai Modifications à la partie 1504 (règlements de sécurité et d'hygiène dans les docks: cargaison en containers; grues) du titre 29 du Code des règlements fédéraux. (Ibid.)
- 28 mai Modification à la partie 715 (congédiements pour des motifs autres que disciplinaires, rétrogradations et congés) du titre 5 du Code des règlements fédéraux [modifie l'art. 715.202, b) (retrait de démission)]. (Ibid.)
- 28 mai Modification à la partie 713 (égalité des chances) du titre 5 du Code des règlements fédéraux [ajoute un alinéa g) à l'art. 713.204 (mise en pratique du programme des administrations; arrangements relatifs aux besoins religieux des salariés (octroi de congés, etc.))]. (Ibid.)
- 8 juin Diverses modifications à la partie 01 (déclaration relative à la procédure); à la partie 3 (cas impliquant la responsabilité d'un tiers) et à la partie 25 (indemnité en cas d'invalidité et de décès de personnes autres que des citoyens américains hors des Etats-Unis) du titre 20 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 12 juin)
- 22 juin Modification à la partie 70 (normes réglementaires d'hygiène: mines de charbon souterraines) du titre 30 du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 70.100 et 70.212 (normes relatives à la poussière pouvant être respirée, pour les appels d'air dans les mines de charbon souterraines)]. (Ibid., 29 juin)
- 22 juin Texte de la partie 1905 (règles applicables aux écarts, limites, variations, tolérances et exemptions prévus en vertu de la loi Williams-Steiger de 1970 sur la sécurité et l'hygiène du travail). Public Law 91-596, S. 2193 [SL 1970 - E.-U.A. 1]. (Ibid., 30 juin)
- 25 juin Texte révisé de la partie 1904 (enregistrement et déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles en vertu de la loi de 1970 (Williams-Steiger) sur la sécurité et l'hygiène du travail) du titre 29 du Code des règlements fédéraux. Public Law 91-596, S. 2193 [SL 1970 - E.-U.A. 1]. (Ibid., 2 juillet)
- 30 juin Texte révisé de la partie 70 (normes d'hygiène obligatoires dans les mines de charbon souterraines) du Code des règlements fédéraux - sous-partie F (normes concernant le bruit). (Ibid., 7 juillet)
- 12 juillet Loi portant programmes d'emploi dans des services publics pour les chômeurs en période de chômage important et fourniture aux Etats et aux collectivités locales de services publics nécessaires, et tendant à d'autres fins. Public Law 92-54, 92nd Congress, S. 31 [possibilités de formation et bureaux de placement pour les fonctionnaires en chômage,

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)

notamment art. 12(8) (discrimination)]. Loi de 1971 sur l'emploi dans les situations d'urgence.

- 19 juillet Texte révisé de la partie 233 (protection et conditions d'éligibilité aux fins des programmes d'aide pécuniaire) du titre 45 du Code des règlements fédéraux [nouvel art. 233.100: enfants à la charge de parents en chômage]. (Ibid., 22 juillet)
- 23 juillet Texte révisé de la sous-partie B (prestations d'assurance-maladie supplémentaires; inscription, protection, exclusion et paiement) de la partie 405 (régime d'assurance-maladie fédérale pour les personnes âgées) (1965-) du titre 20 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 25 août)
- 24 sept. Modification concernant le sous-chapitre 0 (sécurité et hygiène dans les mines de charbon) de la partie 75 du titre 30 du Code des règlements fédéraux [ajoute un § 75.1720: vêtements de protection; obligations]. (Ibid., 7 oct.)
- 27 sept. Texte de la partie 60-3 (examen des salariés et autres procédures de sélection) du titre 41 (contrats fédéraux et gestion des biens) du Code des règlements fédéraux [non-discrimination]. (Ibid., 2 oct.)
- 1er oct. Modification du sous-chapitre 0 (santé et sécurité dans les mines de charbon) de la partie 75 du titre 30 du Code des règlements fédéraux [ajoute des §§ 75.1107 à 75.1107-15 (dispositifs de lutte contre l'incendie et fluides hydrauliques ignifuges sur les équipements souterrains)]. (Ibid., 8 oct.)
- 1er oct. Texte de la partie 9 (stabilisation des salaires et des prix dans l'industrie de la construction) en vertu de l'arrêté présidentiel n° 11588. (Ibid.)
- 8 oct. Texte révisé de la partie 405 (assurance-santé fédérale des personnes âgées (1965-)) du titre 20 du Code des règlements fédéraux [modifie les sous-parties J et K (normes relatives à l'incendie et à la sécurité)]. (Ibid., 28 oct.)
- 20 oct. Texte de la partie 90 (procédures relatives au transfert des mineurs montrant des symptômes de pneumoconiose) du titre 30 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 27 oct.)
- 22 oct. Texte de la partie 1902 (plans de l'Etat tendant à la création et à la mise en vigueur de normes d'Etat en vertu de la loi de 1970 sur la sécurité et l'hygiène du travail [SL 1970 - E.-U.A. 1]). (Ibid., 29 oct.)
- 26 oct. Diverses modifications concernant la partie 410 (loi fédérale sur la santé et l'hygiène dans les mines de charbon, chapitre IV: prestations en cas d'antracose (1969-)) du titre 20 du Code des règlements fédéraux [ajoute des sous-parties B, C, E et F]. (Ibid., 14 déc.)
- 12 nov. Modification concernant la partie 75 (normes d'hygiène obligatoires dans les mines de charbon souterraines) du titre 30 du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 75.1106.2 à 75.1106.6 (transports, manipulation et emmagasinage des cylindres de gaz comprimé liquéfié et non liquéfié)]. (Ibid., 19 nov.)
- 14 nov. Texte du chapitre II (comité des salaires) de la partie 201 (stabilisation des salaires et traitements) du titre 6 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 13 nov.)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)

- 17 nov. Texte de la partie 616 (arrangement inter-Etats permettant de cumuler dans un seul Etat les droits relatifs à l'emploi et au salaire) du titre 20 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 28 déc.)
- 2 déc. Modification concernant la partie 1910 (normes de sécurité et d'hygiène du travail) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie les §§ 1910.93 et 1910.12 et insère un § 1910.93a]. (Ibid., 7 déc.)
- 2 déc. Modification concernant la partie 1518 (prescriptions de sécurité et d'hygiène dans la construction [normes relatives à l'exposition à la poussière d'asbeste]) du titre 29 du Code des règlements fédéraux [modifie le § 1518.55 en insérant un c) gaz, vapeurs, fumées, poussières et buées]. (Ibid.)
- 2 déc. Modifications concernant la partie 50-204 (normes de sécurité et d'hygiène dans les contrats fédéraux) du titre 41 du Code des règlements fédéraux [normes relatives à l'exposition à la poussière d'asbeste] [modifie le § 50-204.50 (gaz, vapeurs, fumées, poussières et buées)]. (Ibid.)
- 9 déc. Modification concernant la partie 75 (normes obligatoires de sécurité dans les mines de charbon souterraines) du titre 30 du Code des règlements fédéraux [insère un § 75.1714-2 (emplacement des dispositifs de sauvetage individuel agréés) et un § 75.1721 (notification des exigences relatives aux issues)]. (Ibid., 14 déc.)
- 17 déc. Arrêté présidentiel n° 11636 sur les relations professionnelles dans le service des affaires étrangères des Etats-Unis. (Ibid., 24 déc.)
- 23 déc. Texte de la partie 1912 (commissions consultatives des normes, en vertu de la loi Williams-Steiger de 1970 sur la sécurité et l'hygiène du travail) [SL 1970 - E.-U.A. 1] du chapitre XVII (administration de la sécurité et de l'hygiène du travail) du titre 29 du Code des règlements fédéraux. (Ibid., 30 déc.)
- 23 déc. Diverses modifications concernant la partie 570 (dispositions concernant le travail des enfants, arrêtés et exposés d'interprétation) du titre 29 du Code des règlements fédéraux. En vertu de la loi sur les normes de travail [SL 1938 - E.-U.A. 1 ... 1961 - E.-U.A. 1] [la partie 1500 du chap. XIII du titre 29 devient la partie 570 du chap. V. Notamment, modifie les §§ 570.4, 7, 114, 116, 119 et 120: âge minimum]. (Ibid., 29 déc.)

ETHIOPIE

- 13 avril Arrêté n° 70 portant création d'une institution pour la réadaptation des handicapés. ("Negarit Gazeta", 13 avril) Eth. 1
- 17 déc. Notification légale n° 414 portant règlement d'application de la proclamation de 1963 sur les relations professionnelles. Règlement de 1971 sur l'établissement de la Commission des relations professionnelles de l'Erythrée. (Ibid., 17 déc.)

FIDJI (Ile)

- 23 déc. Loi n° 56 tendant à réglementer les conditions d'emploi dans les fabriques et d'autres lieux et à protéger la santé, la sécurité et le bien-être des personnes qui y sont employées. Loi de 1971 sur les fabriques.

FINLANDE

- 15 janv. Loi n° 26 tendant à modifier la loi [n° 34 du 20 janv. 1950] sur l'administration de la prévoyance sociale [modifie les §§ 2, 7, 13 et 15; abroge le § 22, 3e al.]. ("Finlands författningssamling", n° 26)
- 15 janv. Loi n° 29 tendant à modifier la loi [n° 538 du 30 déc. 1960] sur les allocations spéciales pour enfants [modifie les §§ 9, 12 et 18]. (Ibid., n° 29)
- 4 fév. Arrêté n° 130 du Conseil des ministres sur l'octroi d'une allocation de secours à certains bénéficiaires d'une pension nationale. (Ibid., n° 130)
- 5 fév. Ordonnance n° 127 tendant à modifier l'ordonnance [n° 148 du 9 mars 1961] sur les allocations spéciales pour enfants [modifie le § 7]. (Ibid., n° 127)
- 19 fév. Ordonnance n° 172 sur la Direction de la formation professionnelle [abroge l'ordonnance (n° 339) du 7 juin 1968, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 172)
- 26 fév. Ordonnance n° 177 tendant à modifier l'ordonnance [n° 319 du 31 mai 1968] sur la Direction des affaires sociales. (Ibid., n° 177)
- 26 fév. Ordonnance n° 186 tendant à modifier l'ordonnance n° 834 du 7 décembre 1946 sur les tribunaux de travail [modifie les §§ 2 et 6; ajoute des §§ 2a et 2b; organisation des fonctions de président et de secrétaire]. (Ibid., n° 186)
- 23 avril Loi n° 296 tendant à modifier la loi [n° 446 du 4 juillet 1969] concernant l'octroi d'une allocation complémentaire d'entretien et d'une allocation de logement en sus de la pension nationale [modifie le § 7; complète les §§ 1er, 7 et 12, et ajoute des §§ 5a et 6a]. (Ibid., n° 296)
- 18 juin Loi n° 499 tendant à modifier la loi sur les pensions nationales [n° 347 du 8 juin 1956: SL 1956 - Fin. 2 A, 1960 - Fin. 5] [modifie les §§ 6 (cotisations), 20, 21 (pensions), 33 (autres prestations) et 35 (demande de pension); ajoute des §§ 22c et 31a]. (Ibid., n° 499)
- 18 juin Loi n° 500 tendant à modifier la loi sur les pensions des travailleurs [n° 395 du 8 juillet 1961: SL 1961 - Fin. 4] [modifie les §§ 1er (obligation d'organiser un régime de pensions), 4 (droit à pension), 6, 7, 7a, 8, 8a (montant de la pension) et 12 (répartition des responsabilités et des frais); ajoute des §§ 4c et 7c]. (Ibid., n° 500)
- 18 juin Loi n° 501 tendant à modifier la loi sur la pension des travailleurs occupés sous le régime de contrats de travail de courte durée [n° 134 du 9 fév. 1962] [modifie les §§ 1er, 4, 7 et 9]. (Ibid., n° 501)
- 18 juin Loi n° 502 tendant à modifier la loi sur la pension des exploitants agricoles [n° 467 du 14 juillet 1969: SL 1969 - Fin. 2] [modifie les §§ 6, 8 et 19]. (Ibid., n° 502)

FINLANDE (suite)

- 18 juin Loi n° 503 tendant à modifier la loi sur la pension des travailleurs indépendants [n° 468 du 14 juillet 1969] [modifie les §§ 5, 7 et 17]. (Ibid., n° 503)
- 18 juin Loi n° 504 tendant à modifier la loi sur les pensions des marins [n° 72 du 26 janv. 1956: SL 1956 - Fin. 1, 1961 - Fin. 3] [modifie les §§ 16a et 20; ajoute un § 15d]. (Ibid., n° 504)
- 18 juin Loi (n° 505) tendant à modifier la loi sur l'assurance-maladie [n° 364 du 4 juillet 1963] [modifie le § 15; ajoute un § 28a]. (Ibid., n° 505)
- 18 juin Loi n° 510 tendant à modifier le § 6 de la loi sur l'emploi [n° 331 du 28 juin 1963]. (Ibid., n° 510)
- 18 juin Loi n° 511 tendant à modifier la loi sur la pension des exploitants agricoles [n° 467 du 14 juillet 1969: SL 1969 - Fin. 2] [modifie les §§ 6, 8, 10 et 13]. (Ibid., n° 511)
- 18 juin Loi n° 512 tendant à modifier la loi sur l'assurance-accidents [n° 608 du 20 août 1948: SL 1948 - Fin. 4 A, 1950 - Fin. 2 A] [modifie le § 57: assurance volontaire]. (Ibid., n° 512)
- 18 juin Ordonnance n° 514 tendant à modifier l'ordonnance sur la pension des travailleurs [n° 183 du 23 fév. 1962] [modifie les §§ 1er, 2, 3a, 8, 11, 12 et 15]. (Ibid., n° 514)
- 18 juin Ordonnance n° 515 tendant à modifier l'ordonnance sur la pension des travailleurs occupés sous le régime de contrat de courte durée [n° 184 du 23 fév. 1962] [abroge le § 17; modifie les §§ 1er, 6, 11, 13 et 18]. (Ibid., n° 515)
- 18 juin Ordonnance n° 516 tendant à modifier l'ordonnance sur la pension des exploitants agricoles [n° 667 du 7 nov. 1969] [modifie les §§ 8, 11, 16 et 17]. (Ibid., n° 516)
- 18 juin Ordonnance n° 517 tendant à modifier l'ordonnance sur la pension des travailleurs indépendants [n° 668 du 7 nov. 1969] [modifie les §§ 8, 11 et 15]. (Ibid., n° 517)
- 2 juillet Loi n° 575 tendant à modifier la loi sur les brevets [n° 550 du 15 déc. 1967] [modifie les §§ 25 et 72]. (Ibid., n° 575)
- 11 août Arrêté du Conseil des ministres n° 637 sur l'examen médical des travailleurs prévu au § 44 de la loi sur la protection du travail [n° 299 du 28 juin 1958: SL 1958 - Fin. 1] [abroge l'arrêté du Conseil des ministres (n° 232) du 3 mai 1961: SL 1961 - Fin. 1, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 637)
- 18 août Règlement n° 645 relatif à l'entretien des lieux de travail dans le secteur public [abroge le règlement n° 194 du 30 mars 1966, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 645)
- 24 sept. Ordonnance n° 696 sur les explosifs [abroge l'ordonnance (n° 93) du 7 mars 1925, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 696)
- 29 oct. Loi n° 739 tendant à modifier la loi sur l'assistance-invalidité [loi n° 907 du 30 déc. 1946: SL 1946 - Fin. 7] [modifie les §§ 4, 6, 7, 17, 18 et 27; ajoute des §§ 9a, 9b, 9c, 19a, 19b, 19c et 20]. (Ibid., n° 739)

FINLANDE (suite)

- 3 déc. Loi n° 832 tendant à modifier le § 30 de la loi sur les pensions nationales [n° 347 du 8 juin 1956: SL 1956 - Fin. 2 A, 1960 - Fin. 5] [allocations exclues du revenu annuel]. (Ibid., n° 832)
- 10 déc. Loi n° 851 tendant à modifier la loi sur les pensions de l'Etat [n° 280 du 20 mai 1966] [modifie les §§ 1er, 2, 5, 6, 8, 9, 10, 15 et 18; ajoute des §§ 9a et 10a]. (Ibid., n° 851)
- 17 déc. Loi n° 872 tendant à modifier les §§ 9 et 13 de la loi sur les travailleurs indépendants [n° 468 du 14 juillet 1969]. (Ibid., n° 872)
- 17 déc. Loi n° 873 tendant à modifier le § 10 de la loi sur la pension des exploitants agricoles [n° 467 du 14 juillet 1969: SL 1969 - Fin. 2]. (Ibid., n° 873)
- 22 déc. Arrêté n° 951 du ministère des Affaires sociales et de la Santé fixant les taux sur la base desquels est déterminée la valeur en espèces des prestations en nature pour le calcul du revenu du travail annuel pris en compte aux fins de la loi sur l'assurance-accidents [abroge l'arrêté (n° 815) du 23 déc. 1970, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 951)
- 23 déc. Loi n° 946 sur l'emploi. (Ibid., n° 946) Fin. 1
- 23 déc. Loi n° 947 tendant à modifier le § 3a de la loi [du 2 juin 1959 (SL 1959 - Fin. 1) modifiée le 29 mai 1964] sur le placement. (Ibid., n° 947)
- 23 déc. Ordonnance n° 948 sur l'emploi [abroge, notamment, l'ordonnance (n° 602) du 19 sept. 1969 sur l'emploi et l'ordonnance (n° 646) du 29 déc. 1967 sur les allocations de chômage]. (Ibid., n° 948)
- 23 déc. Ordonnance n° 949 tendant à favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre. (Ibid., n° 949) Fin. 2
- 23 déc. Loi n° 956 tendant à modifier la loi [n° 608 du 20 août 1948: SL 1948 - Fin. 4 A, 1950 - Fin. 2 A] sur l'assurance contre les accidents du travail [modifie les §§ 10 à 12, 16, 20 et 48; ajoute un § 60]. (Ibid., n° 956)
- 29 déc. Arrêté n° 972 du ministère du Commerce et de l'Industrie sur les explosifs. (Ibid., n° 972)

FRANCE

- 2 fév. Décret n° 71-101 relatif aux modalités de calcul du salaire minimum de croissance applicable aux jeunes travailleurs [taux de l'abattement sur le salaire des jeunes travailleurs: 20 pour cent avant dix-sept ans; 10 pour cent entre dix-sept et dix-huit ans; non applicable à ceux qui sont liés par un contrat d'apprentissage]. ("Journal officiel", 4 fév.)
- 11 fév. Décret n° 71-125 portant règlement d'administration publique relatif à l'application des dispositions du règlement n° 543/69 du 25 mars 1969 du Conseil des communautés européennes concernant les conditions de travail dans les transports routiers [abroge le décret n° 58-1314 du 23 déc. 1958 concernant les conditions de travail dans les transports publics et privés en vue d'assurer la sécurité de la circulation routière et le décret n° 60-1383 du 17 déc. 1960 portant règlement

FRANCE (suite)

d'administration publique aux mêmes fins, ainsi que les textes pris pour son application]. (Ibid., 16 fév.)

18 mars Arrêté relatif à l'organisation et au fonctionnement des services sociaux. (Ibid., 10 avril)

25 mars Arrêté relatif au certificat de marin pêcheur qualifié [conditions de délivrance du certificat susvisé, notamment: âge, durée de navigation effective, matières de l'examen]. (Ibid., 23 avril)

7 juin Décret n° 71-463 relatif à l'exercice du commandement et des fonctions d'officier à bord des navires de pêche et aux conditions de délivrance des titres exigés. (Ibid., 19 juin)

8 juin Décret n° 71-456 modifiant et complétant l'article 158 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 [SL 1946 - Fr. 14] portant organisation de la sécurité sociale dans les mines [modifie le premier al. et ajoute un quatrième al. audit art. (pension de veuve)]. (Ibid., 17 juin)

16 juin Arrêté concernant le transport et la manutention de matières dangereuses [modifie le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses, notamment en ce qui concerne le transport du phosphore blanc]. (Ibid., 18 juillet)

18 juin Décret n° 71-488 modifiant le décret n° 65-836 du 24 septembre 1965 relatif au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, modifié par les décrets n° 67-726 du 23 août 1967, n° 69-610 du 13 juin 1969 et n° 70-688 du 30 juillet 1970 [modifie les art. 13-3° et 24-III]. (Ibid., 25 juin)

21 juin Arrêté concernant l'application du décret n° 70-1271 du 23 décembre 1970 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités d'application du régime de travail à mi-temps des fonctionnaires de l'Etat [modalités d'attribution de différentes indemnités]. (Ibid., 1er juillet)

24 juin Loi n° 71-487 modifiant l'article 44 du livre Ier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires [nouveau texte de l'art. 44]. (Ibid., 25 juin)

1er juillet Arrêté concernant le transport et la manutention des matières dangereuses [modifie le texte du règlement du 15 avril 1945 en ce qui concerne les gaz liquéfiés toxiques en citernes]. (Ibid., 28 juillet)

13 juillet Loi n° 71-561 modifiant certaines dispositions du chapitre IV bis du titre II du livre Ier du Code du travail relatives aux conventions collectives de travail ainsi que certaines dispositions du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 modifiée relatives à la procédure de médiation. (Ibid., 14 juillet) Fr. 3

13 juillet Loi n° 71-563 relative à diverses mesures en faveur des handicapés [modifie diverses dispositions du Code de la sécurité sociale; titre IV: rééducation professionnelle et aide par le travail (abroge et remplace l'art. 168 du Code de la famille et de l'aide sociale)]. (Ibid.)

16 juillet Loi n° 71-575 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. (Ibid., 17 juillet) Fr. 1

FRANCE (suite)

- 16 juillet Loi n° 71-576 relative à l'apprentissage. (Ibid.) Pr. 2
- 16 juillet Loi n° 71-577 d'orientation sur l'enseignement technologique [abroge les art. 1er et 2 du Code de l'enseignement technique]. (Ibid.)
- 16 juillet Loi n° 71-578 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles [prévoit notamment l'exonération totale ou partielle de la taxe d'apprentissage moyennant certaines conditions]. (Ibid.)
- 16 juillet Loi n° 71-586 relative à la prescription en matière salariale [notamment, abroge et remplace l'art. 2277 du Code civil (prescription par cinq ans des actions en paiement) et remplace l'art. 33 1, dernier al., et l'art. 49 du Code du travail ainsi que diverses dispositions du Code du commerce]. (Ibid.)
- 17 août Décret n° 71-693 modifiant le décret n° 67-806 du 25 sept. 1967 fixant les conditions d'attribution des allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi [nombreuses modifications]. (Ibid., 26 août)
- 27 août Arrêté relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles [octroi de ristournes aux établissements qui ont accompli un effort soutenu pour diminuer la fréquence et la gravité des accidents du travail et des maladies professionnelles; abroge l'arrêté du 8 juillet 1955 aux mêmes fins]. (Ibid., 15 sept.; rectific.: ibid., 29 sept.)
- 14 sept. Arrêté relatif au transport et à la manutention de matières dangereuses [complète l'art. 932 du règlement de 1945 (transport des peroxydes organiques)]. (Ibid., 10 oct.)
- 21 déc. Loi n° 71-1014 instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles [modifie l'art. 1er de l'ordonnance n° 45-280 du 22 fév. 1945, dans sa teneur modifiée (SL 1966 - Pr. 1); abroge l'avant-dernier alinéa de l'art. 1er de ladite ordonnance]. (Ibid., 22 déc.)
- 24 déc. Loi n° 71-1049 relative à la durée maximale du travail. (Ibid., 28 déc.) Pr. 4
- 31 déc. Loi n° 71-1131 relative aux délégués à la sécurité des ouvriers des mines et carrières [remplace ou modifie les dispositions des art. 134 à 136 et 153 à 156 et insère un art. 137a au livre II du Code du travail (SL 1928 - Pr. 8 ... 1949 - Pr. 2 B) et complète l'art. L. 242 du Code de la sécurité sociale]. (Ibid., 5 janv. 1972)
- 31 déc. Loi n° 71-1132 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [nombreuses modifications du Code de la sécurité sociale]. (Ibid.)

Nouvelle-Calédonie et dépendances

- 28 juillet Arrêté n° 1918 rendant exécutoire la délibération n° 299 du 20 juillet 1971 relative à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires territoriaux. ("Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie et dépendances", 6 août)

FRANCE (suite)

Nouvelle-Calédonie et dépendances (suite)

- 5 août Arrêté n° 2045 rendant exécutoire la délibération n° 315 du 29 juillet 1971 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes [abroge la délibération n° 79 du 2 juillet 1963 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. En annexe, nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres]. (Ibid., 13 août)
- 23 août Arrêté n° 2213 rendant exécutoire la délibération n° 335 du 11 août 1971 modifiant la délibération n° 2 du 26 décembre 1958 fixant les règles de calcul de l'indemnité journalière et des rentes en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles. (Ibid., 27 août)
- 26 août Arrêté n° 71-376/CG modifiant l'article 3 de l'arrêté n° 58-389/CG du 26 décembre 1958 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés [concerne l'ouverture du droit aux allocations prénatales]. (Ibid., 3 sept.)
- 26 août Arrêté n° 71-378/CG modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 63-046/CG du 30 janvier 1963 fixant le taux des prestations familiales pour le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [mode de calcul du taux]. (Ibid.)

Saint-Pierre-et-Miquelon

- 8 fév. Arrêté n° 156 modifiant l'arrêté n° 237 du 30 avril 1960 portant création d'un régime d'allocation aux vieux travailleurs dans le Territoire des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon [modifie les art. 6 (montant de l'indemnité mensuelle), 7 (cumul de retraites), 9 (plafond du total des ressources du bénéficiaire avec le montant de l'allocation), 14 (ouverture du droit à l'allocation) et 15 (extension de ce droit à toutes les femmes qui, sans avoir eu la possibilité de s'affilier à la Caisse de compensation, ont élevé trois enfants jusqu'à l'âge de vingt ans)]. ("Journal officiel des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon", 15 fév.)
- 8 fév. Arrêté n° 158 modifiant l'arrêté n° 885 du 26 décembre 1957 réglementant l'attribution des congés payés aux dockers du Territoire des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon et instituant une caisse de congés payés [modifie l'art. 6 relatif à la cotisation due par l'employeur à la Caisse de congés payés et abroge l'arrêté n° 125 du 31 janv. 1970 aux mêmes fins]. (Ibid.)
- 8 fév. Arrêté n° 159 fixant le taux des cotisations à verser à la Caisse de compensation d'allocations familiales du Territoire et le plafond de la rémunération à retenir pour leur calcul [de 10 pour cent à 30 pour cent des salaires payés selon les catégories de travailleurs. Abroge l'arrêté n° 172 du 15 mars 1966 aux mêmes fins]. (Ibid.)

GABON

- 4 sept. Ordonnance n° 51/71 portant modification des articles 141, 142 et 143 de la loi n° 88/61 du 4 janvier 1962 instituant un Code du travail de la République gabonaise [SL 1962 - Gab. 1] [concerne l'organisation et le fonctionnement du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale]. ("Journal officiel", 1er oct.)

GRECE

- 27 mai Décret-loi n° 890 sur les associations et les unions professionnelles. ("Efimeris tis Kyverniseos", Partie I, 28 mai) Grè. 1 A
- 27 mai Décret-loi n° 891 sur l'assistance financière accordée aux associations et unions de travailleurs. (Ibid.) Grè. 1 B
- 18 juin Décret n° 405 relatif à l'organisation, à la structure et au fonctionnement de l'Office de l'emploi. (Ibid. 21 juin)
- 14 juillet Décret-loi n° 941 portant modification de certaines dispositions du Code des employés [horaire de travail]. (Ibid., 21 juillet)
- 12 oct. Décret-loi n° 1004 relatif à la profession de journaliste. (Ibid., 12 oct.)
- 11 nov. Décret-loi n° 1037 concernant l'horaire des établissements commerciaux et la durée du travail de leur personnel. (Ibid., 17 nov.)

GUATEMALA

- 7 janv. Décret ministériel n° 1-71 portant règlement relatif à la procédure d'engagement des travailleurs étrangers et au contrôle des autorisations nécessaires. ("El Guatemalteco", 12 janv.)
- 1er mars Décret n° 12-71 tendant à promulguer la loi sur la promotion des petites entreprises [système spécial de crédit]. (Ibid., 5 mars)

GUYANE

- 3 mars Règlement n° 1 de 1971 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale pour les travailleurs indépendants. ("Official Gazette", 6 mars)
- 18 juin Loi n° 9 de 1971 modificatrice sur les pensions des enseignants. (Ibid., 19 juin)
- 14 sept. Règlement n° 16 de 1971 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale (marins et pêcheurs à la part). (Ibid., 18 sept.)
- 14 sept. Règlement modificateur n° 17 de 1971 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale (prestations) [modifie le règlement de 1969 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale (prestations)]. (Ibid.)
- 31 déc. Loi n° 24 de 1971 sur les pensions d'Etat. (Ibid., 31 déc.) Guy. 1

HAITI

- 14 janv. Constitution de la République d'Haiti [texte de 1964 amendé; titre II: des droits; titre IX: du régime social]. ("Le Moniteur", 25 fév.)

HONDURAS

- 12 fév. Décret n° 118 concernant l'interprétation de l'art. 3 de la loi sur l'assurance sociale [SL 1957 - Hond. 4] [personnes réputées être des travailleurs aux fins dudit article]. ("La Gaceta", 18 mars)
- 22 mars Décret n° 138 portant loi sur les retraites et pensions des employés et fonctionnaires du Pouvoir exécutif. (Ibid., 7 avril)
- 30 avril Décret n° 103 portant loi sur le salaire minimum. (Ibid., 3 juin) Hon. 1
- 15 mai Décision n° 68 du Président de la République portant règlement d'application de la loi sur l'assurance sociale [SL 1957 - Hond. 4] [abroge la décision n° 1-62 du Comité directeur de l'Institut, en date du 22 fév. 1962, approuvée par la décision n° 51 du 23 fév. 1962]. (Ibid., 8, 9 et 10 juin)
- 17 déc. Décret n° 193 portant règlement d'application de la loi sur l'assurance sociale [SL 1957 - Hond. 4] [abroge le décret n° 68 du 15 mai 1971]. (Ibid., 16 fév. 1972)

HONGRIE

- 16 mars Ordonnance n° 1 du ministre de la Santé tendant à donner effet à l'ordonnance gouvernementale n° 45 du 4 nov. 1970 sur l'augmentation annuelle régulière des pensions de vieillesse, et à d'autres fins. ("Magyar Közlöny", 16 mars)
- 20 mars Ordonnance n° 2 du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation concernant les mesures d'encouragement et les conditions offertes aux experts débutants travaillant dans les établissements agricoles d'Etat et l'octroi d'allocations permettant de procurer des experts aux coopératives agricoles [abroge l'ordonnance n° 10/1967 du ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture]. (Ibid., 20 mars)
- 1er avril Ordonnance n° 7 du ministre du Travail déterminant le montant de base de la rémunération individuelle des ouvriers et des employés (toutes catégories) [abroge les ordonnances nos 113/1967, 103/1964, 101/1965, 111/1967, 6/1969 et 28/1967 du ministre du Travail]. (Ibid., 1er avril)
- 3 avril Ordonnance n° 9 du ministre du Travail concernant la classification des entreprises [abroge les ordonnances nos 123/1963, 114/1967 et 9/1970 du ministre du Travail]. (Ibid., 3 avril)
- 8 avril Ordonnance n° 10 du ministre du Travail tendant à modifier l'ordonnance n° 14 du 20 nov. 1970 [SL 1970 - Hong. 1] du ministre du Travail sur les négociations collectives. (Ibid., 8 avril)
- 28 avril Arrêté gouvernemental n° 1014 établissant certains principes généraux applicables aux méthodes de perfectionnement des travailleurs [abroge l'arrêté n° 1043, pris en Conseil des ministres, en date du 30 mai 1956]. (Ibid., 28 avril)

HONGRIE (suite)

- 29 avril Décret n° 11 du ministre du Travail concernant certaines dispositions complémentaires relatives aux relations de travail. (Ibid., 29 avril) Hong. I A
- 22 mai Ordonnance n° 15 du ministre du Logement et de la Construction publique et du ministre du Travail concernant la rémunération des travailleurs mis à pied pendant la saison d'hiver, notamment les travailleurs du bâtiment [abroge l'ordonnance n° 4 du 20 mars 1970 du ministre du Logement et de la Construction publique]. (Ibid., 22 mai)
- 12 juin Ordonnance n° 10 du ministre de la Métallurgie et des Constructions mécaniques fixant le salaire de base des travailleurs manuels et des employés. (Ibid., 12 juin)
- 12 juin Ordonnance n° 15 du ministre du Travail et du ministre du Commerce intérieur fixant le salaire de base des travailleurs manuels et des employés [abroge les ordonnances du ministre du Commerce intérieur nos 50/1967 (point 3) et 48/1967]. (Ibid.)
- 24 juin Ordonnance n° 1 du ministre du Commerce intérieur concernant la formation professionnelle dans le commerce et le secteur alimentaire [abroge les ordonnances suivantes du ministre du Commerce intérieur: 77/1962, 41/1963, 92/1964, 99/1965, 100/1965, 14/1966, 23/1966, 61/1966, 79/1966, 12/1967, 17/1967, 56/1967, 17/1969 et 3/1970]. (Ibid., 24 juin)
- 24 juin Ordonnance n° 2 du ministre du Commerce intérieur portant application de l'ordonnance n° 7 du ministre du Travail en date du 1er avril 1971, fixant la rémunération individuelle de base des ouvriers et des employés [abroge les ordonnances nos 48/1966 et 47/1967 du ministre du Commerce intérieur]. (Ibid.)
- 29 juin Ordonnance n° 5 du ministre de l'Industrie lourde fixant la rémunération de base des travailleurs occupés dans les entreprises [abroge les ordonnances du ministre de l'Industrie lourde nos 65/1960, 10/1962, 14/1962, 18/1962, 49/1962, 40/1963, 55/1963, 14/1966 et 18/1966]. (Ibid., 29 juin)
- 30 juin Ordonnance n° 10 du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation fixant le salaire de base des travailleurs manuels et des employés [abroge les ordonnances du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation nos 40/1967 et 45/1967]. (Ibid., 30 juin)
- 7 juillet Ordonnance n° 16 du ministre du Travail et du ministre des Transports et Communications prescrivant les conditions de travail et de salaire des conducteurs de véhicules à moteur [abroge l'ordonnance n° 113/1968 du ministre du Travail et du ministre des Transports et Communications]. (Ibid., 7 juillet)
- 14 juillet Arrêté gouvernemental n° 1031 modifiant l'arrêté gouvernemental n° 1045 du 17 oct. 1970, concernant les procédures de fixation des règlements de travail dans les établissements agricoles d'Etat et certaines branches de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. (Ibid., 14 juillet)

HONGRIE (suite)

- 2 oct. Loi n° III sur les coopératives agricoles [création et formation de coopératives, approbation de leurs statuts, autogestion, assemblée générale, fusion de coopératives, scission, transformation et liquidation, contrats de travail]. (Ibid., 2 oct.)
- 2 oct. Ordonnance gouvernementale n° 30 pour l'application de la loi n° III/1971 sur les coopératives agricoles [abroge les ordonnances gouvernementales suivantes: nos 36/1961, 27/1968, 1003/1969, 1030/1969, 2005/1969, 2023/1969 et 11/1971]. (Ibid.)
- 13 oct. Ordonnance n° 12 du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation prescrivant les salaires, les suppléments de salaire et la durée du travail des personnes travaillant dans des coopératives agricoles et des associations de coopératives agricoles [abroge les ordonnances du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation nos 15/1968, 2/1970, 18/1970, 6/1967 et la loi n° III/1967 sur les coopératives agricoles]. (Ibid., 13 oct.)

INDE

- 13 fév. Ordonnance n° 3 modifiant de nouveau la loi de 1948 sur le Fonds de prévoyance et le plan d'octroi de primes en faveur des personnes occupées dans les mines de charbon et la loi de 1952 [SL 1952 - Inde 2] sur la Caisse de prévoyance des salariés. [nombreuses modifications de détail - insère une nouvelle annexe 2]. Ordonnance modificatrice de 1971 de la législation sur le Fonds de prévoyance en faveur des travailleurs. ("Labour Gazette", avril)
- 1er mars G.S.R. n° 299: Régime des pensions pour les familles des travailleurs des mines de charbon, pris en application de la loi (n° 46) de 1948 instituant un fonds de prévoyance dans les mines de charbon et des régimes de pensions et d'allocations pour les familles des travailleurs. ("Gazette of India", partie II, sect. 3 (i), 1er mars)
- 4 mars G.S.R. n° 315: Régime des pensions pour les familles des salariés, pris en application de la loi de 1952 [SL 1952 - Inde 2 A] instituant une caisse de prévoyance pour les salariés. (Ibid., 4 mars)
- 23 avril Loi n° 16 tendant à modifier de nouveau la loi de 1948 sur la Caisse de prévoyance et les régimes de gratifications dans les mines de charbon et la loi de 1952 sur les caisses de prévoyance des salariés [SL 1952 - Inde 2 A] [diverses modifications, notamment insère une nouvelle annexe 2 dans la loi sur les mines de charbon (régime des pensions des familles dans les mines de charbon) et une nouvelle annexe III dans la loi sur les caisses de prévoyance (régime des pensions des familles)]. Loi modificatrice de 1971 sur les caisses de prévoyance des travailleurs. (Ibid., sect. 1, 23 avril)
- 12 mai G.S.R. n° 732 tendant à modifier de nouveau les règles de 1946 du gouvernement central relatives à l'emploi dans l'industrie (règlements intérieurs), en vertu de la loi (n° 20 de 1946) sur l'emploi dans l'industrie (règlements intérieurs) [SL 1946 - Inde 2] [notamment insère une annexe IA: Règlement intérieur type pour les établissements industriels dans les mines de charbon (classification des travailleurs, paiement des salaires, travail par postes, congés, cessation de la relation de travail, arrêt du travail sur l'initiative de l'employeur, discipline du

INDE (suite)

travail, etc.)]. Règles modificatrices de 1970 du gouvernement central sur l'emploi dans l'industrie (règlements intérieurs). (Ibid., sect. 3 (i), 22 mai)

4 déc. Loi n° 42 portant dispositions spéciales visant à assurer la sécurité et l'intérêt publics, la défense de l'Inde et la protection civile ainsi que le jugement de certaines infractions et tendant à des fins connexes [chap. IV: emploi de personnel technique dans le service national, y compris la composition, les pouvoirs et les procédures des tribunaux du travail compétents (Tribunal du service national)]. Loi de 1971 sur la défense de l'Inde. (Ibid., sect. 1, 4 déc.)

--- Règles sur la défense de l'Inde édictées en vertu de la loi n° 42 de 1971 aux mêmes fins [art. 68: fabrication et transport d'explosifs et d'autres matières dangereuses; 70: mesures tendant à empêcher les "hartals" dans les lieux de travail (hartal: cessation du travail qui n'est pas causée par un différend du travail); 85-87: emploi à bord des navires indiens; 110-111: faculté d'effectuer un travail à terre; 113: contrôle de l'agriculture; 114: contrôle général de l'industrie; 118: annulation des grèves et lock-out; 119: services essentiels (interdiction de cesser le travail)]. (Ibid., sect. 3 (i), 5 déc.)

8 déc. Loi n° 45 tendant à modifier de nouveau la loi de 1947 [SL 1947 - Inde 1 ... 1965 - Inde 1] sur les différends du travail [modifie les art. 2, 25 PFF, 33, 36 et la première annexe; insère un art. 11 A]. Loi modificatrice de 1971 sur les différends du travail. (Ibid., 9 déc.)

30 déc. S.O. n° 5596: Plan concernant les lésions corporelles (cas urgents). (Ibid., sect. 3 (ii), 30 déc.)

30 déc. S.O. n° 5597: Règlement relatif aux lésions corporelles (cas urgents), édicté en application du plan de 1971 aux mêmes fins. (Ibid.)

Bengale occidentale

--- Loi n° 8 portant nouvelle modification de la loi de 1947 [SL 1965 - Inde 1] sur les différends du travail, dans son application à l'Etat du Bengale occidental [insère des art. 25 PFA et 30 A: préavis en cas de fermeture de l'entreprise]. Loi modificatrice de 1971 sur les différends du travail (Bengale occidentale). (Ibid., partie II, sect. 1, 28 août)

Maharashtra

18 juin Département de l'industrie et du travail n° MWA 2566/107639 - Lab. III: Modification de la loi de 1948 (n° XI de 1948) [SL 1948 - Inde 2 ... 1957 - Inde 1 A] sur le salaire minimum, dans son application à l'Etat du Maharashtra [liste révisée des catégories d'emploi et des taux de salaire minimum pour les travailleurs manuels, y compris les adolescents, les enfants et les apprentis, applicables notamment dans l'industrie du coton]. ("Maharashtra Government Gazette", partie I-L, 1er juillet)

INDE (suite)

Maharashtra (suite)

Loi n° XVI modifiant de nouveau la loi de 1953 tendant à instituer un fonds pour le bien-être des travailleurs dans l'Etat de Bombay [modifie les art. 2 à 4, 6, 12, 14, 18 et 19]. Loi modificatrice de 1970 sur le Fonds pour le bien-être des travailleurs dans l'Etat de Bombay. (Ibid., 3 mars)

Pendjab

Ordonnance n° XIII prévoyant l'établissement d'économats dans certaines fabriques du Pendjab. Ordonnance de 1971 sur les économats du Pendjab [établissement et fonctionnement d'économats]. ("Pundjab Gazette", 3 juillet)

Tamil Nadu

23 avril
Loi n° 16 portant nouvelle modification de la loi de 1948 sur la Caisse de prévoyance et les programmes de gratifications dans les mines de charbon ainsi que de la loi de 1952 [n° XIX: SL 1952 - Inde 2 A] sur les caisses de prévoyance des salariés [notamment, modifie les annexes II et III]. Loi modificatrice de 1971 sur la législation relative aux caisses de prévoyance des travailleurs. ("Tamil Nadu Government Gazette", partie IV, sect. 2, 7 juillet)

IRAK

12 janv.
Loi n° 3 de 1971 sur la protection des droits d'auteur [abroge la loi ottomane sur les droits d'auteur]. ("Al-ouqa'ou al-Iraqiya", 21 janv.)

IRLANDE

11 fév.
Règlement sur les conditions d'emploi (industrie des valves de radiateur) [prévoit une dérogation en application de l'art. 46 de la loi de 1936 (SL 1936 - Irl. 1, 1944 - Irl. 2) aux conditions d'emploi, permettant l'emploi des femmes, entre 8 h et minuit, à des travaux d'assemblage et d'emballage de valves de radiateur]. ("Statutory Instruments", n° 53)

12 fév.
Arrêté concernant les mines et les carrières (notification des maladies) [annexe: Liste des maladies professionnelles notifiables]. (Ibid., n° 61)

10 mars
Règlement modificateur sur la prévoyance sociale (prestations faisant double emploi) [modifie les art. 12 et 15 (1) d) du règlement de 1953 à 1970 sur la prévoyance sociale (prestations faisant double emploi)]. (Ibid., n° 87)

14 juillet
Loi n° 16 tendant à modifier les lois de 1908 à 1970 [SL 1924 - Irl. 3 ... 1960 - Irl. 1 A] sur les pensions de vieillesse, les lois de 1933 à 1970 sur l'assistance-chômage, les lois de 1935 à 1970 [SL 1935 - Irl. 1 ... 1952 - Irl. 1] sur les pensions des veuves et orphelins et les lois de 1952 à 1970 [SL 1952 - Irl. 1, 1960 - Irl. 1] sur la prévoyance sociale et à en élargir la portée. Loi de 1971 sur la prévoyance sociale.

IRLANDE (suite)

- 27 juillet Loi n° 20 modifiant et élargissant le champ d'application de la loi de 1967 [SL 1967 - Irl. 1] sur les indemnités de réduction du personnel et tendant à des fins connexes. Loi de 1971 sur les indemnités de réduction du personnel.
- 19 août Règlement sur les carrières (explosifs) [notamment, mesures de sécurité]. (Ibid., n° 237)
- 19 août Règlement sur les mines (locomotives) [diverses mesures de sécurité]. (Ibid., n° 238)
- 14 déc. Règlement concernant les machines dangereuses (formation et surveillance des personnes) (Ibid., n° 336)

ISLANDE

- 24 déc. Loi n° 87 sur les congés [remplace certaines dispositions de la loi n° 16 du 26 fév. 1943 (SL 1943 - Isl. 1) concernant les congés rémunérés].

ITALIE

- 4 janv. Décret du Président de la République n° 36 portant détermination des travaux faciles pouvant être confiés à des enfants âgés de quatorze ans révolus, au sens de l'art. 4 de la loi n° 977 du 17 octobre 1967 [SL 1967 - It. 1] sur la protection du travail des enfants et des adolescents. ("Gazzetta Ufficiale", 15 mars)
- 12 fév. Décret ministériel portant liste des industries insalubres dont traite l'art. 216 du texte unique de la législation sanitaire [abroge et remplace la liste publiée avec le décret du 12 juillet 1912 et ses modifications successives]. (Ibid., 12 mars)
- 17 fév. Loi n° 127 modifiant le décret législatif n° 1577 du 14 décembre 1947, dans sa teneur modifiée par la loi n° 285 du 8 mai 1949 et ratifié avec des modifications ultérieures par la loi n° 302 du 2 avril 1951 portant dispositions relatives à la coopération [nombreuses modifications]. (Ibid., 6 avril)
- 25 fév. Loi n° 124 portant extension au personnel masculin de l'exercice de la profession d'infirmier, organisation des études correspondantes et dispositions transitoires concernant la formation du personnel prêtant une assistance directe. (Ibid., 3 avril)
- 3 mars Loi n° 153 sur les initiatives en matière scolaire, d'assistance scolaire et de formation et de perfectionnement professionnels devant être prises à l'étranger en faveur des travailleurs italiens et des membres de leur famille. (Ibid., 19 avril)
- 19 mai Loi n° 403 portant nouvelles dispositions relatives à la profession et à l'emploi des masseurs et masseuses kinésithérapeutes aveugles. (Ibid., 30 juin)
- 5 juin Sentence n° 174 de la Cour constitutionnelle déclarant inconstitutionnel le premier paragraphe de l'article 11 de la loi n° 604 du 15 juillet 1966 établissant des normes applicables au licenciement individuel [SL 1966 - It. 1] dans la mesure où il exclut de l'application des articles 2 et 5 de ladite loi les travailleurs âgés de plus de soixante-cinq ans qui ne remplissent pas les conditions

ITALIE (suite)

- légales ouvrant droit à pension de vieillesse. (Ibid., 21 juillet)
- 7 juin Décret ministériel portant dispositions relatives à l'octroi de l'indemnité spéciale de chômage prévue à l'art. 8 de la loi n° 115 du 5 novembre 1968 [l'indemnité sera payée nonobstant de brèves périodes de travail (15 jours au maximum)]. (Ibid., 25 juin)
- 28 juin Sentence n° 156 de la Cour constitutionnelle déclarant inconstitutionnel l'article 7, deuxième alinéa, de la loi n° 741 du 14 juillet 1959 portant dispositions transitoires tendant à garantir aux travailleurs des conditions minimums de salaire et de travail [SL 1959 - It. 3] dans la mesure où il exclut que des minimums économiques ne correspondant pas à un salaire suffisant ne confèrent pas au juge ordinaire les pouvoirs prévus par l'article 36 de la Constitution [SL 1947 - It. 5 (extraits)], ainsi que l'article unique du décret du Président de la République n° 1326 du 11 septembre 1960 et tous les articles uniques des décrets du Président de la République ayant force de loi, pris en vertu des articles 1 à 7 de la loi n° 741 du 14 juillet 1959, tendant aux mêmes fins. (Ibid., 14 juillet)
- 28 juin Sentence n° 160 de la Cour constitutionnelle déclarant inconstitutionnelles certaines dispositions de l'article 10, premier alinéa, du décret-loi n° 636 du 14 avril 1939 [SL 1939 - It. 1] modifiant les dispositions concernant les assurances obligatoires en cas d'invalidité et de vieillesse, de tuberculose et de chômage involontaire, modifié et converti en loi n° 1272 du 6 juillet 1939, aux mêmes fins [SL 1939 - It. 2]. (Ibid.)
- 1er juillet Décret ministériel complétant la liste des catégories de travailleurs hautement spécialisés dont traite l'art. 34 de la loi n° 300 du 20 mai 1970 [SL 1970 - It. 2] [industries du papier, de l'hôtellerie et du spectacle]. (Ibid., 24 juillet)
- 29 oct. Loi n° 889 portant dispositions en matière de prévoyance pour le personnel affecté aux services publics de transport [le régime de prévoyance susvisé remplace l'assurance générale obligatoire en cas d'invalidité, de vieillesse et de survivants, prévue par la loi n° 1827 du 4 oct. 1935 (SL 1935 - It. 5) et ses modifications successives; modification ou abrogation de diverses autres dispositions législatives]. (Ibid., 6 nov.; rectific.: ibid., 29 nov.)
- 9 nov. Décret du Président de la République n° 1372 portant règlement d'exécution de la loi n° 591 du 13 août 1969 concernant la réduction de la durée du travail du personnel des chemins de fer de l'Etat [durée normale du travail ordinaire: 40 heures par semaine, réparties sur cinq jours. Dispositions détaillées concernant la durée du travail et du repos journaliers, le repos hebdomadaire, le travail nocturne, le travail par postes, etc.]. (Ibid., 14 mars 1972)
- 30 déc. Loi n° 1204 sur la protection des travailleuses mères (Ibid., 18 janv. 1972) It. 1
- 31 déc. Décret du Président de la République n° 1403 portant réglementation de l'obligation des assurances sociales à l'égard des travailleurs domestiques ainsi que du personnel d'entretien de locaux [abroge la loi n° 35 du 18 janv. 1952 (SL 1952 - It. 1), les dispositions du titre III de la loi n° 860 du 26 août 1950 (SL 1950 - It. 2) relatives aux

ITALIE (suite)

travailleuses domestiques, l'art. 2 c) du texte codifié approuvé par décret n° 797 du 30 mai 1955 (SL 1955 - It. 2) et l'art. 40 (4) du décret-loi n° 1827 du 4 oct. 1935]. (Ibid., 10 avril 1972)

31 déc. Décret du Président de la République n° 1420 portant dispositions en matière d'assurance obligatoire invalidité, vieillesse et survivants gérée par l'Organisme national de prévoyance et d'assistance en faveur des travailleurs du spectacle [ladite assurance est régie, notamment, par les dispositions du décret-loi n° 1827 du 4 oct. 1935 sur la prévoyance sociale et de ses modifications ultérieures (SL 1935 - It. 5 ... 1947 - It. 2 B). Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées]. (Ibid., 5 mai 1972)

31 déc. Décret du Président de la République n° 1432 concernant la réorganisation de la continuation volontaire de l'assurance obligatoire invalidité, vieillesse et survivants et de protection contre la tuberculose [nombreuses abrogations]. (Ibid., 22 mai 1972)

JORDANIE

16 nov. Loi n° 67 portant Code du travail [abroge la loi n° 21 du 14 mai 1960 (SL 1960 - Jor. 1) portant Code du travail et la loi n° 2 du 2 janv. 1965 (SL 1965 - Jor. 1) tendant à modifier le Code du travail].

KENYA

9 août Loi n° 22 du Parlement modifiant la loi de 1965 sur les différends du travail [du 4 juin 1965: SL 1965 - Kenya 1] et tendant à des fins incidentes et connexes [modifie, notamment, les art. 2: définition des expressions "grève" et "différend du travail", et 5: étude des dossiers et mesures prises par le ministre. Insère un titre IIa: enregistrement des conventions collectives (nouv. art. 8A à 8D). Remplace l'art. 9: tribunal du travail. Insère un art. 9A: réintégration des salariés congédiés et un art. 18A: grèves et lock-out illicites, secteur public, etc. Insère une nouvelle clause conditionnelle remplaçant l'art. 23 (1): appels]. Loi modificatrice de 1971 sur les différends du travail. ("Kenya Gazette", 10 août)

5 oct. Avis législatif n° 210 portant règlement de 1971 concernant les fonctionnaires de l'Etat. (Ibid., 9 oct.)

LAOS

10 sept. Loi n° 71/11 portant Code du travail, promulguée par ordonnance royale n° 499 du 1er décembre 1971. Laos 1

LIBAN

27 janv. Décret n° 457 fixant le pourcentage des cotisations dues par le patron et par les salariés pour la branche de l'assurance-maladie et maternité [cotisation patronale: 5,5 pour cent; cotisation ouvrière: 1,5 pour cent]. ("Al-jarida al-rasmiya", 4 fév.)

LIBAN (suite)

- 4 fév. Décret n° 595 fixant le taux de participation des personnes assurées au coût des soins médicaux, en application des dispositions de l'article 20, paragraphe 1, de la loi relative à la sécurité sociale [taux de participation égal à 30 pour cent du coût des soins médicaux]. (Ibid., 22 fév.)

LIECHTENSTEIN

- 27 janv. Ordonnance sur la prévention des accidents dans les travaux de construction. ("Liechtensteinisches Landesgesetzblatt", 1er mars)
- 27 janv. Ordonnance sur la prévention des accidents dans les travaux d'extraction et le traitement de la pierre, du gravier, du sable et de matériaux analogues dans les exploitations au jour. (Ibid., 2 mars)
- 27 janv. Ordonnance sur la prévention des accidents dans les travaux de sautage. (Ibid., 3 mars)
- 30 mars Ordonnance sur la durée du travail des fonctionnaires et employés de l'Etat [durée du travail normale: 43 heures 3/4 par semaine. Remplace l'ordonnance du 8 juin 1964, aux mêmes fins]. (Ibid., 20 avril)
- 4 mai Ordonnance tendant à modifier l'ordonnance [du 16 mai 1966] sur les congés payés dans les entreprises commerciales et industrielles [modifie les art. 2, 3 al. 4, et 6]. (Ibid., 25 mai)
- 1er juin Ordonnance tendant à modifier l'ordonnance [du 16 mai 1966] sur les congés payés dans les entreprises commerciales et industrielles [modifie l'art. 3, al. 3]. (Ibid., 29 juin)

LUXEMBOURG

- 28 janv. Loi ayant trait à l'octroi d'un salaire de compensation en cas de chômage dû aux intempéries hivernales. (Mémorial, recueil A, 30 janv.)
- 22 juin Règlement grand-ducal portant déclaration d'obligation générale du contrat collectif pour l'industrie du bâtiment conclu le 24 novembre 1970 entre la fédération des entrepreneurs de nationalité luxembourgeoise et le groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics, d'une part, et la commission syndicale des contrats, d'autre part [en annexe: texte du contrat collectif]. (Ibid., 30 juin)
- 12 nov. Loi portant réforme du règlement légal du louage de services des employés privés [modifie ou complète diverses dispositions de la loi du 7 juin 1937 (SL 1937 - Lux. 1), modifiée par la loi du 20 avril 1962 (SL 1962 - Lux. 1) (texte coordonné) aux mêmes fins (notamment: art. 3 (définition de l'employé privé), 6 (durée du travail), 22 et 23 (cessation du contrat), 24 (délégations d'employés), 26 (tribunal arbitral) et 31 (sanctions)); abroge la phrase finale de l'al. 1er de l'art. 22 de ladite loi, ainsi que le règlement grand-ducal du 28 oct. 1964 concernant la réglementation de la durée du travail des employés privés]. (Ibid., 17 nov.)

LUXEMBOURG (suite)

- 12 nov. Texte coordonné comprenant les lois portant règlement légal du louage de services des employés privés. (Ibid., 1er déc.; rectific.: ibid., 9 déc.)

REPUBLIQUE MALAGASY

- 23 mars Arrêté n° 1124-MT modifiant le tableau n° 45 de la liste des maladies professionnelles [hépatites virales et autres maladies infectieuses]. ("Journal officiel", 3 avril)

MALAWI

- 17 oct. Notification gouvernementale n° 256 portant règlement de 1971 sur la sécurité dans les mines. ("Malawi Government Gazette", 1er nov.)
- 11 déc. Notification gouvernementale n° 285 portant règlement de 1972 sur les explosifs [dispositions sur la sécurité]. (Ibid., 31 déc.)

MALI

- 22 nov. Décret n° 148 PG-RM fixant les modalités de gestion et de financement du fonds social des entreprises nationales [créé par l'ordonnance n° 23 CMLN du 11 avril 1969]. ("Journal officiel", 15 oct.)

MALTE

- 15 oct. Loi n° XXVI portant nouvelle modification de la loi de 1956 sur l'assurance nationale. Loi modificatrice de 1971 sur l'assurance nationale. ("Government Gazette", 15 oct.)

MAROC

- 10 mai Arrêté du ministre de l'Enseignement secondaire, technique, supérieur et de la formation des cadres n° 769-70 portant organisation d'un certificat de qualification professionnelle [en annexe, tableau des options (spécialité: bâtiment)]. ("Bulletin officiel", 19 mai)
- 12 oct. Loi n° 003-71 complétant le dahir n° 1-61-116 du 29 octobre 1962 relatif à la représentation du personnel dans les entreprises [SL 1962 - Mar. 1] [ajoute un art. 9 bis relatif au nombre des délégués]. (Ibid., 20 oct.)
- 12 oct. Loi n° 005-71 relative à la protection contre les rayonnements ionisants. (Ibid.)
- 12 oct. Arrêté du ministre du Travail, des Affaires sociales, de la Jeunesse et des Sports n° 012-71 modifiant l'arrêté du ministre délégué au Travail et aux Affaires sociales n° 117-63 du 26 décembre 1962 déterminant les modalités du scrutin, la procédure électorale, le contentieux du droit d'électorat et de la régularité des opérations électorales relatives à l'élection des délégués du personnel [abroge et remplace les art. 1er, 5, 9, 13 et 25 (1er et 4e al.)]. (Ibid., 17 nov.)

MAROC (suite)

30 déc. Loi n° 011-71 instituant un régime de pensions civiles [abroge les dahirs des 3 mars 1930, 12 mai 1950, 15 juin 1954, 4 déc. 1954, les arrêtés viziriels des 14 mai 1950 et 15 déc. 1951 et le décret n° 2-61-080 du 31 mai 1961, tels que modifiés et complétés]. (Ibid., 31 déc.)

MAURICE (ILE)

29 juin Loi n° 33 portant nouvelle modification de l'ordonnance de 1963 sur la terminaison des contrats de travail. Loi modificatrice de 1971 sur la terminaison des contrats de travail.

26 nov. Loi n° 46 tendant à modifier de nouveau l'ordonnance de 1945 sur les sociétés coopératives. Loi modificatrice de 1971 sur les sociétés coopératives. ("Government Gazette of Mauritius", 29 nov.)

8 déc. Loi n° 49 tendant à modifier l'ordonnance de 1965 sur les différends du travail. Loi modificatrice de 1971 sur les différends du travail. (Ibid., 8 déc.) I.M. 1

17 déc. Loi n° 52 tendant à modifier l'ordonnance de 1961 portant réglementation des salaires et des conditions d'emploi [augmentation des sanctions à l'égard de l'employeur qui n'observe pas l'arrêté sur la réglementation des salaires]. Loi modificatrice de 1971 sur la réglementation des salaires et des conditions d'emploi. (Ibid., 18 déc.)

MAURITANIE

5 août Loi n° 71-206 modifiant la loi n° 67-169 du 18 juillet 1967 portant statut général de la Fonction publique [nombreuses modifications concernant, entre autres, la classification des emplois, le droit syndical et la formation des fonctionnaires]. ("Journal officiel", 25 août)

5 août Loi n° 71-207 relative à l'exercice du droit de grève des fonctionnaires. [L'exercice du droit de grève par les fonctionnaires doit être précédé d'un préavis émanant du syndicat professionnel représentatif sur le plan national. En aucun cas l'exercice du droit de grève ne peut s'accompagner d'occupation des lieux du service ou de leurs abords immédiats. L'absence de service par suite de cessation concertée du service entraîne une réduction proportionnelle du traitement de base, etc.]. (Ibid.)

28 août Décret n° 71-253 fixant les attributions du ministre de la Fonction publique et du Travail et l'organisation de l'administration centrale de son département. (Ibid., 29 sept.)

MEXIQUE

16 mars Loi fédérale sur la réforme agraire [livre IV: redistribution de la propriété agraire; livre V: procédures agraires. Abroge le Code agraire du 31 déc. 1942]. ("Diario Oficial", 16 avril)

MONACO

- 27 avr 1 Arrêté ministériel n° 71-143 fixant le nombre maximum de salariés susceptibles de bénéficier au cours d'une année des congés non rémunérés prévus par la loi n° 898 du 15 décembre 1970 [le nombre de salariés susceptibles, dans chaque établissement, de bénéficier de ces congés destinés à favoriser l'éducation ouvrière ou la formation syndicale est fonction du nombre de salariés qui y sont employés]. ("Journal de Monaco", 14 mai)
- 14 juin Arrêté ministériel n° 71-198 modifiant l'arrêté ministériel n° 64-053 du 18 février 1964 fixant les taux minima des salaires des jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans et non liés par contrat d'apprentissage [taux minima égaux aux salaires correspondants des adultes réduits de 20 pour cent pour les travailleurs âgés de moins de dix-sept ans et de 10 pour cent pour les travailleurs âgés de dix-sept à dix-huit ans - cet abattement étant supprimé après six mois de pratique professionnelle]. (Ibid., 9 juillet)
- 22 juin Ordonnance souveraine n° 4739 fixant le régime des prestations dues aux salariés, en vertu de l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944, en cas de maladie, accident, maternité, invalidité et décès [à l'exclusion des maladies professionnelles et des accidents du travail]. (Ibid., 25 juin)
- 20 juillet Arrêté ministériel n° 71-212 fixant les modalités d'application de l'article 25 de l'ordonnance souveraine n° 4739 du 22 juin 1971 fixant le régime des prestations dues aux salariés, en vertu de l'ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944, en cas de maladie, accident, maternité, invalidité et décès [concerne les cas dans lesquels le bénéficiaire de prestations peut être dispensé de la participation aux frais de traitement]. (Ibid., 23 juillet)

NIGER

- 29 janv. Loi n° 71-8 déterminant la composition et les règles de fonctionnement du Conseil économique et social. ("Journal officiel", 1er fév.)
- 16 fév. Décret n° 71-27 PRN déterminant les conditions de nomination des membres du Conseil économique et social et la composition de ses commissions. (Ibid., 1er mars)
- 4 mai Décret n° 71-82 PRN complétant le décret n° 71-27 PRN du 16 février 1971 déterminant les conditions de nomination des membres du Conseil économique et social et la composition de ses commissions [ajoute un art. 6 bis relatif au remplacement des sièges vacants]. (Ibid., 15 mai)

NORVEGE

- 8 janv. Prescription tendant à fixer le revenu du travail minimum des pêcheurs, membres des équipages se livrant à la chasse aux animaux marins, etc. [revenu fixé à 150 pour cent du montant de base de l'assurance nationale et à 11.000 couronnes au minimum]. ("Norsk Lovtidend", 28 janv.)

NORVEGE (suite)

- 13 janv. Règles relatives à l'assurance volontaire pour les élèves et les personnes suivant des cours, conformément aux dispositions du chapitre 11 de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1]. (Ibid., 1er fév.)
- 20 janv. Loi n° 4 tendant à modifier la loi n° 11 du 25 juillet 1913 sur l'artisanat [modifie le § 18: droit de l'apprenti aux allocations de maladie]. (Ibid., 25 fév.)
- 22 janv. Loi n° 1 modifiant la loi n° 61 du 19 juin 1969 tendant à octroyer un supplément spécial aux bénéficiaires de prestations de l'assurance nationale [le supplément spécial entier est égal à 12,5 pour cent du montant de base de l'assurance nationale]. (Ibid., 5 fév.)
- 29 janv. Loi n° 6 tendant à modifier la loi n° 2 du 24 octobre 1946 sur les allocations familiales [SL 1946 - Nor. 7] [modifie les §§ 3 à 5, 9 à 14, 17, 18 et 20 à 22: modifications d'ordre surtout rédactionnel]. (Ibid., 25 fév.)
- 29 janv. Loi n° 10 tendant à modifier la loi n° 3 du 14 novembre 1947 [SL 1947 - Nor. 1 ... 1968 - Nor. 1] sur les congés annuels [modifie les §§ 5: fixation de la date du congé; 6: indemnité de congé; 11: contributions au fonds de congés]. (Ibid.)
- 29 janv. Loi n° 18 tendant à modifier la loi n° 25 du 17 juillet 1953 [SL 1953 - Nor. 1 ... 1969 - Nor. 1 (texte codifié)] sur les marins [modifie les §§ 28 (maladie), 31 (entretien des marins à l'étranger en cas de maladie)]. (Ibid.)
- 29 janv. Loi n° 22 tendant à modifier la loi n° 26 du 6 juillet 1957 sur le cumul des régimes de pension et d'assurance [modifie les §§ 3, 4, 18 et 22]. (Ibid.)
- 29 janv. Loi n° 24 tendant à modifier la loi n° 10 du 12 décembre 1958 [SL 1958 - Nor. 3, 1966 - Nor. 4] sur l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles [modifie les §§ 7 (administration centrale), 8 (administration locale), 26 (ressources et dépenses); abroge les §§ 27 à 31 (primes, renseignements); ajoute des §§ 51a et 55]. (Ibid.)
- 29 janv. Loi n° 25 tendant à modifier la loi n° 3 du 19 décembre 1958 sur les conditions de travail des personnes occupées dans l'agriculture [modifie le § 9]. (Ibid.)
- 29 janv. Loi n° 29 tendant à modifier la loi n° 2 du 7 décembre 1956 [SL 1968 - Nor. 1] sur la protection des salariés [modifie le § 17: déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles]. (Ibid.)
- 17 fév. Prescriptions relatives au droit à prestations aux termes des dispositions du § 2 (8) 1° troisième sous-alinéa, et du § 2 (8) 2° de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1]. (Ibid., 12 mars)
- 17 fév. Prescriptions relatives aux prestations dues en cas de séjour hors de Norvège au conjoint et aux enfants âgés de moins de dix-huit ans qui sont à la charge d'une personne assurée conformément aux dispositions du § 2 (8) de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1]. (Ibid.)
- 19 fév. Prescriptions relatives au droit à prestations, aux termes de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1], des personnes détenues dans un établissement pénitentiaire ou placées sous surveillance. (Ibid.)

NORVEGE (suite)

- 19 fé . Prescriptions relatives au droit à prestations des personnes suivant un traitement thérapeutique du travail dans un établissement de cure, conformément aux dispositions du chapitre 11 de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1]. (Ibid.)
- 24 fév. Prescriptions relatives au remboursement de certaines dépenses résultant directement d'une lésion professionnelle. (Ibid., 26 mars)
- 5 mars Prescriptions concernant la fixation de la pension due aux personnes qui remplissent en même temps les conditions requises pour avoir droit à prestations en vertu des dispositions du chapitre 11 et des dispositions des chapitres 5, 8 ou 10 de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1]. (Ibid., 31 mars)
- 12 mars Loi n° 39 tendant à modifier la loi n° 25 du 17 juillet 1953 sur les marins. (Ibid., 12 mai) Nor. 1
- 19 mars Loi n° 40 tendant à modifier la loi du 17 juin 1966 [SL 1970 - Nor. 1] sur l'assurance nationale. (Ibid., 13 mai) Nor. 2 A
- 19 mars Prescriptions tendant au paiement de la prime d'assurance volontaire conformément au § 11 (3). 1° de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1, 1971 - Nor. 2]. (Ibid.)
- 23 avril Règles concernant l'assurance volontaire au sens du chapitre 11 de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1, 1971 - Nor. 2]. (Ibid., 1er juin)
- 30 avril Modification des règles de calcul de la cotisation de membre des personnes assujetties aux dispositions du § 1er (4) de la loi sur l'assurance nationale [SL 1970 - Nor. 1, 1971 - Nor. 2]. (Ibid., 4 juin)
- 21 mai Loi n° 47 sur les substances inflammables [stockage, manipulation et transport]. (Ibid., 24 juin)
- 28 mai Loi n° 49 tendant à modifier la loi n° 7 du 3 décembre 1948 [SL 1968 - Nor. 3] concernant l'assurance-pension des marins [modifie les §§ 4, 5 et 22]. (Ibid., 7 juillet)
- 28 mai Loi n° 50 tendant à modifier la loi n° 66 du 19 juin 1970 complétant la loi du 3 décembre 1948 [SL 1968 - Nor. 3] concernant l'assurance-pension des marins. (Ibid.)
- 16 juin Loi n° 63 tendant à modifier la loi n° 21 du 30 juin 1950 sur le régime de pensions des travailleurs occupés au service de l'Etat. (Ibid., 19 juillet)
- 16 juin Loi n° 71 tendant à modifier la loi n° 12 du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale et certaines autres lois. (Ibid.) Nor. 2 B
- 18 juin Loi n° 83 tendant à modifier la loi n° 9 du 27 juin 1947 instituant des mesures en vue de développer l'emploi. (Ibid.) Nor. 3
- 18 juin Loi n° 90 sur l'enrôlement des personnes occupées à bord des navires et à d'autres fins. (Ibid.) Nor. 4

NORVEGE (suite)

- 20 août Prescriptions concernant le remboursement des frais de voyage des chômeurs en quête d'emploi invités à se présenter personnellement aux bureaux de placement. (Ibid., 21 sept.)
- 8 sept. Modifications aux prescriptions générales et techniques applicables aux chaudières, récipients et tuyauteries utilisés sous pression. (Ibid., 16 oct.)
- 10 déc. Loi n° 93 tendant à modifier la loi n° 12 du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale. (Ibid., 29 déc.) Nor. 2 C
- 17 déc. Loi n° 118 tendant à modifier la loi n° 12 du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale. (Ibid., 30 déc.) Nor. 2 D
- 29 déc. Prescriptions concernant la durée de travail et de repos des conducteurs de camions, véhicules à remorque, etc. (Ibid., 2 fév. 1972)

NOUVELLE-ZELANDE

- 12 juillet Loi n° 5 de 1971 portant dispositions relatives au règlement des différends concernant les conditions d'emploi des membres des équipages d'aéronefs employés par les compagnies de navigation aérienne de Nouvelle-Zélande. Loi de 1971 sur le tribunal du travail aéronautique.
- 19 juillet Arrêté n° 159 de 1971 sur les travailleurs agricoles (vergers et vignes) [remplace l'arrêté de 1965 dans sa teneur modifiée sur les travailleurs agricoles (fruticulteurs)].
- 26 juillet Arrêté en conseil: règlement n° 167 sur la sécurité sociale (prestations en espèces), en vertu de la loi de 1964 [SL 1964 - N.-Z. 1, 1968 - N.-Z. 2 A] sur la sécurité sociale [remplace le règlement de 1939 dans sa teneur modifiée, avec des modifications de détail, sur la sécurité sociale (prestations en espèces)].
- 6 sept. Arrêté en Conseil: sixième modification du règlement de 1961 sur la construction [notamment, ajoute des titres XIII (échelles), XIV (sécurité concernant la fourniture de gaz) et XV (travaux effectués sous l'eau et dans l'air comprimé)]. ("Statutory Regulations, n° 187)
- 6 sept. Loi n° 8 tendant à modifier la loi de 1964 [SL 1964 - N.-Z. 1, 1968 - N.-Z. 2 A] sur la sécurité sociale [remplace les annexes I à X, XII, XIV et XV et abroge les art. 3 et 4 de la deuxième loi modificatrice de 1970 sur la sécurité sociale (majoration des taux des prestations)]. Loi modificatrice de 1971 sur la sécurité sociale.
- 25 sept. Loi n° 25 portant codification et modification de la législation relative à l'industrie minière et amélioration des possibilités de développement des ressources minéralogiques [nombreuses modifications, notamment des art. 179 et 180 (emploi de personnes dans les mines), 181 à 183 (examens médicaux), 191 à 203 (sécurité dans les mines), 204 à 215 (accidents dans les mines); abroge la loi de 1926 sur les mines (SL 1926 - N.-Z. 1) dans sa teneur modifiée et la loi modificatrice de 1948 (SL 1948 - N.-Z. 1) sur les mines dans sa teneur modifiée]. Loi de 1971 sur les mines. ("Statutes of New Zealand", 1971, vol. I, p. 225)

NOUVELLE-ZELANDE (suite)

- 5 nov. Loi n° 44 modifiant la loi de 1956 [SL 1956 - N.-Z. 1 (texte codifié)] sur la réparation des accidents du travail [modifie les art. 83, 84, 88, 98 et 108]. Loi modificatrice de 1971 sur la réparation des accidents du travail. (Ibid., vol. III, p. 1334)
- 5 nov. Loi n° 45 tendant à modifier la loi de 1946 [SL 1946 - N.Z. 4 (texte codifié) ... 1949 - N.Z. 4] sur les fabriques [diverses modifications relatives aux heures supplémentaires faites par des femmes et à la sécurité et à l'hygiène (protection contre le feu et les bruits nuisibles, obligations des travailleurs)]. Loi modificatrice de 1971 sur les fabriques.
- 15 nov. Arrêté en Conseil: trente-deuxième modification du règlement de 1953 sur les chemins de fer de l'Etat (personnel) [diverses modifications relatives aux conditions de travail; notamment, abroge la première annexe et l'art. 7]. ("Statutory Regulations, n° 238)
- 25 nov. Loi n° 60 instituant un Département de la prévoyance sociale chargé de la mise au point et de l'application d'une politique effective de prévoyance sociale et des services sociaux pour la Nouvelle-Zélande et d'encourager la coopération dans les activités sociales et la coordination de ces dernières [modifie la loi de 1964 sur la sécurité sociale (SL 1964 - N.-Z. 1)]. Loi de 1971 sur le Département de la prévoyance sociale.
- 3 déc. Loi n° 78 tendant à codifier et modifier la loi de 1945 sur les infirmières et sages-femmes et ses modifications; instituant le Conseil des infirmières de Nouvelle-Zélande et prévoyant l'enregistrement et le contrôle des infirmières. Loi de 1971 sur les infirmières.
- 6 déc. Arrêté en Conseil: arrêté de 1971 sur les travailleurs agricoles (jardins maraîchers) [abroge le S.R. 1970/279 aux mêmes fins]. (Ibid., n° 251)
- 8 déc. Loi n° 79 tendant à modifier la loi de 1952 sur les transports par eau et les marins [diverses modifications; notamment, remplace les art. 15 A à K et insère un art. 151 B à I (tribunaux du travail)]. Loi modificatrice de 1971 sur les transports par eau et les marins.
- 8 déc. Loi n° 111 tendant à modifier la loi de 1969 sur les contrats des mineurs [remplace l'art. 6 (2) (conciliation et arbitrage concernant les contrats conclus par des mineurs âgés de moins de dix-huit ans)]. Loi modificatrice de 1971 sur les contrats des mineurs.
- 8 déc. Loi n° 127 tendant à modifier la loi de 1955 [SL 1955 - N.-Z. 1, 1959 - N.-Z. 1] sur les magasins et les bureaux [modifie l'art. 14: durée du travail des employés de magasin]. Loi modificatrice de 1971 sur les magasins et les bureaux.
- 9 déc. Loi n° 145 tendant à modifier la loi de 1964 sur l'enseignement [diverses modifications, notamment aux art. 106, 107, 153 et 154 concernant les conditions de travail des enseignants]. Loi modificatrice de 1971 sur l'enseignement.
- 17 déc. Loi n° 150 tendant à affirmer et à favoriser l'égalité entre les races en Nouvelle-Zélande et à appliquer la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Loi de 1971 sur les relations entre les races. N.-Z. 1

UGANDA

23 avril Règlement de 1971 sur les sociétés coopératives. S.I. n° 53. ("Uganda Gazette", 23 avril)

PAKISTAN

Pakistan occidental

2 janv. Ordonnance n° 1 tendant à modifier la loi de 1966 du Pakistan occidental sur le Conseil des coopératives (dissolution), en ce qui concerne son application à la province du Pendjab [modifie les art. 6 et 7; ajoute un art. 6 A]. Ordonnance de 1971 sur le Conseil des coopératives (dissolution) (modification concernant le Pendjab). ("Punjab Gazette", 2 janv.)

Pakistan oriental (En ce qui concerne la législation ultérieure, voir sous Bangladesh)

26 août Ordonnance tendant à codifier et modifier la législation concernant la garde, la protection et le traitement des enfants ainsi que le jugement des jeunes délinquants et les sanctions qui leur sont applicables [modifie les art. 35 et 44: travail des enfants]. ("Dacca Gazette", 28 août)

PANAMA

1er nov. Décret n° 53 tendant à fixer le salaire minimum sur le territoire de la République. ("Gaceta Oficial", 1er nov.)

30 déc. Décret du Conseil des ministres n° 252 tendant à approuver le Code du travail ("Gaceta Oficial", 18 fév. 1972)
Pan. 1

PAYS-BAS

4 janv. Décret portant règlement d'application de l'article 77 (2) de la loi sur l'assurance-incapacité [SL 1966 - P.-B. 2] (répartition égale des cotisations entre l'employeur et le travailleur). ("Staatsblad", n° 18)

22 janv. Décret remplaçant le décret sur les heures de conduite des véhicules [abroge le décret du 12 nov. 1960 sur les heures de conduite des véhicules essentiellement en vue de rendre la législation nationale conforme aux normes de la CEE]. (Ibid., n° 25)

28 janv. Loi fixant des règles pour la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise par l'intermédiaire de conseils d'entreprise (Loi sur les conseils d'entreprise). (Ibid., n° 54) P.-B. 1

28 janv. Décret portant règlement général d'application de l'art. 15, § 1er de la loi sur l'assurance-incapacité [SL 1966 - P.-B. 2] (révision du salaire journalier [sur lequel sont fondées les prestations]). (Ibid., n° 67)

28 janv. Décret portant règlement général d'application de l'art. 9a, § 1er de la loi de coordination sur la sécurité sociale (révision du salaire journalier maximum [pris en considération pour le calcul des prestations]). (Ibid., n° 68)

PAYS-BAS (suite)

- 28 janv. Décret portant règlement général d'application de l'art. 9, §§ 1er et 6, de la loi relative à l'assurance-vieillesse générale [SL 1956 - P.-B. 2] et de l'art. 21, §§ 1er et 6, de la loi sur l'assurance générale des veuves et orphelins [SL 1959 - P.-B. 3] (révision des taux de pension). (Ibid., n° 69)
- 18 fév. Loi mettant en vigueur la convention internationale, signée à New York, le 7 mars 1966, sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale. (Ibid., n° 96)
- 31 mars Loi tendant à modifier de nouveau la loi sur l'assurance-maladie [SL 1967 - P.-B. 2 (texte codifié)] et la loi sur l'assurance-incapacité [SL 1966 - P.-B. 2] (assurance volontaire pour les ressortissants hollandais qui travaillent dans des pays en voie de développement). (Ibid., n° 422)
- 23 avril Loi portant nouvelle modification de la loi relative à l'assurance-vieillesse générale [SL 1956 - P.-B. 2] et de la loi sur l'assurance générale des veuves et orphelins [SL 1959 - P.-B. 3] (à la suite de l'adoption d'un nouveau système de versement volontaire des cotisations en vertu de la loi sur l'assurance générale des veuves et orphelins) [modifie le § 35 de la loi relative à l'assurance-vieillesse générale, modifiée en dernier lieu par la loi du 24 déc. 1970, art. 47, 59, 60 de la loi sur l'assurance générale des veuves et orphelins et insère des art. 58 a, b, c et d dans cette dernière loi]. (Ibid., n° 308)
- 23 avril Loi tendant à modifier la loi de 1936 [SL 1936 - P.-B. 4] sur la durée du travail (conducteurs automobiles) [modifie les art. 1er, 1a, 2, 3, 5, 7 à 10 et 13. Insère un art. 3 a]. (Ibid., n° 354)
- 4 mai Décret tendant à modifier le décret [du 25 mars 1950] sur la sécurité dans l'agriculture [insère des art. 45 a, 45 b et 46 a et modifie les art. 46, 47 et 77. Sécurité des remorques, des machines agricoles mobiles sur roues, des véhicules agricoles, etc.]. (Ibid., n° 317)
- 24 mai Décret tendant à modifier la loi [du 23 déc. 1965] sur les caisses de maladie (désignation des personnes assujetties à l'assurance [modifie les art. 1er, 2, 7, 9, 14 et 15]. (Ibid., n° 377)
- 27 mai Décret portant nouvelle modification du décret royal du 20 décembre 1956 établissant des règles relatives à l'exemption des objecteurs de conscience [en ce qui concerne l'assurance] des obligations découlant de la législation sur la sécurité sociale (adaptation à la loi sur l'assurance-incapacité [SL 1966 - P.-B. 2] et à la loi générale [du 14 déc. 1967] sur les frais de maladie spéciaux) ainsi que les dispositions détaillées concernant les objecteurs de conscience qui ne considèrent pas qu'une ou plusieurs assurances nationales sont des assurances. (Ibid., n° 399)
- 24 juin Décision du ministre de la Justice concernant la publication dans le "Staatsblad" du texte du décret royal du 20 décembre 1956 portant règlement sur l'exemption des objecteurs de conscience des obligations découlant de la législation sur la sécurité sociale modifié en dernier lieu par le décret royal du 27 mai 1971 (texte n° 400).
- 30 juin Décret n° 424 portant relèvement du salaire minimum à compter du 1er juillet 1971. (Ibid., n° 424)

PAYS-BAS (suite)

- 7 oct. Décret portant règlement d'application de l'article 9 (1) de la loi relative à l'assurance-vieillesse générale [SL 1956 - P.-B. 2], de l'article 21 (1) de la loi sur l'assurance générale des veuves et orphelins [SL 1959 - P.-B. 3], de l'article 11a (1) de la loi instituant un régime général d'assurance pour l'octroi d'allocations familiales [SL 1962 - P.-B. 2 A], de l'article 22 (1) de la loi sur les allocations familiales (salariés) [SL 1962 - P.-B. 2 B] et de l'article 11 (1) de la loi sur les allocations familiales des travailleurs indépendants de condition modeste [SL 1962 - P.-B. 2 C] (révision des prestations en vertu de diverses lois sur la sécurité sociale). (Ibid., n° 609)

Antilles néerlandaises

- 8 juillet Ordonnance gouvernementale tendant à réglementer les droits des travailleurs du secteur public en matière de congés annuels, salaire de congé, congés spéciaux, congés de maladie et salaire en cas de maladie [abroge le chap. II et modifie les art. 19, 31a et 42 de l'ordonnance de 1944 sur les personnes salariées et réduit le champ d'application de l'ordonnance de 1949 sur les congés [SL 1968 - Ant. néerl. 1]; modifie l'ordonnance de 1966 sur l'assurance-maladie et l'ordonnance de 1966 sur l'assurance-accidents en étendant leur protection aux travailleurs au service des Antilles néerlandaises ou de l'un des territoires des îles en vertu d'une convention verbale]. ("Publicatieblad", n° 85)

PEROU

- 25 mars Décret-loi n° 18810 portant loi générale sur la pêche [institue notamment une communauté représentant l'ensemble des travailleurs occupés dans chaque entreprise en vue de leur permettre de participer à la propriété, à la gestion et aux bénéfices de l'entreprise, et un fonds de péréquation destiné à renforcer la solidarité des pêcheurs par la redistribution de ses ressources]. ("El Peruano", 26 mars)
- 28 avril Décret-loi n° 18846 tendant à charger la Caisse nationale de l'assurance sociale ouvrière de la gestion administrative, technique et financière, ainsi que la gestion en matière de soins médicaux, de l'assurance contre les accidents du travail des salariés. (Ibid., 29 avril)
- 12 juillet Décret présidentiel n° 003-71-TR portant dispositions tendant à améliorer l'efficacité et la rapidité de l'inspection du travail. (Ibid., 14 juillet) Pér. 1
- 13 juillet Décret présidentiel n° 004-71-TR tendant à édicter des dispositions portant réglementation de la procédure en matière de dénonciations en général adressées aux autorités administratives du travail [dénonciations concernant la violation de dispositions de la législation de conventions collectives ou de contrats individuels en matière de travail]. (Ibid., 16 juillet)
- 12 oct. Décret-loi n° 18982 tendant à modifier certains articles de la loi n° 8433 [SL 1936 - Pér. 2, 1937 - Pér. 1] sur l'assurance sociale obligatoire et de la loi n° 13724 [SL 1961 - Pér. 3 A, 1962 - Pér. 3 B] du 18 novembre 1961 sur l'assurance sociale des employés [modifie les art. 7 et 8 de la loi n° 8433 et les art. 14, 17, 55 et 56 de la loi n° 13724]. (Ibid., 13 oct.)

PEROU (suite)

- 29 nov. Décret n° 006-71-TR tendant à définir les normes régissant les conventions collectives et les négociations collectives pour l'établissement de relations professionnelles entre employeurs et travailleurs. (Ibid. 1er déc.) Pérou
- 30 nov. Décret n° 007-71-TR tendant à fixer la procédure d'instruction de toutes les actions intentées auprès du Tribunal du travail [abroge les décrets du 27 déc. 1945 et 18 janv. 1962]. (Ibid.)

PHILIPPINES

- 19 juin Loi n° 6237 portant nouvelle modification de la loi n° 679 [réglementant le travail des femmes et des enfants: SL 1952 - Phi. 1] dans sa teneur modifiée par la loi n° 1131 [SL 1954 - Phi. 2] [modifie les art. 1er (notamment ramène l'âge minimum de quatorze à douze ans), 2, 3, 5 et 7 (travail des femmes); insère de nouvelles dispositions concernant le travail de nuit et les périodes de repos]. ("Official Gazette", 4 oct.)

PORTUGAL

- 3 fév. Arrêté d'application du règlement général de sécurité et d'hygiène du travail dans les établissements industriels. ("Diário do Governo", 3 fév.)
- 27 sept. Décret-loi n° 409 portant nouvelle réglementation de la durée du travail (Ibid., 27 sept.) Port.
- 31 déc. Décret-loi n° 640 modifiant le paragraphe 2 de l'art. 55 du décret-loi n° 409 du 27 sept. 1971 [SL 1971 - Por. 1] tendant à établir le nouveau régime juridique de la durée du travail. (Ibid., 31 déc.)

ROUMANIE

- 18 mars Loi n° 2 concernant le perfectionnement de la formation professionnelle des travailleurs appartenant aux unités socialistes. ("Buletinul Oficial", partie I, 18 mars)
- 29 avril Loi n° 9 sur les cantines-restaurants pour les salariés [abroge, notamment, les arrêtés du Conseil des ministres n° 1375 de 1953, n° 56 de 1955, n° 727 de 1959 et n° 1273 de 1959, aux mêmes fins]. (Ibid., 29 avril)
- 20 août Décret n° 275 tendant à modifier le décret n° 285 de 1960 concernant l'octroi d'une allocation de l'Etat pour les enfants. (Ibid., 21 août)
- 21 oct. Loi n° 12 concernant les conditions d'emploi et la promotion du personnel dans les unités socialistes d'Etat (Ibid., 21 oct.)
- 20 déc. Décret n° 470 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration des assurances d'Etat. (Ibid., 28 déc.)

ROYAUME-UNI

Grande-Bretagne

- 12 mai Loi tendant à codifier les actes législatifs relatifs à la saisie des salaires en tant que moyen d'assurer l'exécution des obligations financières. 1971, chap. 32 [saisie des salaires autorisée, notamment, en cas de dettes découlant du défaut de paiement de l'impôt sur le revenu, d'obligations alimentaires, de montants destinés au Fonds d'indemnisation et de cotisations dues en vertu de la loi de 1965 (SL 1965 - R.-U. 1) sur les indemnités de réduction du personnel, des art. 3 ou 4 de la loi de 1965 sur l'assurance nationale, de l'art. 1er de la loi de 1965 sur les contributions au Service national de santé et de l'art. 2 de la loi de 1965 sur l'assurance nationale (accidents du travail)]. Loi de 1971 sur la saisie des salaires.
- 18 juin Règlement modificateur sur l'assurance nationale (accidents du travail et maladies professionnelles - prestations). ("Statutory Instruments", n° 1019)
- 14 juillet Loi modifiant les dispositions des lois de 1965 à 1970 sur l'assurance nationale, des lois de 1965 à 1969 sur l'assurance nationale (accidents du travail) et des lois de 1967 à 1969 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (cas anciens) en matière de cotisations et de prestations; portant dispositions relatives aux prestations d'invalidité dans les cas de maladies chroniques, à une pension de retraite et à un supplément en raison de l'âge pour les personnes de plus de quatre-vingts ans; portant nouvelles dispositions relatives à la polygamie aux fins desdites lois ou de la loi de 1965 sur les allocations familiales, et tendant à des fins connexes. 1971, chap. 50. Loi de 1971 sur l'assurance nationale.
- 26 juillet Règlement sur l'assurance nationale (accidents du travail) (augmentation des prestations et dispositions diverses). (Ibid., n° 1201)
- 26 juillet Règlement sur l'assurance nationale (complément en fonction de l'âge). (Ibid., n° 1219)
- 26 juillet Règlement sur l'assurance nationale (augmentation des prestations et dispositions diverses). (Ibid., n° 1220)
- 5 août Loi modifiant la législation concernant les employeurs et les travailleurs, ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs; instituant un Tribunal national des relations professionnelles et élargissant les compétences des tribunaux du travail; prévoyant la nomination d'un greffier principal des syndicats et des associations d'employeurs et de greffiers adjoints, ainsi que l'établissement d'une commission de relations professionnelles en tant qu'organisme légal, et tendant à des fins connexes. 1971, chap. 72. Loi de 1971 sur les relations professionnelles. R.-U. 1
- Code des relations professionnelles. R.-U. 1bis
- 5 août Loi tendant à modifier la législation concernant les prestations octroyées en vertu de la loi de 1966 sur le ministère de la Sécurité sociale et certaines prestations octroyées en vertu de la loi de 1965 sur l'assurance nationale et de la loi de 1965 sur l'assurance nationale (accidents du travail et maladies professionnelles); prévoyant des sanctions plus sévères en cas de défaut de paiement des cotisations prévues par lesdites lois de 1965; abolissant les commissions consultatives locales prévues

ROYAUME-UNI (suite)

Grande-Bretagne (suite)

- par la loi de 1966 susvisée, et tendant à des fins connexes. 1971, chap. 73. Loi de 1971 sur la sécurité sociale.
- 9 août Arrêté sur les pensions (maintien des majorations). (Ibid., n° 1316)
- 26 août Règlement sur l'assurance nationale (modifications diverses). (Ibid., n° 1419)
- 26 août Règlement tendant à modifier le règlement sur l'assurance nationale des marins. (Ibid., n° 1420)
- 20 sept. Règlement sur les organisations d'employeurs et de travailleurs (fusions, etc.). (Ibid., n° 1542)
- 26 oct. Règlement modificateur sur l'assurance nationale (accidents du travail) (emplois couverts par l'assurance et emplois exclus). (Ibid., n° 1729)
- 28 oct. Loi tendant à modifier et remplacer la législation applicable à l'immigration, apportant certaines modifications corrélatives à la loi sur la citoyenneté, prévoyant l'octroi d'une assistance aux personnes qui désirent retourner à l'étranger et tendant à des fins connexes. 1971, chap. 77. Loi de 1971 sur l'immigration.
- 1er nov. Règles concernant le Tribunal des relations professionnelles [procédure et modèles d'imprimés]. (Ibid., n° 1777)
- 20 déc. Règlement sur les relations professionnelles (désignations) [permet aux membres procédant à des désignations de laisser, à leur décès, des montants aux personnes désignées]. (Ibid., n° 2085)

Antigua

- 29 nov. Loi n° 6 portant dispositions relatives au contrôle des travailleurs migrants et à la délivrance de permis de travail. Loi de 1971 sur les permis de travail.
- 31 déc. Loi n° 16 tendant à modifier de nouveau l'ordonnance de 1967 sur les différends du travail (arbitrage et règlement). Loi modificatrice de 1971 sur les différends du travail (arbitrage et règlement).
- 31 déc. Loi n° 17 tendant à modifier la loi de 1970 sur la protection des salaires. Loi modificatrice de 1971 sur la protection des salaires.

Bermudes

- 12 fév. Loi n° 1 sur l'apprentissage et la formation.
- 24 mars Loi n° 19 sur l'assurance-maladie des fonctionnaires.

Gibraltar

- 30 avril Ordonnance n° 9 portant dispositions relatives à la formation et à la réglementation du fonctionnement des sociétés coopératives. Ordonnance de 1971 sur les sociétés coopératives. ("Gibraltar Gazette", 7 mai)

ROYAUME-UNI (suite)

Gibraltar (suite)

6 mai Avis législatif n° 69 portant règles de 1971 pour les sociétés coopératives. (Ibid.)

Hong-kong

20 avril Notification légale n° 44 portant règlement modificateur de 1971 sur l'enregistrement des syndicats [art. 14: Chaque syndicat enregistré devra indiquer dans son relevé les comptes de ses sections ainsi que des diverses entreprises commerciales, organisations bénévoles, culturelles, d'enseignement ou médicales qui sont gérées par le syndicat ou en son nom]. ("Government Gazette", 23 avril)

2 déc. Ordonnance n° 67 tendant à modifier l'ordonnance sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles [insère un titre III A: Obligation de l'employeur de payer les frais d'ajustement des prothèses et des appareils chirurgicaux, etc.]. Ordonnance modificatrice de 1971 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. (Ibid., 3 déc.)

Sainte-Lucie

15 janv. Loi n° 3 visant à contrôler plus efficacement l'emploi des ressortissants étrangers et des citoyens du Commonwealth dans l'Etat de Sainte-Lucie. Loi de 1971 sur l'emploi des ressortissants étrangers et des citoyens du Commonwealth. ("St.-Lucia Gazette", 18 janv.)

27 mars Arrêté n° 8 sur les étrangers et les citoyens du Commonwealth (emploi et personnes exemptées). (Ibid., 27 mars)

27 mars Règlement n° 9 sur les étrangers et les citoyens du Commonwealth (emplois). (Ibid.)

18 sept. Règlement modificateur sur le travail. Statutory Rules and Orders, n° 23 [pouvoirs des inspecteurs]. (Ibid., 18 sept.)

Seychelles

22 mars Ordonnance n° 4 portant création d'une Caisse nationale de prévoyance et portant dispositions relatives aux questions incidentes et connexes. Ordonnance de 1971 sur la Caisse nationale de prévoyance. ("Seychelles Government Gazette", 22 mars)

22 mars Ordonnance n° 6 prévoyant l'établissement d'un tribunal du travail et tendant à des fins incidentes et connexes. Ordonnance de 1971 sur le tribunal du travail. (Ibid.)

26 juillet Règlement n° 78 sur la Caisse de prévoyance nationale (diverses dispositions). (Ibid., 3 août)

30 juillet Ordonnance n° 12 tendant à modifier l'ordonnance de 1961 sur les services essentiels et sur la protection de la propriété. Ordonnance modificatrice de 1971 sur les services essentiels et la protection de la propriété. (Ibid., 30 juillet)

24 août Règlement n° 94 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. (Ibid., 6 sept.)

ROYAUME-UNI (suite)

Saint-Vincent

30 sept. Règlement sur la Caisse nationale de prévoyance.
("Statutory Rules and Orders", n° 41)

SAINT-MARIN

16 avril Loi n° 15 portant modification de la loi n° 34 du 4 août 1967 tendant à assurer le plein emploi [modifie les art. 4 (durée du travail sur les chantiers de l'Etat: 42 heures par semaine à partir du 1er mai 1971; 41 heures à partir du 1er mai 1972 et 40 heures à partir du 1er janv. 1973) et 6 (système de "l'échelle mobile" pour les mêmes travailleurs)]. ("Bollettino Ufficiale", 5 mai)

SENEGAL

21 janv. Loi n° 71-06 abrogeant et remplaçant le deuxième alinéa de l'article 41 du Code du travail. ("Journal officiel", 20 fév.) Sén. 1 A

21 janv. Loi n° 71-08 abrogeant et remplaçant les articles 210, 211, 214, 222, 225, 228 et 242 du Code du travail et ajoutant un article 230 ter au titre VIII du Code du travail. (Ibid.) Sén. 1 B

12 mars Loi n° 71-30 ajoutant au Code du travail un article 246 bis et complétant son article 249. (Ibid., 22 mars) Sén. 1 C

12 mars Loi n° 71-31 abrogeant et remplaçant certaines dispositions de la loi n° 61-33 du 15 juin 1961, modifiée par la loi n° 68-01 du 4 janvier 1968, relative au statut général des fonctionnaires [nombreuses modifications. Abroge la loi n° 59-01 du 9 janv. 1959 relative à la réquisition des fonctionnaires]. (Ibid.)

21 avril Décret n° 71-445 abrogeant et remplaçant le premier alinéa de l'article 5 du décret n° 70-917 du 20 juillet 1970 relatif à la durée du travail et au repos hebdomadaire dans les services publics et les établissements publics [à l'exception des exploitations agricoles, la durée du travail est fixée à 44 heures par semaine]. (Ibid., 15 mai)

28 juillet Loi n° 71-54 abrogeant et remplaçant l'alinéa 3 de l'article 1er, l'alinéa 1 de l'article 74, l'alinéa 1 de l'article 143, les articles 145 et 148 et complétant l'alinéa 1 de l'article 150 du Code du travail (Ibid., 2 oct.) Sén. 1 D

SIERRA LEONE

19 avril Constitution de la Sierra Leone [chap. Ier: protection des libertés et droits fondamentaux de la personne; art. 3: protection contre l'arrestation ou la détention arbitraire; 5: protection contre l'esclavage et le travail forcé; 12: protection de la liberté de réunion et d'association; 13: protection contre la discrimination]. ("Sierra Leone Gazette", 19 avril)

SIERRA LEONE (suite)

15 déc. Loi n° 18 portant réglementation des salaires et des relations professionnelles. (Ibid., 10 déc., numéro spécial) S.L. 1

SOUDAN

--- Loi de 1971 sur les syndicats de travailleurs [abroge la loi de 1949 sur les syndicats de travailleurs].

REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

8 mars Loi n° 1 tendant à modifier la loi de 1961 portant Constitution de la République sud-africaine, à reconnaître les langues bantoues comme langues officielles supplémentaires des zones bantoues déclarées par voie de proclamation être des territoires autonomes de la République [modifie l'art. 108 de la loi n° 32 de 1961, dans sa teneur modifiée par l'art. 1er de la loi n° 9 de 1963]. Loi de 1971 tendant à modifier la Constitution. ("Government Gazette", 17 mars)

11 mars Loi n° 6 portant institution, contrôle et administration d'une caisse mixte de pensions et d'une caisse mixte de retraite à l'intention des personnes au service de certains organismes administratifs établis par la loi en vue du paiement auxdites personnes et aux personnes à leur charge de pensions et d'autres prestations pécuniaires, et relative à des fins incidentes. Loi de 1971 sur les pensions des employés d'organismes administratifs bantous. (Ibid.)

22 mars Loi n° 11 tendant à l'institution, au contrôle et à l'administration d'une caisse mixte de prévoyance pour certaines personnes au service d'institutions qui, en vertu de la loi de 1963 sur la Caisse de pensions des institutions associées (loi n° 41 de 1963), ou de toute autre loi, sont des institutions associées ou réputées telles; à l'abolition de certaines caisses de prévoyance instituées par la loi et au transfert de l'actif et du passif, des obligations et des membres desdites caisses de prévoyance à la caisse mixte de prévoyance susvisée; au paiement des prestations de ladite caisse mixte de prévoyance à ses membres, aux personnes à leur charge ou à leurs héritiers; au paiement, sur des fonds affectés à cette fin par le Parlement, de prestations complémentaires à, ou du fait de, certaines personnes transférées des caisses de prévoyance abolies précitées à ladite caisse mixte de prévoyance; à la modification de l'article 3 de la loi susmentionnée; à l'abrogation de certaines lois autorisant la publication de règlements régissant lesdites caisses de prévoyance; au choix pour certaines personnes de devenir membres de la Caisse de pensions des institutions associées; et à toutes autres questions incidentes. Loi de 1971 sur la Caisse de pensions des institutions associées. (Ibid., 7 avril)

26 mai Loi n° 45 portant amélioration de l'administration des affaires bantoues hors des territoires bantous et, à cette fin, prévoyant l'établissement de commissions administratives chargées des affaires bantoues, et tendant à des fins incidentes. Loi de 1971 sur l'administration des affaires bantoues. (Ibid., 2 juin)

4 juin Loi n° 60 tendant à modifier les articles 38 et 39 de la loi de 1941 [SL 1941 - A.d.S. 2 ... 1956 - S.A. 3] sur la

REPUBLIQUE SUD-AFRICAIN (suite)

réparation des accidents du travail, de manière à majorer le montant maximum dû à titre de réparation à un travailleur blanc, à un travailleur de couleur et à un travailleur asiatique en cas d'invalidité temporaire ou permanente et à modifier les articles 84 et 25 de ladite loi, de manière à majorer le montant maximum dû à titre de réparation à un travailleur bantou en cas d'invalidité temporaire ou permanente. Loi modificatrice de 1971 sur la réparation des accidents du travail. (Ibid., 23 juin)

4 juin Loi n° 61 tendant à modifier la loi de 1966 sur l'assurance-chômage de manière à augmenter le montant maximum des gains à l'égard desquels les cotisations sont dues; autorisant la défalcation des pertes; augmentant le nombre de catégories; prescrivant les taux supplémentaires de prestations et de cotisations dues; et tendant à des fins incidentes. Loi modificatrice de 1971 sur l'assurance-chômage [modifie les art. 2, 36 et 43, ainsi que l'annexe 1]. (Ibid.)

4 juin Loi n° 65 modifiant la loi de 1957 sur la fonction publique, de manière à améliorer la définition du terme "département", à insérer une définition de l'expression "service administratif non blanc" dans ladite loi; à habiliter la Commission de la fonction publique à déléguer ses pouvoirs relativement au maintien dans leur emploi de fonctionnaires du sexe féminin qui se marient; à modifier la date à laquelle la Commission de la fonction publique établira son rapport annuel; à prévoir l'emploi par certains départements de personnes au service d'autres autorités ou de certains autres organismes ou personnes et à prévoir le transfert de fonctionnaires et de salariés non blancs de certains départements à des services administratifs non blancs. Loi modificatrice de 1971 sur la fonction publique [diverses modifications]. (Ibid.)

17 juin Loi n° 80 tendant à abroger certaines dispositions de la loi de 1914 sur l'assistance aux Indiens; modifiant la loi de 1919 sur la santé publique; abrogeant la loi de 1923 sur l'enseignement supérieur ainsi que certaines autres dispositions législatives; modifiant la loi de 1928 sur l'industrie sidérurgique; la loi de 1928 sur les boissons alcooliques; la loi de 1930 sur les transports par véhicules à moteur; la loi de 1941 [SL 1941 - A.d.S. 3, 1960 - S.A. 1] sur les fabriques, les machines et les travaux de construction; la loi de 1944 sur les tribunaux de première instance; la loi de 1951 sur les comptables et les vérificateurs des comptes au service de l'Etat; la loi de 1956 sur la Trésorerie et la vérification des comptes; la loi de 1956 sur les mines et les chantiers; la loi de 1957 sur la défense; la loi de 1958 sur l'administration des postes; la loi de 1959 sur la rémunération et les pensions des juges; la loi modificatrice de 1964 sur la rémunération et la pension des juges; la loi de 1966 sur le développement communautaire; la loi de 1969 sur les armes et les munitions ainsi que la loi de 1969 sur la société d'investissements et de développement Rehoboth octroyant une exemption des droits de licence, taxes, droits de douane ou redevances à l'égard d'un magasin agréé de l'Office chargé de la sécurité de l'Etat ou de tout article en vente dans pareil magasin; annulant certaines conditions du droit d'atterrir à Kokamos et tendant à des fins incidentes [modifie notamment l'art. 22 de la loi n° 22 de 1941, dans sa teneur modifiée]. Loi modificatrice générale de la législation. (Ibid., 14 juillet)

REPUBLIQUE SUD-APRICAINNE (suite)

- 18 juin Loi n° 93 modifiant la loi de 1961 portant Constitution de la République sud-africaine, aux fins d'augmenter certaines pensions; modifiant la loi de 1962 sur les pensions spéciales de guerre, aux fins de prévoir des allocations uniformes pour les enfants des volontaires; modifiant la loi [n° 62] de 1965 sur les pensions des fonctionnaires, aux fins de transférer certaines sommes à la Caisse des pensions des veuves de fonctionnaires, au titre de certaines personnes ayant d'abord été au service de pouvoirs publics locaux et ultérieurement à celui du gouvernement; modifiant la loi de 1967 sur les pensions de guerre, aux fins de prévoir des allocations uniformes pour les enfants des volontaires; modifiant la loi de 1968 modificatrice de la législation sur les pensions, aux fins d'augmenter les bonifications payables à certaines personnes; modifiant la loi de 1969 sur les pensions des fonctionnaires provinciaux et territoriaux, aux fins de considérer la fonction de certaines personnes employées en vertu de l'ordonnance de 1968 sur les musées, de la province du Cap de Bonne Espérance, comme étant une fonction prescrite, et de porter dispositions pour que les cotisants à la Caisse des pensions des fonctionnaires de la province du Cap procèdent à une élection en vertu de l'article 6 (1) de la loi de 1969 sur les pensions des fonctionnaires provinciaux et territoriaux; modifiant la loi de 1969 sur le transfert des employés de la corporation des téléphones de Durban, aux fins de changer la date à laquelle la valeur transférable des prestations au titre de pensions pouvant être transférées à l'égard de certaines personnes sera fixée, et de fixer la date à compter de laquelle l'intérêt y afférent deviendra payable; modifiant la loi de 1969 modificatrice de la législation sur les pensions, aux fins de prévoir le paiement de certaines allocations sur les fonds de certaines caisses de pensions et l'imputation sur la Caisse du revenu consolidé de certaines allocations payables à certains retraités du Service des postes et télégraphes; portant exclusion de la définition du terme "propriété", telle qu'elle est établie à l'article 3 (2) de la loi de 1955 sur les droits de succession, de certaines prestations au titre de pension; réglementant les droits à pension de certaines personnes exerçant une fonction à l'égard des Bantous dans les zones bantoues en rapport avec des questions d'ordre sanitaire réglementant les droits à pension de certaines personnes anciennement employées au département de Prétoria de l'Hôtel royal des Monnaies; augmentant la pension payable à un ancien président de l'Etat et à la veuve d'un ancien président de l'Etat; et tendant à des fins incidentes. Loi de 1971 modificatrice de la législation sur les pensions. (Ibid., 16 juillet)
- 29 oct. Avis gouvernemental n° R. 1954: Règlement régissant la Caisse de retraite des personnes au service des pouvoirs publics, établi en vertu de la loi de 1971 sur les pensions des personnes au service des autorités bantoues. (Ibid., 29 oct.)
- 3 nov. Loi n° 1 portant dispositions relatives à la création de centres et de foyers de réadaptation; à l'enregistrement d'institutions à titre de centres et de foyers de réadaptation; à l'envoi de certaines personnes de couleur et à leur détention, à leur traitement et à leur formation dans lesdits centres de réadaptation ou centres de réadaptation enregistrés; à la nomination d'un directeur des services de réadaptation pour les personnes de couleur chargé d'exercer un contrôle sur les centres et foyers de réadaptation, les centres de réadaptation enregistrés et

REPUBLIQUE SUD-AFRICAIN (suite)

les foyers enregistrés et sur la réception et la sortie des pensionnaires des centres de réadaptation et des centres de réadaptation enregistrés; à l'institution d'un Conseil consultatif national pour les questions de réadaptation des personnes de couleur, et tendant à des fins incidentes. Loi de 1971 sur les centres de réadaptation pour les personnes de couleur. (Ibid., 24 nov.)

SUEDE

- 23 avril Ordonnance scolaire [concerne l'enseignement primaire et secondaire: programmes, horaires, service des maitres, etc.]. ("Svensk författningssamling", n° 235)
- 30 avril Loi tendant à interdire les clauses illégales des contrats [concurrence déloyale]. (Ibid., n° 112)
- 30 avril Loi tendant à modifier la loi (n° 417) de 1970 sur le Conseil du marché du travail et à d'autres fins [limitation de la concurrence]. (Ibid., n° 113)
- 7 mai Arrêté tendant à modifier l'arrêté (n° 368 du 3 juin 1966) sur le marché de l'emploi. (Ibid., n° 448) Suè. 1 A
- 27 mai Loi tendant à modifier la loi (n° 243) de 1954 [SL 1954 - Suè. 1, 1956 - Suè. 2] sur l'assurance contre les lésions professionnelles [modifie les §§ 3 (assurance obligatoire), 25 (réparation), 38, 39, 40, 41 (cotisations d'assurance), 48 (assurance volontaire)]. (Ibid., n° 280)
- 27 mai Loi sur la cotisation des employeurs pour la protection des travailleurs. (Ibid., n° 282)
- 4 juin Loi sur la protection de l'emploi de certains travailleurs. (Ibid., n° 199) Suè. 2
- 4 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 741) de 1970 sur la garantie des salaires par l'Etat en cas de faillite. (Ibid., n° 201)
- 4 juin Loi de 1971 tendant à promouvoir l'emploi des travailleurs âgés sur le marché du travail public. (Ibid., n° 202)
- 4 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 719) de 1965 sur la sécurité à bord des navires. (Ibid., n° 293)
- 4 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 97) de 1960 sur l'assistance aux enfants [mesures de caractère social incombant aux communes]. (Ibid., n° 308)
- 4 juin Décret tendant à modifier l'instruction (n° 667) du 3 déc. 1965 relative à la Direction générale du travail et aux comités départementaux du travail. (Ibid., n° 449)
- 4 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 274) du 3 juin 1965 sur les fonctionnaires. (Ibid., n° 533)
- 18 juin Arrêté sur les allocations de formation complémentaire en faveur des travailleurs indépendants et des employés de l'industrie et de l'artisanat [indemnités de frais de voyage et de séjour, bourses, etc. Abroge le décret (n° 392) de 1944, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 553)
- 29 juin Loi sur le Conseil du marché du travail et à d'autres fins [limitation de la concurrence]. (Ibid., n° 417)

SUEDE (suite)

- 30 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 529) du 26 juillet 1947 sur les allocations familiales générales [SL 1947 - Suè. 4 A] [modifie les §§ 12, 15 et 16]. (Ibid., n° 593)
- 30 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 243) du 14 mai 1954 sur l'assurance contre les lésions professionnelles [SL 1954 - Suè. 1, 1956 - Suè. 2] [modifie les §§ 2 (recours), 44 (recours) et 48 (assurance volontaire)]. (Ibid., n° 607)
- 30 juin Loi tendant à modifier l'ordonnance (n° 99) de 1946 sur les allocations familiales [modifie les §§ 24 à 29 et 33 et 34]. (Ibid., n° 651)
- 30 juin Loi tendant à modifier la loi (n° 2) de 1956 sur l'assistance sociale [modifie les §§ 3, 4, 6, 8 à 11, 13, 14, 21, 54, 58, 60 et 62; abroge le § 59]. (Ibid., n° 664)
- 3 déc. Arrêté relatif à la répartition de la durée du travail conformément aux dispositions du § 7 de la convention générale sur la durée du travail [abroge l'arrêté (n° 564) de 1969, aux mêmes fins]. (Ibid., n° 941)
- 10 déc. Loi tendant à modifier la loi (n° 243) de 1954 sur l'assurance contre les lésions professionnelles [SL 1954 - Suè. 1, 1956 - Suè. 2] [modifie les §§ 4, 15, 21 et 22: réparations]. (Ibid., n° 882)
- 10 déc. Loi tendant à modifier la loi (n° 381) de 1962 sur l'assurance publique [SL 1962 - Suè. 1 A] [modifie les chap. 8, § 5 et 20, § 2]. (Ibid., n° 887)
- 10 déc. Loi tendant à modifier l'ordonnance (n° 99) de 1946 sur les allocations familiales [modifie les §§ 1a, 3 et 14]. (Ibid., n° 896)
- 10 déc. Loi tendant à modifier la loi (n° 2) de 1956 sur l'aide sociale [modifie le § 36]. (Ibid., n° 898)
- 10 déc. Arrêté tendant à modifier l'arrêté (n° 101) de 1946 sur les allocations familiales [modifie les §§ 2a et 9]. (Ibid., n° 905)
- 10 déc. Arrêté tendant à modifier l'arrêté (n° 368) de 1966 sur le marché de l'emploi [SL 1968 - Suè. 1, 1971 - Suè. 1] [modifie le § 115: définition du soutien de famille]. (Ibid., n° 909)
- 10 déc. Loi tendant à modifier la loi (n° 381) de 1962 sur l'assurance publique [SL 1962 - Suè. 1 A] [modifie les chap. 11, § 4, 16, § 6 et 19, §§ 1 et 6]. (Ibid., n° 943)
- 10 déc. Arrêté concernant l'octroi par l'Etat de diverses allocations supplémentaires de logement aux familles ayant des enfants à charge. (Ibid., n° 944)
- 10 déc. Arrêté tendant à modifier l'arrêté (n° 210) de 1949 portant interdiction de l'emploi de certains salariés aux travaux de peinture comportant l'usage de couleurs de plomb [SL 1949 - Suè. 5] [modifie les §§ 5, 7 et 12]. (Ibid., n° 980)
- 17 déc. Arrêté tendant à modifier l'arrêté (n° 425) de 1968 sur l'allocation-logement de l'Etat aux familles ayant des enfants à charge [modifie les §§ 4 à 6, 10, 13, 14 et 16. Abroge les §§ 11, 12 et 25]. (Ibid., n° 1257)

SUISSE

- 8 janv. Ordonnance sur les commissions disciplinaires ("Recueil des lois fédérales", 22 janv.)
- 8 janv. Arrêté du Conseil fédéral modifiant le règlement des employés [employés de l'administration générale de la Confédération] [nombreuses modifications à l'ordonnance du 10 nov. 1959 aux mêmes fins; abroge les art. 84 et 85]. (Ibid.)
- 8 janv. Arrêté du Conseil fédéral modifiant le règlement des fonctionnaires II [chemins de fer fédéraux] [nombreuses modifications à l'ordonnance du 10 nov. 1959 aux mêmes fins; abroge les art. 70 à 72]. (Ibid.)
- 15 janv. Ordonnance relative aux prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité. (Ibid., 15 janv.)
- 18 mars Loi fédérale modifiant le Code pénal suisse [notamment, art. 91 (mesures éducatives) et nouvel art. 100] bis (placement en maison d'éducation au travail) prévoyant une formation professionnelle des jeunes délinquants]. (Ibid., 25 juin)
- 28 avril Ordonnance concernant la prévention des accidents lors du travail et de la mise en oeuvre mécanique du bois et d'autres matières organiques solides. (Ibid., 10 mai)
- 12 mai Ordonnance sur les mesures de prévention des accidents à prendre en cas de construction ou de transformation de bâtiments ruraux. (Ibid., 4 juin)
- 12 mai Arrêté du Conseil fédéral modifiant l'ordonnance sur la formation professionnelle et la recherche agricoles [SL 1955 - Sui. 1] [ajoute une let. Cbis à l'art. 2, un al. 3 à l'art. 23, un titre Fbis (Technicums agricoles et technicums pour branches agricoles spéciales), modifie l'art. 28, D, et remplace l'art. 48 (voies de recours)]. (Ibid.)
- 25 juin Loi fédérale révisant les titres dixième et dixième bis du Code des obligations (Du contrat de travail). (Ibid., 22 oct.) Sui. 1
- 8 oct. Loi fédérale sur le travail dans les entreprises de transports publics. (Loi sur la durée du travail) [notamment abroge la loi fédérale du 6 mars 1920 (SL 1920 - Sui. 1) concernant la durée du travail dans l'exploitation des chemins de fer et autres entreprises de transport et de communications et l'art. 66 de la loi fédérale du 13 mars 1964 (SL 1964 - Sui. 1) sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce; modifie l'art. 2, 1er al., b) de la loi précitée du 13 mars 1964]. (Ibid., 17 mars 1972)

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

- 20 avril Arrêté n° 375 fixant les règles de l'inspection du travail de nuit [organisation; indemnités]. ("Journal officiel", 26 mai)

TCHÉCOSLOVAQUIE

14 janv. Directives fixant les principes sur lesquels doivent être fondés l'établissement, le contenu et le contrôle des conventions collectives. ("Sbírka zákonů", texte n° 3) Tch. 1

THAÏLANDE

11 août Notification du ministère de l'Industrie n° 4 (B.E. 2514) édictée en vertu de la loi (du 21 fév. 1969: B.E. 2512) sur les fabriques, concernant les obligations d'un concessionnaire exploitant une fabrique [liste des obligations relatives à la prévention des accidents (machines, outils, engins de levage, etc.; matériaux, câbles électriques), le magasinage et l'utilisation de substances toxiques, d'explosifs, etc.]. ("Royal Thai Government Gazette", 10 oct.)

TOGO

12 août Ordonnance n° 29 portant Code de la marine marchande [titre III: "Du marin et de l'armateur" (exercice de la profession de marin, contrat d'engagement, salaires, etc.); titre V: "Du régime disciplinaire et pénal"]. ("Journal officiel", 16 sept.)

3 sept. Décret n° 71-167 portant application, pour ce qui a trait à la coopération agricole, de l'ordonnance n° 13 du 12 avril 1967 relative au statut de la coopération au Togo [SL 1967 - Togo 1]. (Ibid., 1er oct.)

TUNISIE

3 mai Décret n° 71-163 relatif à la rémunération des travailleurs agricoles [fixe le salaire minimum journalier de l'ouvrier agricole ordinaire à 600 millimes et abroge le décret n° 69-344 du 27 sept. 1969 aux mêmes fins]. ("Journal officiel", 30 avril-4 mai)

3 mai Décret n° 71-164 instituant une indemnité de cherté de vie dans l'industrie, le commerce et les professions libérales [cette indemnité est fixée à 0,020 dinar de l'heure pour tous les ouvriers payés à l'heure, à la journée ou à la semaine, uniformément à 4 dinars par mois pour tous les employés payés au mois et à 0,010 dinar de l'heure pour les apprentis]. (Ibid.)

14 juin Loi n° 71-24 complétant la loi n° 59-37 du 28 mars 1959 étendant le bénéfice du régime de pensions de retraite institué par la loi n° 59-18 du 5 février 1959 à diverses catégories de personnels [complète l'art. 1er, tel que modifié par le décret-loi n° 70-3 du 14 sept. 1970, en ce qui concerne certaines participations rétroactives audit régime]. (Ibid., 11-15 juin)

TURQUIE

15 août Loi n° 1474 modifiant l'article 78 de la loi 506 sur l'assurance sociale [SL 1964 - Tur. 1] dans sa teneur modifiée par la loi n° 1186 [limites du gain journalier]. ("Resmî Gazete", 1er sept.)

25 août Loi n° 1475 sur le travail [abroge la loi n° 931 du 28 juillet 1967 sur le travail: SL 1967 - Tur. 1]. (Ibid.)

TURQUIE (suite)

2 sept. Loi n° 1479 sur la sécurité sociale concernant les commerçants, les artisans et certains autres travailleurs indépendants. (Ibid., 14 sept.)

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

15 fév. Décret n° 1234-VIII du Présidium du Soviet suprême de l'URSS portant abrogation de certains actes législatifs de l'URSS, à la suite de la mise en vigueur des Principes fondamentaux de la législation du travail en URSS et dans les républiques fédérées [SL 1970 - URSS 1] [abroge notamment l'arrêté du 23 avril 1928 (SL 1928 - URSS 3 H) concernant les jours de fête consacrés à la commémoration de l'Internationale et les jours de repos spéciaux; l'art. 5 de l'arrêté du 2 janv. 1929 (SL 1929 - URSS 3 A) sur la journée de travail de sept heures; l'arrêté du 3 janv. 1930 modifiant l'arrêté concernant les conditions de travail dans l'industrie du bâtiment; l'arrêté du 4 juin 1933 portant règlement disciplinaire pour les ouvriers et employés des transports par chemin de fer; le décret du 26 juin 1940 (SL 1940 - URSS 1) concernant le passage à la journée de travail de huit heures et à la semaine de travail de sept jours et interdisant aux ouvriers et employés de quitter arbitrairement l'entreprise ou institution; l'art. 7 du décret du 8 juillet 1944 (SL 1944 - URSS 1) augmentant l'assistance de l'Etat aux femmes enceintes, aux mères de familles nombreuses et aux mères non mariées, renforçant la protection de la maternité et de l'enfance et instituant le titre honorifique de "mère-héroïne" ainsi que l'ordre de la "Gloire maternelle" et de la "médaille de la maternité"; le décret du 30 juin 1945 relatif aux congés des ouvriers et employés; le décret du 15 août 1955 sur les congés et les conditions de travail des jeunes travailleurs; le décret du 8 mars 1956 (SL 1956 - URSS 1) portant réduction de la durée de la journée de travail des ouvriers et employés la veille des jours de repos et des jours fériés; le décret du 26 mars 1956 (SL 1956 - URSS 2) sur la prolongation de la durée du congé en cas de grossesse et de maternité; et le décret du 25 avril 1956 (SL 1956 - URSS 3) concernant la suppression de la responsabilité pénale des ouvriers et employés qui quittent arbitrairement l'entreprise ou l'institution dans laquelle ils sont occupés ou qui s'absentent du travail sans raison valable]. ("Vedomosti Verkhovnogo Soveta SSSR", texte n° 92)

6 mai Décret n° 1606-VIII du Présidium du Soviet suprême de l'URSS portant abrogation d'actes législatifs de l'URSS à la suite de l'adoption des codes de rééducation par le travail des RSS d'Ouzbékiste, de Tadjikie, d'Estonie, de Lituanie, de la RSFSR, des RSS d'Ukraine, d'Azerbaïdjan et de Kirghizie [abroge notamment le décret du Soviet suprême de l'URSS du 3 juin 1968 portant approbation de règlements concernant les chantiers de jeunesse et spécifiant les modalités d'application de ces règlements]. (Ibid., texte n° 186)

3 juin Décret du Présidium du Soviet suprême portant dispositions relatives à une nouvelle amélioration du régime des pensions des kolkhoziens [étend aux kolkhoziens et à leur famille le mode de calcul des pensions établi par la loi du 14 juillet 1956 (SL 1956 - URSS 4) sur les pensions nationales et modifie les art. 6, 8, 11 et 14 de la loi du 15 juillet 1964 (SL 1964 - URSS 1) sur les pensions et allocations servies aux kolkhoziens]. (Ibid., texte n° 239)

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (suite)

- 23 juin Interprétation du Comité d'Etat du travail et des salaires auprès du Conseil des ministres de l'URSS et du présidium du Conseil central des syndicats de l'URSS concernant l'application de l'article 20 des principes fondamentaux de la législation du travail en URSS et dans les républiques fédérées [SL 1970 - URSS 1] [La demande de résiliation d'un contrat de travail en vertu de l'art. 20 ne peut être présentée que par les organismes syndicaux de district et au-dessus et seulement à l'égard de dirigeants ou de leurs remplaçants, de spécialistes d'un rang élevé, etc.]. ("Sotsialistitcheskaya zakonnost", 1972, n° 5)
- 20 août Ordonnance n° P-18/334 du présidium du Conseil central des syndicats de l'URSS et du Comité d'Etat pour les questions de travail et de salaires du Conseil des ministres de l'URSS concernant la procédure relative à la conclusion des conventions collectives. ("Byoulleten Gossoudarstvennogo Komiteta Soveta ministrov SSSR po voprossam trouda e zarabotnoi platy", n° 11) URSS 3
- 27 sept. Décret n° 2151-VIII du Présidium du Soviet suprême de l'URSS portant approbation du règlement relatif aux droits du comité syndical local, de fabrique ou d'usine ("Vedomosti Verkhovnogo Soveta SSSR", texte n° 382) URSS 2
- 19 oct. Ordonnance n° 6 du Plénum de la Cour suprême de l'URSS relative à l'application dans la pratique judiciaire des principes fondamentaux de la législation du travail en URSS et dans les républiques fédérées [SL 1970 - URSS 1] [compétence des tribunaux en vertu de différents articles des principes fondamentaux; annule diverses dispositions de la Cour suprême]. ("Byoulleten Gossoudarstvennogo komiteta Soveta ministrov SSSR po voprossam trouda i zarabotnoi platy", 1972, n° 5)

République socialiste fédérative soviétique de Russie

- 28 mai Décret du Présidium du Soviet suprême de la RSFSR portant abrogation d'actes législatifs de la RSFSR, à la suite de la mise en vigueur du code de rééducation par le travail de la RSFSR [abroge notamment l'arrêté du 1er août 1933 confirmant le code de rééducation par le travail de la RSFSR]. ("Vedomosti Verkhovnogo Soveta RSFSR", texte n° 434)
- 9 déc. Loi portant approbation du Code du travail de la RSFSR (Ibid., texte n° 1007) URSS 1

République socialiste soviétique d'Ukraine

- 30 juin Décret n° 3794-VII du Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine portant abrogation de certains actes législatifs de la RSS d'Ukraine, à la suite de la mise en vigueur du code de rééducation par le travail de la RSS d'Ukraine [abroge, à dater du 1er juin 1971, l'arrêté du 23 oct. 1925 portant mise en vigueur du code de rééducation par le travail de la RSS d'Ukraine, ainsi que les nombreuses modifications et adjonctions apportées audit code]. ("Vedomosti Verkhovnogo Soveta USSR", texte n° 194)
- 10 déc. Loi portant approbation du Code du travail de la République soviétique socialiste d'Ukraine. (Ibid., texte n° 375)

VENEZUELA

- 31 mars Décret n° 571 portant règlement sur les congés payés annuels des fonctionnaires publics. ("Gaceta Oficial", 13 avril)
- 14 avril Décret n° 577 portant règlement sur les gratifications de Nouvel-An accordées aux fonctionnaires publics [de 5 à 15 jours de traitement]. (Ibid., 20 avril)
- 28 avril Décret n° 585 portant règlement sur les syndicats de fonctionnaires publics. (Ibid., 30 avril) Ven. 1

YUGOSLAVIE

- 30 mars Loi tendant à compléter la loi fondamentale sur les entreprises. ("Službeni list", texte n° 139)
- 30 mars Loi tendant à compléter la loi fondamentale du 26 déc. 1964 [1964 - Youg. 2 ... 1966 - Youg. 3 B] sur l'assurance-retraite.
- 30 mars Loi tendant à modifier et compléter la loi [dans sa teneur du 24 avril 1965] sur l'organisation et le financement du régime de sécurité sociale.
- 21 juin Règlement du Conseil fédéral du travail concernant les mesures et normes générales de protection contre le bruit sur les lieux de travail. (Ibid., texte n° 368)
- 30 juin Décision portant promulgation d'amendements à la Constitution [SL 1963 - Youg. 3] [amendements n° XX à n° XLII]. (Ibid., texte n° 344)
- 30 juin Loi constitutionnelle portant application des amendements n° XX à n° XLI [abroge au total une centaine de dispositions]. (Ibid., texte n° 345)
- 2 juillet Règlement du Conseil fédéral du travail, définissant les conditions auxquelles les organisations du travail peuvent envoyer leurs travailleurs exercer une activité à l'étranger. (Ibid., texte n° 369)

ZAIRE

(En ce qui concerne la législation antérieure, voir sous Congo (Kinshasa))

- 20 déc. Arrêté ministériel n° 0057/71 portant réglementation de la sécurité sur les lieux de travail [abroge l'ordonnance n° 23/146 du 6 mai 1953 aux mêmes fins]. ("Journal officiel", 15 mars 1972)
- 31 déc. Ordonnance n° 71-326 fixant les jours fériés légaux [abroge l'ordonnance n° 67-475 du 15 nov. 1967 aux mêmes fins]. (Ibid., 15 janv. 1972)

ZAMBIE

- 31 mars Arrêté n° 2 concernant les syndicats (retenue des cotisations à la source). S.I. n° 81. ("Government Gazette", 8 avril) Zam. 1 A

ZAMBIE (suite)

- 21 mai Règlement concernant les mines [titre VII: Protection sur les lieux de travail; titre VIII: Issues, puits et galeries; titre IX: Ventilation et pollution de l'air; titre XI: Eclairage; titre XVI: Accidents; titre XVII: Monte-charge]. (Ibid., 21 mai)
- 20 déc. Loi n° 36 portant dispositions relatives à l'enregistrement des syndicats, au Congrès des syndicats de Zambie, aux associations d'employeurs et à la Fédération des employeurs de Zambie, prévoyant l'établissement de conseils d'entreprise, de conventions collectives, le règlement des différends du travail et l'institution d'un tribunal du travail, abrogeant certaines dispositions législatives concernant les syndicats, les différends du travail et la conciliation et tendant à des fins incidentes ou connexes. Loi de 1971 sur les relations professionnelles. Zam. 2

TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Autriche - France

- 28 mai Convention générale sur la sécurité sociale et protocole. (Autriche: "Bundesgesetzblatt", 31 oct. 1972); (France: "Journal officiel", 9 juillet 1972)

Autriche - Royaume-Uni

- 18 juin Convention de sécurité sociale. (Royaume-Uni: "Statutory Instruments", 1972, n° 1586)

Belgique - Luxembourg

- 27 oct. Accord relatif aux régimes de sécurité sociale d'outre-mer. (Luxembourg: "Mémorial", recueil A, 27 juin 1972)

Communauté économique européenne

- 1er fév. Décision du Conseil concernant la réforme du Fonds social européen [cas dans lesquels la situation de l'emploi appelle une intervention du Fonds]. ("Journal officiel des Communautés européennes", 4 fév.)
- 14 juin Règlement (CEE) n° 1408 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. (Ibid., 5 juillet)
- 8 nov. Règlement n° 2396 du Conseil portant application de la décision du Conseil, du 1er février 1971, concernant la réforme du Fonds social européen [parmi les opérations pouvant bénéficier du concours du Fonds, notamment celles visant à résoudre les problèmes posés par un déséquilibre grave de l'emploi, à l'élimination du chômage, à la formation professionnelle, à la réadaptation des handicapés, etc.]. (Ibid., 10 nov.)

TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX (suite)

Dahomey - France

12 fév. Convention sur la circulation des personnes. (France: "Journal officiel", 30 avril)

Equateur - Espagne

10 fév. Convention de coopération sociale. (Equateur: "Registro Oficial", 14 avril)

France - Portugal

29 juillet Protocole sur l'immigration et la situation sociale en France des travailleurs portugais et de leurs familles (avec une annexe). (France: "Journal officiel", 31 oct.)

29 juillet Convention générale sur l'assurance sociale. (Portugal: "Diário do Governo", 28 déc.)

France - Tunisie

12 juillet Avenant à la Convention générale de sécurité sociale et avenant au protocole relatif aux questions financières. (Tunisie: "Journal officiel", 16-20 juillet)

10 nov. Avenant à l'Accord complémentaire du 20 mars 1968 relatif au régime de sécurité sociale des marins. (Tunisie: ibid., 18-22 août 1972)

République arabe de Lybie - Tunisie

15 fév. Convention relative à la main-d'oeuvre qualifiée. (Tunisie: "Journal officiel", 11-15 juin)

Organisation commune africaine,
malgache et mauricienne

29 janv. Convention générale de sécurité sociale. Int. 1

Pays-Bas - Tunisie

8 mai Convention concernant le recrutement en Tunisie des travailleurs tunisiens et leur placement aux Pays-Bas. (Pays-Bas: "Tractatenblad", n° 82)
